



Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL
DU COMMERCE DES MARCHANDISES
1^{ER} ET 2 NOVEMBRE 2021**

PRÉSIDENT: S.E. M. LUNDEG PUREVSUREN

La réunion du Conseil du commerce des marchandises (CCM, ou le Conseil) a été convoquée par les aérogrammes WTO/AIR/CTG/20 et WTO/AIR/CTG/20/Rev.1; l'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous la cote G/C/W/805. La réunion s'est déroulée selon l'ordre du jour ci-après:

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	4
2 QUESTIONS CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS	4
2.1 Projet de décision concernant la procédure pour l'introduction des modifications du SH2022 dans les Listes de concessions au moyen de la base de données sur les listes tarifaires (LTC) (G/C/W/802)	5
2.2 Introduction des modifications du système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demandes collectives de prorogations de dérogation.....	5
3 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE L'ARMÉNIE (G/L/1110/ADD.7).....	5
4 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE (G/L/1137/ADD.6).....	6
5 CUBA – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION CONCERNANT L'ARTICLE XV:6 DU GATT DE 1994 FIGURANT DANS LA DÉCISION DU 7 DÉCEMBRE 2016 (WT/L/1003) – (G/C/W/803)	7
6 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE TCHAD AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)	8
7 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE (G/L/1385/ADD.1)	10
8 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI (G/L/1386/ADD.1)	11
9 UNION EUROPÉENNE --RECTIFICATION ET MODIFICATION DES LISTES – LISTE CLXXV – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE.....	12
10 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE, L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)	12

11 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU ET L'UNION EUROPÉENNE	23
12 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	26
13 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES : PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE ET L'URUGUAY.....	27
14 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES : PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'URUGUAY	30
15 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE	32
16 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE	36
17 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE	39
18 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'UNION EUROPÉENNE (G/C/W/791).....	43
19 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER VISANT DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET L'UNION EUROPÉENNE.....	46
20 ÉGYPTÉ – SYSTÈME D'ENREGISTREMENT DU FABRICANT – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	48
21 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE.....	49
22 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	53
23 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE (G/C/W/792)	54
24 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	56
25 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DE L'HUILE DE PALME – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	57
26 INDE – NORMES INDIENNES ET RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE (ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ): JANTES, VITRAGES DE SÉCURITÉ, CASQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	58
27 INDE – ORDONNANCE DE 2020 SUR LE PAPIER POUR COPIEUR ORDINAIRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	59

28 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE.....	60
29 FÉDÉRATION DE RUSSIE – PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DU COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE	63
30 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	67
31 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	68
32 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	72
33 ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE: PLATE-FORME EN LIGNE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ SABER/PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES PRODUITS SALEEM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	74
34 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	75
35 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	76
36 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	76
37 AUSTRALIE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	77
38 UNION EUROPÉENNE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ PAR LA SUÈDE POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	77
39 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES (PACTE VERT POUR L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2019) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	77
40 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	84
41 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT RELATIF À LA CLASSIFICATION, À L'ÉTIQUETAGE ET À L'EMBALLAGE) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	86
42 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	87
43 ANGOLA – PRATIQUES DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	88
44 MONGOLIE – MESURES APPLIQUÉES À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	89
45 INDE – CERTIFICATION OBLIGATOIRE POUR LES PRODUITS EN ACIER – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	90
46 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	91
RAPPORTS AU CONSEIL GÉNÉRAL.....	92
47 PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE	92

48 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	93
49 ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/C/W/804)	94
50 AUTRES QUESTIONS.....	94
50.1 Fonctionnement du conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires - renseignements fournis par le président (RD/CTG/14).....	94
50.2 Date de la prochaine réunion.....	95

Le Président a indiqué que compte tenu de la longueur de l'ordre du jour, il serait préférable que les interventions des Membres restent brèves, si possible. Il a invité les Membres qui prévoyaient de présenter des déclarations écrites plus longues afin qu'elles soient incorporées au compte rendu de la réunion à indiquer expressément que telle est leur intention lorsqu'ils prendront la parole. Afin que le compte rendu soit élaboré avec transparence, le Secrétariat ne rendra compte que de ce qui aura été dit à la réunion, sauf dans les cas où un Membre aura clairement fait savoir qu'il a l'intention de présenter une déclaration plus longue par écrit.

Le délégué des États-Unis a demandé que son pays, de même que l'Australie et l'Union européenne, soit ajouté à la liste des coparrains du point 16 de l'ordre du jour, "Chine – Transparence des subventions et obligations de la Chine en matière de publication et d'établissement de points d'information en vertu de son Protocole d'accession".

Le délégué du Royaume-Uni a pareillement demandé à être ajouté à la liste des coparrains du point 16 de l'ordre du jour, "Chine – Transparence des subventions et obligations de la Chine en matière de publication et d'établissement de points d'information en vertu de son Protocole d'accession".

Enfin, le Président a informé les délégations qu'au titre du point de l'ordre du jour "Autres questions", il ferait brièvement rapport sur le calendrier annuel des réunions. En outre, il soulèverait la question de la date de la réunion suivante du Conseil.

L'ordre du jour a ainsi été adopté.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

1.1. Le Président a rappelé que, conformément aux procédures de travail convenues par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) et à la suite de l'adoption par le Conseil général du Mécanisme pour la transparence¹, le CCM devait être tenu informé des notifications de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) présentées par les Membres. Il a informé le CCM que les quatre ACR suivants avaient été notifiés au CACR:

- Accord global sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA), marchandises (WT/REG457/N/1);
- Accord global sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA), marchandises (WT/REG457/N/1/Add.1);
- Accord de continuité commerciale entre le Royaume-Uni et le Mexique, marchandises et services (WT/REG456/N/1-S/C/N/1060); et
- Accord de continuité commerciale entre le Royaume-Uni et le Canada, marchandises et services (WT/REG419/N/1/Add.1-S/C/N/1061).

1.2. Le Conseil a pris note des renseignements fournis.

2 QUESTIONS CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS

2.1. Le Président a informé les Membres que, comme indiqué dans l'aérogamme, le Comité de l'accès aux marchés avait transmis cinq points au Conseil pour examen.

¹ Documents WT/REG/16, WT/L/671 et G/C/M/88.

2.1 Projet de décision concernant la procédure pour l'introduction des modifications du SH2022 dans les Listes de concessions au moyen de la base de données sur les listes tarifaires (LTC) (G/C/W/802)

2.2. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document G/C/W/802 contenant un projet de décision sur la "procédure pour l'introduction des modifications du SH2022 dans les listes de concession au moyen de la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC)".

2.3. Il a noté que ce projet de décision suivait la même approche que celle qui avait été utilisée dans les exercices de transposition antérieurs. En outre, le Comité était convenu que le projet de texte définitif, qui figurait maintenant dans le document G/C/W/802, soit transmis au Conseil général pour être adopté par le biais du CCM.

2.4. Le Président a proposé que le Conseil convienne de transmettre le projet de décision reproduit dans le document G/C/W/802 au Conseil général pour adoption.

2.5. Le Conseil en est ainsi convenu.

2.2 Introduction des modifications du système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demandes collectives de prorogations de dérogation

2.6. Le Président a informé les Membres que, comme il était indiqué dans l'ordre du jour, le Comité de l'accès aux marchés avait transmis au Conseil, pour examen, quatre demandes collectives de prorogations de dérogation concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé (SH) dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC. Ces demandes collectives avaient fait l'objet de consultations à la réunion du Comité de l'accès aux marchés qui s'était tenue le 11 octobre 2021.

2.7. Le Président a attiré l'attention des Membres sur les projets collectifs de décisions portant octroi d'une dérogation, distribués sous les cotes G/C/W/796, G/C/W/797, G/C/W/798 et G/C/W/799, qui concernaient des prorogations d'un an de ces projets de décisions portant octroi d'une dérogation concernant le SH pour les années 2002, 2007, 2012 et 2017, respectivement, et qui arrivaient toutes à expiration le 31 décembre 2021.

2.8. Le Président a proposé que le Conseil convienne de transmettre les projets de décisions portant octroi d'une dérogation contenus dans ces documents au Conseil général pour adoption.

2.9. Le Conseil en est ainsi convenu.

3 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION DE L'ARMÉNIE (G/L/1110/ADD.7)

3.1. Le Président a informé les Membres que, dans une communication datée du 11 octobre 2021, la délégation de l'Arménie avait demandé au Secrétariat de distribuer le document G/L/1110/Add.7 concernant la prorogation du délai applicable au retrait de concessions dans le cadre de l'adhésion de l'Arménie à l'Union économique eurasiatique (UEE) jusqu'au 2 janvier 2023.

3.2. Le délégué de l'Arménie a indiqué ce qui suit:

3.3. Après la dernière prorogation, l'Arménie a poursuivi ses consultations et ses échanges avec les délégations intéressées. Toutefois, pour des raisons compréhensibles, avec moins d'intensité que ce qui est initialement prévu. L'Arménie a accompli des avancées positives et a réalisé de véritables progrès concernant l'ensemble de textes relatifs à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et elle est sur le point de conclure les négociations de fond sur l'AMNA. En parallèle, l'Arménie a intensifié ses efforts et concentré davantage de ressources pour parvenir à définir un ensemble de mesures de compensation en faveur de l'agriculture qui soient mutuellement acceptables.

3.4. Cependant, vu le nombre de Membres intéressés participant au processus et les obstacles techniques et logistiques liés à la pandémie à surmonter, l'Arménie estime que des délais supplémentaires seront nécessaires pour achever les négociations sur les compensations. Ainsi, dans

l'objectif d'organiser le processus de façon appropriée et conforme au document G/L/1110/Add.7, l'Arménie a indiqué ce qui suit: "Dans le cadre du Traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'Union économique eurasiatique (UEE) [...]; et pour que les Membres puissent réserver leurs droits en attendant la communication au Secrétariat de l'OMC des accords conclus dans le contexte de l'article XXIV:6 (GATT), l'Arménie estime qu'il est souhaitable de prévoir une prorogation de 12 mois (c'est-à-dire jusqu'au 2 janvier 2023)."

3.5. Par conséquent, l'Arménie fait savoir qu'elle est disposée à accorder aux Membres une prorogation de 12 mois supplémentaires, jusqu'au 2 janvier 2023, pour le retrait de concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994. L'Arménie demande au Conseil d'approuver cette prorogation proposée.

3.6. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

3.7. L'Union européenne se félicite des progrès accomplis dans ses négociations avec l'Arménie concernant les droits de douane applicables aux produits non agricoles, au sujet desquels un accord de principe a été conclu. Dans le domaine de l'agriculture, les progrès effectués récemment laissent penser qu'un accord de principe pourrait être prochainement atteint, possiblement d'ici à la douzième Conférence ministérielle. L'UE espère donc pouvoir conclure ces négociations sur les compensations dans un avenir proche.

3.8. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

3.9. La Fédération de Russie continuera à soutenir le processus de négociation de l'Arménie afin de le mener à bien. La Fédération de Russie soutient l'extension du délai.

3.10. Le délégué de l'Arménie a indiqué ce qui suit:

3.11. L'Arménie prend note des déclarations faites par les représentants des délégations, qui seront transmises à la capitale en temps voulu. Dans l'intervalle, l'Arménie poursuivra le dialogue avec les Membres de l'OMC intéressés, de manière pragmatique et constructive. À cet égard, elle confirme qu'elle est disposée à organiser le cycle de négociations bilatérales suivant en vue de le mener à bonne fin. Parallèlement, l'Arménie continuera à informer régulièrement le Conseil ainsi que tous les Membres intéressés au sujet des négociations en cours sur les ajustements compensatoires.

3.12. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et de la communication de l'Arménie, et qu'il convienne de prolonger le délai de 12 mois, jusqu'au 2 janvier 2023, afin de retirer les concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII du GATT, comme indiqué dans le document G/L/1110/Add.7.

3.13. Le Conseil en est ainsi convenu.

4 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE À L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE (G/L/1137/ADD.6)

4.1. Le Président a informé les Membres que, dans une communication datée du 18 octobre 2021, la délégation de la République kirghize avait demandé au Secrétariat de distribuer le document G/L/1137/Add.6, concernant la prorogation du délai applicable au retrait de concessions dans le cadre de l'adhésion de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique (UEE), jusqu'au 12 février 2023.

4.2. Le délégué de la République kirghize a indiqué ce qui suit:

4.3. À la suite de discussions de fond menées avec les partenaires de l'Union économique eurasiatique, la République kirghize a présenté une proposition de compensation concernant les produits non agricoles à l'un des Membres intéressés. La République kirghize a reçu des réactions positives de ce Membre au sujet d'un ensemble de produits non agricoles. Cela permet d'espérer qu'un résultat mutuellement acceptable a été atteint et que les négociations sur l'AMNA sont sur le point d'aboutir. En ce qui concerne les produits agricoles, la République kirghize note que les consultations au niveau technique sont en cours et que l'on continue d'échanger des renseignements

sur les produits agricoles; en outre, des consultations internes sont menées par le truchement de la plate-forme de l'Union économique eurasiatique. À l'instar de l'Arménie, la République kirghize a également jugé nécessaire de prolonger le délai accordé en vue du retrait de concessions substantiellement équivalentes, qui expire le 12 février 2022. Étant donné qu'un délai supplémentaire serait nécessaire pour faire avancer ces négociations, et en vue de permettre aux Membres de réserver leurs droits en attendant que la communication relative à l'accord soit transmise au Secrétariat de l'OMC, la République kirghize demande une nouvelle prorogation des droits des Membres de retirer des concessions en attendant la conclusion des négociations au titre de l'article XXVIII:3, de 12 mois, jusqu'au 12 février 2023, comme indiqué dans le document G/L/1137/Add.6. La République kirghize ne fera pas valoir que les Membres de l'OMC qui ont présenté une demande au titre de l'article XXIV:6 du GATT de 1994 ne peuvent pas retirer des concessions substantiellement équivalentes parce que ce retrait intervient plus de six mois après le retrait de concessions de la République kirghize.

4.4. Sur la base des éléments susmentionnés, la République kirghize remercie les Membres de l'OMC intéressés de leur compréhension et du soutien dont ils témoignent par l'absence d'objections concernant la question de la prorogation des droits. La République kirghize poursuivra le dialogue et continuera à échanger des renseignements avec les partenaires concernés par ce processus en temps utile, et remercie l'Union européenne et la Fédération de Russie pour leurs observations.

4.5. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

4.6. L'Union européenne se félicite des progrès accomplis dans ses négociations avec la République kirghize concernant les droits de douane applicables aux produits non agricoles, au sujet desquels un accord de principe a été conclu. Dans le domaine de l'agriculture, les avancées obtenues il y a peu laissent penser qu'un accord de principe pourrait également être prochainement trouvé, possiblement d'ici à la douzième Conférence ministérielle. L'UE espère donc achever ces négociations sur les compensations à brève échéance.

4.7. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

4.8. La Fédération de Russie continuera à soutenir le processus de négociation de la République kirghize afin qu'il soit mené à bien. La Fédération de Russie est favorable à la prorogation du délai.

4.9. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et de la communication de la République kirghize, et qu'il convienne de prolonger le délai de 12 mois, jusqu'au 12 février 2023, afin de retirer les concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII du GATT, comme indiqué dans le document G/L/1137/Add.6.

4.10. Le Conseil en est ainsi convenu.

5 CUBA – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION CONCERNANT L'ARTICLE XV:6 DU GATT DE 1994 FIGURANT DANS LA DÉCISION DU 7 DÉCEMBRE 2016 (WT/L/1003) – (G/C/W/803)

5.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de Cuba, qui avait également demandé au Secrétariat de distribuer le document G/C/W/803, daté du 14 octobre 2021, qui contient une demande de prorogation de la dérogation à ses obligations au titre de l'article XV:6 du GATT de 1994, justifiée par le fait qu'elle n'est pas membre du Fonds monétaire international (FMI).

5.2. Le délégué de Cuba a indiqué ce qui suit:

5.3. Cuba présente une nouvelle fois au Conseil une demande de prorogation de la dérogation au titre du paragraphe 6 de l'article XV du GATT, comme elle l'a fait tous les cinq ans depuis octobre 1986. Cette demande s'explique par le fait que Cuba n'est pas membre du FMI et que la prorogation actuelle de la dérogation expirera le 31 décembre 2021. Au-delà des raisons qui ont justifié les prorogations antérieures de la dérogation, celles-ci sont devenues plus aigües comme décrit dans le document.

5.4. De fait, Cuba souhaite mettre l'accent sur les mesures prises dans le cadre de l'embargo financier et commercial que les États-Unis maintiennent contre elle. L'administration de l'ancien Président Trump a pris 243 mesures, durcissant l'embargo, qui sont toujours en vigueur et qui, en particulier du fait de la pandémie, ont contribué conjointement à sa plus grande sévérité encore. Cuba pourrait progresser considérablement si, comme l'a demandé la communauté internationale, l'embargo était levé. Par exemple, récemment, dans le cadre de la 76^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, plusieurs chefs d'État ont évoqué l'embargo contre Cuba.

5.5. Cuba s'est rigoureusement conformée aux décisions prises par le Conseil général, y compris en présentant des rapports annuels sur les différentes mesures requises au titre de l'exemption de la dérogation. En outre, les activités de Cuba, y compris sur le plan de la conformité, restent axées sur cela.

5.6. De plus, Cuba tient à répéter que l'approbation de cette prorogation n'aura pas de conséquence négative pour les Membres de l'OMC. Au contraire, Cuba réaffirme son engagement à ne causer aucun dommage ou préjudice aux droits des Membres. La prorogation de l'exemption de dérogation a pour but de continuer à promouvoir le commerce et l'investissement des Membres de l'OMC, comme le montrent les documents qui ont été distribués.

5.7. Le Conseil a pris note de la déclaration de Cuba, a approuvé sa demande de prolongation de la dérogation figurant dans le document G/C/W/803 et est convenu de transmettre le projet de décision portant octroi d'une dérogation au Conseil général pour adoption.

6 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE TCHAD AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)

6.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Tchad, au nom du Groupe des PMA.

6.2. Le délégué du Bangladesh, au nom du Groupe des PMA, a indiqué ce qui suit:

6.3. Le Groupe des PMA a souligné à plusieurs reprises que l'objectif spécifique de cette proposition est de corriger un oubli technique. L'article 27.2 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) prévoit que certains Membres peuvent bénéficier des flexibilités prévues dans cet accord. L'Annexe VII de l'Accord indique que les Membres pouvant en bénéficier appartiennent à deux catégories distinctes: a) les pays les moins avancés (PMA); et b) certains pays en développement, pour autant que leur revenu national par habitant (RNB) reste inférieur à 1 000 USD, en dollars constants de 1990.

6.4. Il est possible que certains PMA, c'est-à-dire les pays énumérés à l'Annexe VII a) de l'Accord SMC, sortent de la catégorie des PMA même si leur RNB par habitant demeure inférieur à 1 000 USD, en dollars constants de 1990 (comme le Népal, par exemple). Toutefois, il n'est pas certain que ces PMA, dont le seuil de RNB est comparable à celui des pays énumérés à l'Annexe VII b), pourront, une fois sortis de cette catégorie, continuer à bénéficier de la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC. Cet oubli technique devrait être corrigé.

6.5. En conséquence, il est proposé dans la communication qu'un PMA Membre ayant quitté cette catégorie soit autorisé, pour autant que son RNB demeure inférieur à 1 000 USD, à bénéficier de la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC. La proposition du Groupe des PMA consiste uniquement en une clarification; elle n'entend pas modifier une quelconque règle. La communication a déjà reçu un large soutien, et le Groupe des PMA en remercie tous les Membres.

6.6. Parallèlement, le Groupe des PMA dialogue avec l'Union européenne et les États-Unis concernant les préoccupations qu'ils ont soulevées. Le Groupe des PMA se félicite de l'occasion qui lui est donnée à cet effet. Il espère, en outre, pouvoir poursuivre ses réunions informelles avec l'UE et les États-Unis afin que sa communication connaisse une issue positive. En conclusion, le Bangladesh, de même que le Groupe des PMA, se tient prêt à travailler de manière constructive avec les Membres.

6.7. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

6.8. Comme ils l'ont indiqué à la réunion antérieure du Conseil, en raison de plusieurs questions liées aux données, les États-Unis coopéreront avec le Secrétariat afin de fournir aux Membres un tableau dans lequel sera indiqué le RNB par habitant de tous les Membres de l'OMC, selon la méthode indiquée dans le document G/SCM/38.

6.9. Ce tableau devrait ressembler à celui figurant dans le document G/SCM/110/Add.18, qui contient la Note annuelle du Secrétariat actualisant le RNB par habitant pour les Membres énumérés à l'Annexe VII b), et devrait indiquer le RNB par habitant en dollars US constants de 1990 de chaque Membre au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles.

6.10. Les États-Unis demanderont au secrétariat du Comité SMC de distribuer le tableau aux Membres lorsqu'il aura été établi et attendent avec intérêt de pouvoir l'examiner.

6.11. Le délégué de la Turquie a indiqué ce qui suit:

6.12. Comme indiqué aux réunions antérieures du Conseil, la Turquie continue de soutenir cette proposition

6.13. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

6.14. L'Inde a déjà soutenu cette proposition lors de réunions antérieures du CCM et sa position reste inchangée.

6.15. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

6.16. Le Brésil renouvelle son soutien à la proposition des PMA visant à modifier l'Annexe VII de l'Accord SMC pour permettre aux PMA sortis de la catégorie des PMA dont le PIB par habitant reste inférieur à 1 000 USD de continuer à bénéficier des règles de l'article 27.2 a). Le Brésil rappelle qu'il a déjà soutenu cette proposition, tant dans le cadre du Comité des subventions et des mesures compensatoires qu'au sein du CCM lui-même.

6.17. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

6.18. Le Nigéria remercie le Groupe des PMA pour cette proposition et réaffirme qu'il la soutient.

6.19. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

6.20. En l'absence de faits nouveaux, les vues de l'Union européenne demeurent identiques à celles exprimées aux réunions antérieures du Conseil.

6.21. Pour rappel, l'Union européenne est favorable aux initiatives constructives qui visent à mieux intégrer les PMA au système commercial multilatéral. À cette fin, l'UE souhaite que cette proposition fasse l'objet d'un débat, comme toute proposition relative au traitement spécial et différencié (SDT), sur la base d'une analyse qui montre où se situent les problèmes concernés.

6.22. Elle est consciente des difficultés auxquelles sont confrontés les pays en voie de reclassement. Toutefois, l'UE doit encore évaluer l'utilisation que font effectivement les PMA des subventions à l'exportation afin de déterminer si une période de transition est nécessaire pour permettre aux PMA sortant de leur catégorie de continuer d'utiliser ces subventions. À cet égard, l'UE accueillerait également favorablement la présentation de toute donnée supplémentaire, comme suggéré par les États-Unis et discuté à la réunion antérieure du Conseil.

6.23. L'UE se tient prête à participer à des consultations informelles avec le Groupe des PMA sur cette proposition.

6.24. Le délégué de l'Angola a indiqué ce qui suit:

6.25. L'Angola soutient la proposition.

6.26. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

6.27. Le Népal tient à s'associer à la déclaration du Tchad au nom du Groupe des PMA et à faire quelques observations supplémentaires. Les critères d'admissibilité établis pour sortir de la catégorie des PMA permettent aux pays d'obtenir leur reclassement même s'ils ne remplissent que deux des critères pertinents et pas celui du seuil du revenu par habitant.

6.28. En l'espèce, les Membres retirés de la liste des PMA peuvent avoir un PNB par habitant bas mais néanmoins remplir et respecter les critères d'admissibilité énoncés à l'Annexe VII b) de l'Accord SMC. Toutefois, ces pays, une fois reclassés, ne peuvent pas bénéficier des flexibilités liées aux mesures d'incitation à l'exportation, conformément à la disposition pertinente de l'Accord, même si leur PNB par habitant demeure bas et s'ils répondent aux autres critères pertinents établis à l'Annexe VII b) de l'Accord SMC.

6.29. Le Népal, par exemple, va sortir de la catégorie des PMA sans satisfaire au critère du RNB par habitant, même s'il est toujours autorisé à bénéficier de cette disposition de l'Annexe VII b). En conséquence, le Népal perdra cet avantage au moment de son reclassement, même si d'autres pays en développement dans une situation similaire continuent d'en bénéficier. Cette situation n'est pas équitable et relève d'une lacune du droit de l'OMC qui exige que les Membres procèdent aux ajustements positifs nécessaires.

6.30. La sortie de la catégorie des PMA est un programme mondial et un objectif à l'échelle mondiale; de ce fait, il est devenu urgent de permettre et d'encourager cette sortie en élargissant au maximum, avant comme après, le soutien possible de façon équitable, afin d'atteindre rapidement et de manière durable l'objectif mondial du reclassement des PMA.

6.31. En outre, la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices sur les PMA Membres, dont les systèmes sanitaire et économique ont été incapables de répondre de manière appropriée aux défis causés par la pandémie. De plus, les PMA souffrent d'énormes lacunes dans de nombreux domaines, en particulier dans les infrastructures (y compris les infrastructures des TIC), les capacités institutionnelles et humaines, les ressources et la technologie, entre autres. La pandémie de COVID-19 a aggravé plus encore les difficultés rencontrées par les PMA pour réaliser leur transformation socioéconomique et leurs exportations ont été sérieusement affectées. En outre, il est décevant de constater que la part des PMA dans les exportations mondiales n'est que de 1% alors qu'ils représentent environ 13% de la population mondiale.

6.32. Dans ce contexte, les PMA reclassés ou qui sont en voie de reclassement et qui continuent de satisfaire aux critères leur permettant de bénéficier des mesures d'incitation à l'exportation conformément aux dispositions et à l'esprit de l'Accord, devraient pouvoir jouir du même niveau de flexibilité que les autres.

6.33. Cette disposition de l'Accord SMC semble être largement centrée sur le niveau de développement économique des PMA Membres, en particulier pour ce qui est du PNB par habitant; c'est pourquoi cette disposition doit être appliquée de manière équitable en accordant à ces pays le même niveau de flexibilité, y compris après leur reclassement, s'ils réunissent les conditions requises pour en bénéficier, conformément aux dispositions et à l'esprit de l'Accord.

6.34. En conclusion, le Groupe des PMA ne demande rien de nouveau, hormis des ajustements mineurs, conformément à l'esprit du droit.

6.35. Le Conseil a pris note des déclarations.

7 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE (G/L/1385/ADD.1)

7.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

7.2. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

7.3. L'Union européenne rappelle que, le 22 décembre 2020, elle a présenté le document G/SECRET/42/Add.3 lié aux négociations en cours au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 sur la répartition des concessions de l'Union européenne en matière de contingents tarifaires à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cette communication soulignait que l'Union européenne s'efforçait de faire aboutir rapidement et avec succès ces négociations et consultations en cours.

7.4. L'Union européenne est heureuse d'annoncer que les négociations ont bien progressé. Des accords ont été officiellement signés avec six partenaires. Des négociations ont été menées à terme et font l'objet de procédures de validation nationales avec cinq autres partenaires. En outre, il existe plusieurs partenaires de négociation et de consultation avec lesquels il y a de très bonnes chances de conclure les négociations et de progresser vers le paraphage d'un projet d'accord.

7.5. Ainsi, conformément à la pratique établie dans le cadre des négociations au titre de l'article XXVIII, et également à l'article XXIV:6, l'Union européenne estime qu'il est souhaitable de proroger de six mois les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet 2022, sans préjudice de la question de savoir s'il existe des droits de retirer des concessions en vertu de l'article XXVIII:3 a) et b). Sur cette base, l'UE et les autres Membres qui participent actuellement à ces procédures au titre de l'article XXVIII peuvent continuer à se concentrer pour veiller à ce que ces négociations et ces consultations aboutissent dans les mois à venir. L'UE reste pleinement déterminée à mener à bien ces négociations et consultations dans le cadre du délai prorogé. Par conséquent, l'UE propose que le CCM prenne note de cette communication et qu'il convienne de l'extension du délai jusqu'au 1^{er} juillet 2022, comme indiqué dans le document G/L/1385/Add.1.

7.6. Le Président a proposé que le Conseil prenne note de la communication de l'Union européenne et de la déclaration. Il a également suggéré que le Conseil convienne de proroger le délai, comme indiqué dans la communication de l'Union européenne publiée sous la cote G/L/1385/Add.1, jusqu'au 1^{er} juillet 2022.

7.7. Le Conseil en est ainsi convenu.

8 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI (G/L/1386/ADD.1)

8.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Royaume-Uni.

8.2. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

8.3. Le Royaume-Uni renvoie les Membres au document G/L/1386/Add.1, distribué le 22 octobre 2021. Ils voudraient bien noter que le Royaume-Uni prenait actuellement part à des négociations et à des consultations avec ses partenaires commerciaux concernant ses obligations en matière de contingents tarifaires dans leur liste de concessions et d'engagements sur les marchandises dans le cadre d'un processus au titre de l'article XXVIII du GATT.

8.4. Le document G/L/1386/Add.1 indique que le Royaume-Uni prévoit maintenant de proroger les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 jusqu'au 1^{er} juillet 2022.

8.5. Le Royaume-Uni a toujours dit clairement qu'il était fermement déterminé à travailler étroitement avec les Membres de l'OMC dans le cadre des discussions sur la Liste du Royaume-Uni, y compris le processus prévu à l'article XXVIII, afin de mener à bonne fin ces discussions avec tous les partenaires. Le Royaume-Uni considère donc qu'une prorogation de ces délais est la meilleure façon de parvenir à ce résultat.

8.6. Le Royaume-Uni continue d'avoir des discussions productives avec les Membres concernés et se félicite des progrès positifs et soutenus qu'il a accomplis dans ces négociations pour répondre aux préoccupations des Membres. Le Royaume-Uni estime donc que cette prorogation de six mois permettra de mener à terme ces discussions.

8.7. Le Royaume-Uni tient à remercier les Membres qui ont dialogué de manière constructive jusqu'ici sur les questions relatives à sa Liste de marchandises. Il fournira des renseignements actualisés aux Membres à l'issue des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994.

8.8. Le Président a proposé que le Conseil prenne note de la communication du Royaume-Uni et de la déclaration. Il a également proposé que le Conseil convienne de la prorogation de la date limite jusqu'au 1^{er} juillet 2022 comme indiqué dans le document G/L/1386/Add.1.

8.9. Le Conseil en est ainsi convenu.

9 UNION EUROPÉENNE --RECTIFICATION ET MODIFICATION DES LISTES – LISTE CLXXV – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

9.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

9.2. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

9.3. La Fédération de Russie est le seul Membre de l'OMC à maintenir une réserve concernant le projet de Liste CLXXV-UE-28, ce qui empêche notamment la certification des engagements pris par l'UE à Nairobi en matière de subventions à l'exportation, une question qui revêt une importance systémique.

9.4. L'Union européenne a dialogué avec la Fédération de Russie et a répondu à toutes ses questions techniques. L'Union européenne considère qu'il n'y a plus de raisons de maintenir la réserve. En conséquence, elle demande instamment à la Russie de la retirer dès que possible.

9.5. L'Union européenne souligne que la certification des Listes est un processus qui n'est ni adéquat ni indiqué pour étayer les demandes formulées dans le contexte des négociations tarifaires à l'OMC, ou pour contester le résultat de ces négociations.

9.6. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

9.7. La Fédération de Russie note que l'Union européenne n'a pas tenu compte de ses observations concernant l'augmentation de la mesure globale du soutien (MGS) et le non-achèvement des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT entre la Fédération de Russie et l'Union européenne à la suite de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et qu'elle n'a pas non plus tenu compte des autres observations formulées par la Fédération de Russie dans ses notes verbales. C'est pourquoi la Fédération de Russie demeure préoccupée par la modification de la Liste proposée par l'Union européenne.

9.8. Le Conseil a pris note des déclarations.

10 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE, L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)

10.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, de la Jamaïque, du Panama, du Paraguay et de l'Uruguay.

10.2. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

10.3. Le Brésil coparraine ce point de l'ordre du jour car il estime que la position de l'Union européenne concernant la définition des limites maximales de résidus (LMR) met en péril l'équilibre établi dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) entre le principe de la protection de la vie et de la santé humaine et animale et la garantie que les conditions d'accès aux marchés négociées multilatéralement ne sont pas compromises par des mesures non tarifaires injustifiées. Cet équilibre repose sur les principes scientifiques inscrits dans l'Accord SPS et concrétisés par l'analyse des risques, qui doivent guider l'adoption des mesures sanitaires et

phytosanitaires. Toutefois, lorsque les interdictions fondées sur l'approche par les risques et/ou le recours à l'article 5:7 de l'Accord SPS deviennent la norme, malgré les avis techniques d'institutions renommées, l'équilibre penche vers le protectionnisme. Et cette situation de déséquilibre ne peut pas durer.

10.4. Le Brésil estime que cette question n'est pas seulement technique ou juridique, étant donné que la politique européenne implique des risques concrets pour le maintien de systèmes de production sûrs et efficaces dans diverses régions du monde. Elle empêche l'accès aux instruments de lutte contre les parasites qui menacent la viabilité de la production alimentaire, et elle décourage la recherche scientifique, qui permettrait l'accès à de nouvelles technologies chimiques et biologiques pour combattre ces parasites.

10.5. Actuellement, il est de bon ton d'attirer l'attention sur le risque que le changement climatique peut entraîner l'introduction de nouveaux organismes nuisibles, en particulier dans les zones d'agriculture tempérée. Sans sous-estimer ce risque, il faut se souvenir que les pays tropicaux comme le Brésil ont toujours été confrontés à ces risques SPS. Par ailleurs, le succès ou l'échec de l'activité agricole dépend de l'accès aux nouvelles technologies. Dans le cas du Brésil, par exemple, la durabilité de plusieurs cultures est menacée, comme pour le soja, les agrumes, le café, le blé, les bananes et les papayes, qui sont une source de revenus et de nutriments pour une partie très importante de la population brésilienne et mondiale. En revanche, l'introduction de nouvelles technologies a également conduit à une production agricole plus durable; elle a rendu possible l'utilisation de nouvelles pratiques dans plusieurs pays, telles que le système sans préparation du sol, par exemple.

10.6. Il est incontestable que la production est devenue plus durable, car le semis direct empêche l'érosion des sols, réduit les pertes d'eau par évaporation, augmente le niveau de matière organique dans le sol, réduit l'utilisation de combustibles fossiles avec les machines et les équipements, et assure un meilleur équilibre des propriétés microbiologiques des sols. Il s'agit vraiment d'un mécanisme essentiel pour l'augmentation de la production à partir d'une productivité accrue, et non de l'expansion de la surface plantée ou de la déforestation.

10.7. Il est inquiétant que, 25 ans après son adoption, l'interprétation donnée à l'Accord SPS diffère des objectifs qui ont guidé les négociations pendant le Cycle d'Uruguay. Il est également préoccupant que le Brésil et d'autres Membres doivent soumettre des débats de cette nature au CCM dans un contexte où le Brésil suit lui-même avec inquiétude certains projets de législation qui tentent de créer des obstacles commerciaux non tarifaires sous le couvert de mesures de protection de l'environnement.

10.8. En outre, le Brésil est extrêmement préoccupé par le fait que l'Union européenne a publié plus de 2 600 autorisations d'urgence accordées par ses États membres depuis 2017 pour des substances en cours de réexamen. Une grande partie de ces demandes repose sur les mêmes arguments que ceux avancés par les délégations d'autres Membres au Comité SPS et au Comité des obstacles techniques au commerce (OTC), tandis que d'autres ne comprennent simplement aucune justification et ont pourtant été approuvées.

10.9. Dans ce contexte, le Brésil estime que le traitement accordé par l'Union européenne aux pays qui demandent des périodes de transition plus longues ou des exceptions aux baisses de LMR pour les pesticides (ou "tolérances à l'importation") est clairement discriminatoire et incompatible avec les règles de l'OMC.

10.10. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

10.11. Le Paraguay regrette de devoir inscrire une nouvelle fois ce point à l'ordre du jour, compte tenu de l'absence de progrès dans la résolution de cette préoccupation qu'il a toujours à l'égard de l'Union européenne. Il regrette également que l'Union européenne, bien qu'elle ait reçu une liste complète de questions, ait décidé de ne pas répondre aux demandes formulées par écrit dans le document G/SPS/GEN/1926, distribué le 25 juin 2021.

10.12. Le Paraguay souhaite éviter de répéter ses précédentes déclarations; toutefois, il lui est difficile de ne pas évoquer les mêmes points alors même que la situation n'avance pas faute de réponse, tant en ce qui concerne cette préoccupation dans son ensemble qu'en ce qui concerne plus

spécifiquement la dernière série de questions détaillées. Dans le même temps, les quatre Membres qui ont travaillé à l'élaboration du document G/SPS/GEN/1926, dont le Paraguay fait partie, sont des pays en développement qui disposent de petites équipes dans les capitales et à Genève. Ces quatre Membres ont consacré du temps et des efforts à la préparation de leur document et ils espèrent par conséquent que la délégation d'un des grands Membres de l'OMC sera également en mesure de consacrer du temps et des efforts afin de répondre par écrit aux questions soulevées dans le document G/SPS/GEN/1926.

10.13. Le Paraguay rappelle que l'Union européenne annonce dans sa proposition de réforme du fonctionnement des comités que pour améliorer ce fonctionnement, les Membres devraient présenter leurs questions par écrit afin de faire avancer la résolution des préoccupations commerciales, et que les Membres qui reçoivent les questions devraient s'efforcer d'y répondre dans un délai de 30 jours à compter de leur réception. L'UE estime qu'il s'agit là d'une "bonne pratique" qui devrait être adoptée conformément à sa proposition. Toutefois, la question dont nous traitons aujourd'hui semble faire exception.

10.14. Le Paraguay souhaite rappeler brièvement les points suivants: i) l'Union européenne applique le principe de précaution en ce qui concerne l'élimination des substances actives, qui font l'objet d'un réexamen régulier et dont les limites maximales de résidus (LMR) sont réduites au seuil de détection, sans preuves scientifiques concluantes et même lorsqu'il existe des normes internationales du Codex Alimentarius; ii) la procédure de tolérance à l'importation tient compte de questions qui ne relèvent pas du domaine scientifique, comme les "autres facteurs légitimes", qui ne sont pas définies dans la législation européenne; iii) en outre, la procédure de tolérance à l'importation dure au moins deux ans et rien ne garantit qu'elle finira par aboutir; iv) bien que l'UE affirme que ces mesures sont adoptées parce qu'on ne peut pas faire de compromis sur la santé des consommateurs, ce bien qu'aucune preuve scientifique ne vienne étayer ces décisions, elle admet aussi que ces mesures sont prises pour "garantir des conditions égales"; c'est-à-dire pour avantager ses producteurs et les protéger de ce qu'ils considèrent être une concurrence déloyale; v) l'UE cherche à assurer une application extraterritoriale de ses politiques, sans tenir compte des différences climatiques, géographiques et autres qui existent au niveau des systèmes de production et rendent irréalisable la réplique de ses modèles dans les pays en développement dotés de climats tropicaux et subtropicaux; vi) les producteurs européens bénéficient de milliards d'euros de subventions qui faussent le commerce des produits agricoles et qui, d'après des rapports de la FAO, de l'OCDE, du PNUD et du PNUE, sont dans le même temps très nuisibles pour l'environnement; et vii) les producteurs européens bénéficient également de milliers d'autorisations d'urgence qui leur permettent de continuer d'utiliser ces produits "interdits", grâce à une procédure simplifiée consistant simplement à envoyer un formulaire à l'État membre, formulaire qui est accepté même lorsqu'il est pratiquement vierge, comme cela a été le cas à plusieurs reprises. Ceci peut être confirmé au moyen de la base de données accessible au public administrée par l'UE. Par ailleurs, pour obtenir ces exceptions, les producteurs européens invoquent bon nombre des mêmes motifs qui, selon les producteurs paraguayens, posent problème dans les politiques mises en œuvre par l'UE. Cependant, les producteurs paraguayens ne bénéficient pas de ce type de traitement spécial, qui est exclusivement réservé aux producteurs européens. Le Paraguay constate par-dessus tout une prolifération des autorisations d'urgence en France, pour les producteurs de betteraves, pour des substances considérées comme étant des néonicotinoïdes et au sujet desquelles l'UE a récemment annoncé qu'elle n'établissait pas de tolérance à l'importation dans la mesure où la protection des abeilles constituait une préoccupation environnementale mondiale. Néanmoins, l'UE n'a pas répondu à la question de savoir si elle n'accorderait plus d'autorisations d'urgence tout en arrêtant d'établir des tolérances à l'importation.

10.15. Compte tenu de ce qui précède, le Paraguay estime non seulement que les mesures de l'UE sont discriminatoires, mais aussi qu'elles accordent un traitement plus favorable aux producteurs européens qu'à leurs concurrents. Par ailleurs, le Paraguay estime également que ces mesures sont incompatibles avec les obligations de l'Union européenne au titre des accords OTC et SPS, du fait qu'elles sont plus restrictives que nécessaire et qu'elles ne reposent pas sur des éléments de preuves scientifiques.

10.16. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

10.17. L'Australie, qui fait partie des délégations ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour, souligne à nouveau ses préoccupations constantes concernant les obstacles non tarifaires de l'Union européenne sur les produits agricoles, y compris les réglementations et la politique en

matière de produits chimiques agricoles, et l'effet négatif potentiel sur les agriculteurs et le commerce. Ces préoccupations concernent notamment certains éléments de la stratégie "De la ferme à la table" de l'UE et de sa mise en œuvre. L'Australie avait également fait part précédemment de ses préoccupations concernant les politiques de l'UE en matière d'évaluation des risques et de fixation des tolérances à l'importation au sein de ce Conseil, ainsi qu'au sein des comités OTC et SPS.

10.18. L'Australie a soulevé ou soutenu un certain nombre de préoccupations commerciales spécifiques à l'égard de l'Union européenne, notamment lors des dernières réunions du Comité OTC et du Comité SPS. De nombreux autres Membres se sont également associés à ces préoccupations, ce qui a mis en évidence un niveau de préoccupation élevé au sein d'un large éventail de Membres au sujet des mesures de l'UE. Il est évident que ces préoccupations sont largement fondées sur le manque de transparence et de prévisibilité de l'UE envers les exportateurs.

10.19. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les produits chimiques agricoles et autres de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement, mais elle estime que les Membres sont également liés par des obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie défend avec conviction une réglementation solide des produits chimiques agricoles fondée sur les risques et sur la science.

10.20. L'Australie remet en question l'approche de l'Union européenne en matière d'approbation et de renouvellement des autorisations de produits phytopharmaceutiques et des limites de tolérance à l'importation, qui repose principalement sur une évaluation fondée sur le danger. Dans ce contexte, elle ne voit pas clairement comment l'évaluation de l'UE fondée sur le danger est compatible avec les normes d'évaluation des risques convenues au niveau international pour les tolérances à l'importation.

10.21. L'Australie continue de demander des éclaircissements sur la façon dont l'Union européenne détermine les menaces que posent les produits traités pour les consommateurs, et elle souhaiterait une discussion sur les évaluations des risques qui sous-tendent les décisions de l'UE sur les tolérances à l'importation. Elle cherche également à obtenir plus de clarté de la part de l'UE sur la manière dont les dangers présentés par une substance sont différenciés en termes d'utilisation de la substance dans un système de production par rapport à sa présence dans les produits consommés.

10.22. Au cours de la dernière décennie, l'interdiction par l'UE de nombreux éléments actifs en raison de leurs propriétés dangereuses et la disponibilité réduite des produits phytopharmaceutiques qui s'en est suivie ont fortement contribué à l'augmentation du nombre d'autorisations d'urgence accordées en vertu de l'article 53 du Règlement (CE) n° 1107/2009. L'Australie observe que, depuis 2011, il y a eu une hausse considérable du nombre de ces autorisations, dont beaucoup portent sur des produits phytopharmaceutiques non autorisés.

10.23. Le recours aux autorisations d'urgence et la fixation de LMR temporaires connexes pour permettre la fourniture et la consommation de produits traités peuvent entraîner des déséquilibres commerciaux qui ne sont pas conformes aux normes et obligations établies dans le cadre de l'OMC. L'Australie est préoccupée par le fait que la mise en œuvre de LMR dans le cadre d'autorisations d'urgence ne s'applique pas de façon égale aux produits importés et aux produits de l'UE. Elle aimerait obtenir plus de précisions sur le processus des autorisations d'urgence et sur la mise en œuvre de LMR temporaires par l'Union européenne.

10.24. L'Australie souhaite que l'Union européenne ait un dialogue de fond sur ces questions de longue date avec elle et avec d'autres Membres.

10.25. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

10.26. La Colombie regrette que, depuis que le point a été soulevé pour la première fois, les progrès accomplis sur le fond aient été insuffisants pour qu'il soit retiré de l'ordre du jour. Elle regrette également de ne pas avoir reçu une réponse de l'Union européenne à sa dernière série de questions, élaborée avec plusieurs autres pays six mois auparavant.

10.27. La Colombie souhaite saisir cette occasion pour résumer sa position et aborder de manière plus explicite la mise en œuvre de la politique européenne, plutôt que de l'examiner sous l'angle de sa nature ou d'une décision politique. Il est indispensable de souligner que la politique de l'Union européenne en matière de LMR, au-delà de ses principes directeurs, de ses justifications et de ses objectifs de politique publique, est tout simplement discriminatoire dans sa mise en œuvre. En effet, que l'on soit d'accord ou non avec ses objectifs déclarés, la manière dont la politique fonctionne en pratique est très différente pour les producteurs locaux et les producteurs étrangers. Ces différences sont les suivantes.

10.28. Premièrement, la Colombie a déclaré que le processus de détermination des LMR de l'Union européenne était discriminatoire au niveau de la sélection des substances devant être réexaminées. Pour choisir les substances qui doivent être évaluées chaque année, l'UE procède à un exercice de hiérarchisation et de sélection naturelles. Bien évidemment, certaines substances sont choisies à des fins d'évaluation plutôt que d'autres, en tenant compte de l'impact que ces choix auront sur les pays qui composent l'UE, et non sur les pays étrangers. Par conséquent, cet exercice de sélection peut conduire l'UE à mettre de côté certaines substances qui pèseraient sur ses propres producteurs agricoles, ou à sélectionner plus volontiers des substances dont la protection de la propriété intellectuelle est déjà arrivée à expiration, auquel cas les laboratoires qui produisent lesdites substances se protègent en fermant la porte à d'éventuels concurrents étrangers fabricant des génériques. Dans le cadre de ce premier processus de sélection, qui est effectué à huis clos et laisse place à l'arbitraire, il existe une grande marge de manœuvre pour la protection du commerce intérieur.

10.29. Deuxièmement, il est également discriminatoire d'établir pour la même substance des LMR différentes selon qu'elle est utilisée pour un produit principalement européen ou pour un produit étranger. Par exemple, la pelure de banane traitée avec un pesticide appelé imazalil est considérée comme dangereuse, tandis que l'écorce d'orange traitée avec le même pesticide n'est pas considérée comme dangereuse. Nul besoin d'être un expert pour savoir que l'écorce d'orange peut être consommée, tandis que la pelure de banane ne le peut pas. La sélection des produits à réexaminer fait aussi l'objet d'un traitement inégal, alors qu'il devrait y avoir égalité de traitement.

10.30. Troisièmement, pour ce qui est de permettre la participation des parties prenantes, la procédure européenne autorise les États membres et leurs parties prenantes à intervenir à divers stades, tandis que les autres Membres doivent attendre que la décision parvienne à l'OMC pour avoir leur mot à dire, soit après qu'un consensus intra-européen a déjà été négocié et atteint. Ainsi, bien que des notifications et des observations aient été présentées, elles n'ont jamais conduit à la modification d'une seule mesure relative aux LMR. Les observations des producteurs et pays européens interviennent à un stade de la procédure où elles sont efficaces, tandis que les observations des producteurs et pays étrangers sont faites après que la décision a déjà été prise. Il n'y a pas d'égalité de traitement.

10.31. Quatrièmement, la mise en œuvre de la politique européenne prévoit de solides exceptions, dérogations et exclusions, qui tiennent compte de la diversité des conditions géographiques et climatiques des pays, ainsi que de la prévalence des parasites au niveau local. Dans ces cas de figure, une procédure simple de dérogation (exclusion) est prévue, qui permet aux agriculteurs européens de continuer à utiliser la substance en question, de la vendre sur le marché européen et de l'exporter sans que des contrôles adéquats soient effectués. Aucune de ces circonstances géographiques ou climatiques n'est dûment reconnue comme valable pour les produits étrangers. Les parasites sont tout particulièrement prévalents et distinctifs dans les zones tropicales. Encore une fois, nul besoin d'être un expert pour comprendre que les températures plus élevées entraînent une plus forte prévalence des parasites que dans les zones tempérées. Malgré cela, ces dérogations simples et pratiques, qui sont peu contrôlées et sont connues sous le nom d'"autorisations d'urgence", n'existent pas pour les produits étrangers. La procédure applicable aux étrangers est difficile, souvent impossible à accomplir et de plus en plus stricte. Un mécanisme d'exception devrait permettre l'équivalence, et être strict ou souple de manière équivalente; cela fait partie des demandes raisonnables présentées par la Colombie.

10.32. Par conséquent, la politique relative aux LMR, avec ses objectifs louables de respect de l'environnement, de protection de la santé humaine et de conservation de la biodiversité (auxquels la Colombie adhère pleinement), est en rupture avec un plan de mise en œuvre extrêmement injuste dans le cadre duquel certains doivent se conformer à des règles très contraignantes, sans possibilité de discussion, tandis que d'autres peuvent exercer leur influence, décider et même se soustraire à

des mesures qu'ils ont eux-mêmes examinées. Il ne s'agit pas là d'une question de santé ou d'environnement, mais simplement de protectionnisme dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique.

10.33. À ce tableau plutôt sombre vient enfin s'ajouter l'énorme capacité de subventionnement dont dispose l'Union européenne pour faire en sorte que ses producteurs puissent s'adapter à toute norme, capacité qui fait défaut à d'autres Membres. Les normes comme les moyens financiers destinés à soutenir les producteurs sont inégaux.

10.34. Pour être très clair sur ce point, tous les éléments susmentionnés sont avancés sans que le fondement de la politique elle-même soit remis en cause. La Colombie a également remis en question le fondement scientifique utilisé pour établir ces déterminations et, en particulier, l'application préventive de nouvelles LMR en l'absence de toute donnée négative sur leurs effets. Toutefois, dans le cadre de la présente réunion, elle continue de s'intéresser à la mise en œuvre inégale et discriminatoire de ces normes.

10.35. C'est pourquoi la Colombie souligne une fois de plus la nécessité de créer un mécanisme de dialogue plurilatéral structuré et global, parallèlement aux discussions bilatérales, afin de rechercher des solutions constructives sur le fond à cette inégalité de traitement. La Colombie propose les solutions ci-après, qu'elle estime être raisonnables et acceptables pour l'Union européenne et qui ne nécessitent pas que cette dernière modifie ses politiques ou règlements, sans préjudice du fait que la Colombie réserve ses droits en ce qui concerne ce dernier aspect. Il pourrait être fait preuve d'un esprit constructif en adoptant les mesures suivantes: a) création d'un mécanisme miroir pour les autorisations d'importer, strictement équivalent aux autorisations d'urgence qui existent dans l'UE, permettant aux producteurs de continuer d'utiliser des produits qui contiennent des substances non autorisées, ou octroi d'autorisations d'urgence aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux producteurs européens; b) mise en place de périodes de transition plus longues, en particulier dans les cas où il n'existe pas d'autres solutions possibles pour les substances dont l'autorisation de mise sur le marché n'a pas été renouvelée; c) réalisation d'un examen conjoint de la procédure d'autorisation de mise sur le marché pour les substances pour garantir la participation effective des pays concernés, en termes de bonnes pratiques réglementaires, bien avant que les notifications ne soient présentées à l'OMC; et d) maintien des LMR définies par le Codex Alimentarius dans les cas où les preuves scientifiques ne sont pas concluantes, jusqu'à ce que les données scientifiques soient complètes. Dans les cas où le Codex ne définit aucune LMR, l'UE pourrait établir une LMR fixe différente de la limite par défaut de 0,01%, qui permettrait d'atteindre ses objectifs sans pour autant être plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

10.36. Il s'agit là simplement de quelques idées que la Colombie pense être constructives et plausibles pour tous. Parvenir à un accord nécessite une volonté politique et un dialogue soutenu, ce à quoi la Colombie est pleinement préparée.

10.37. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

10.38. Comme tous les Membres le savent, le commerce des produits agricoles reste celui qui est le plus protégé et qui a le plus d'effets de distorsion à l'échelle mondiale, en raison des différentes mesures et politiques tarifaires et non tarifaires appliquées. Plus particulièrement, les politiques et les mesures non tarifaires de l'Union européenne qui visent le commerce des produits agricoles ont provoqué l'inscription cumulée, dans les ordres du jour de différents organes de l'OMC, d'un nombre élevé et croissant de préoccupations commerciales spécifiques soumises par différents Membres.

10.39. À cet égard, l'Uruguay souhaite réitérer ses préoccupations commerciales et systémiques en ce qui concerne l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations complètes des risques, dans ses décisions réglementaires liées aux questions SPS.

10.40. L'Uruguay souhaite préciser que toute détermination des LMR, en particulier lorsqu'elle s'écarte des normes internationalement acceptées et des efforts d'harmonisation déployés dans les forums multilatéraux tels que le Codex, doit être fondée sur une évaluation scientifique complète des risques et sur des preuves scientifiques concluantes. Cela est essentiel pour maintenir l'équilibre effectif qui doit exister entre le droit des Membres de poursuivre leurs objectifs légitimes et la nécessité d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

10.41. L'Uruguay pense, comme d'autres Membres, que la question des autorisations d'urgence qui permettent d'utiliser des substances actives non approuvées de manière générale, ou pour certaines utilisations spécifiques, et qui sont accordées par les États membres de l'UE à leurs producteurs nationaux, devrait faire l'objet de discussions plus approfondies. En particulier, l'Uruguay note que cet élément pourrait créer des tensions au sujet de la cohérence des politiques adoptées au niveau national par les États membres de l'Union européenne pour protéger la santé au niveau de la Communauté, ainsi que des situations dans le domaine commercial qui pourraient être discriminatoires vis-à-vis des tierces parties.

10.42. En outre, l'Uruguay souhaite souligner sa préoccupation s'agissant des incertitudes persistantes entourant l'approche, la définition et la mise en œuvre de la nouvelle réglementation de l'UE sur les médicaments vétérinaires, et en particulier les prescriptions qui seraient imposées aux pays tiers exportateurs à compter de janvier 2022. À cet égard, l'Uruguay voudrait souligner que toute mesure devrait être fondée sur des normes internationales ou sur des preuves scientifiques concluantes; qu'il faudrait tenir compte de la situation spécifique des différents pays, y compris de la prévalence des maladies et des réglementations en vigueur pour répondre à la résistance aux antimicrobiens; et qu'il faudrait prévoir des périodes de transition adaptées aux situations individuelles dans les secteurs de production et aux conditions de commercialisation des produits concernés.

10.43. Ainsi, l'Uruguay exhorte une fois de plus l'Union européenne, qui est l'un des plus grands marchés pour les produits agricoles, à revoir son approche réglementaire afin d'éviter la prolifération injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles. Il convient de tenir compte des conséquences socioéconomiques importantes que ces politiques peuvent avoir sur d'autres Membres, en particulier les pays en développement et les PMA, dont les économies reposent sur la production et le commerce de produits agricoles et agro-industriels et pour lesquels le marché de l'UE revêt une importance capitale.

10.44. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

10.45. L'Équateur regrette lui aussi que ce point soit une nouvelle fois inscrit à l'ordre du jour du CCM. Bien qu'il ait demandé à maintes reprises à l'Union européenne d'agir en conformité avec ses engagements multilatéraux, l'Équateur constate avec préoccupation que ses requêtes restent sans réponse. En réalité, il est de plus en plus inquiet dans la mesure où, compte tenu des circonstances actuelles, la reprise économique après la pandémie nécessite un effort mondial et coordonné.

10.46. L'Équateur renvoie à ses précédentes interventions dans le cadre du Conseil et prie de nouveau instamment l'Union européenne de ne pas adopter de mesures restrictives pour le commerce sans preuves scientifiques concluantes. Il exhorte plutôt l'Union européenne i) à respecter les normes internationales reconnues comme contraignantes en matière de protection de la santé humaine et animale et de préservation des végétaux, et à ne pas appliquer de normes fixées unilatéralement; ii) à se conformer aux prescriptions établies dans l'Accord SPS, qui prévoient pour chaque mesure une approche fondée sur l'évaluation des risques; et iii) à envisager la suspension de la mise en œuvre en cours des mesures destinées à réduire les LMR et à maintenir les niveaux recommandés par le Codex Alimentarius, en accordant la période d'ajustement nécessaire, d'au moins 36 mois, dans les cas où la réduction des LMR s'avère indispensable. S'agissant de ce dernier point, l'Équateur indique que conjointement avec les délégations de la Colombie, du Guatemala et du Paraguay, il a soumis des questions complémentaires écrites à l'UE dans le cadre du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, reproduites dans le document G/SPS/GEN/1926. Les coauteurs ont soumis le document dans un esprit constructif, dans le but d'obtenir des renseignements supplémentaires sur la modification des LMR. Toutefois, aucune réponse n'a été reçue à ce jour.

10.47. L'Équateur prie instamment l'Union européenne de se montrer proactive en matière d'échange de renseignements et de nouer un dialogue qui permettrait aux Membres d'avancer dans la résolution de leurs préoccupations commerciales de longue date. L'Équateur croit comprendre que toutes les parties partagent cet intérêt.

10.48. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

10.49. Le Panama souhaite reprendre à son compte les déclarations faites par les intervenants précédents. En tant que coauteur de la communication conjointe relative à cette préoccupation commerciale, il réaffirme l'importance qu'il attache à cette question. La réduction des LMR sans preuves scientifiques suffisantes restreint l'accès aux substances essentielles pour la production agricole, en particulier dans les pays au climat tropical, comme le Panama.

10.50. Le Panama estime que l'ensemble des politiques et pratiques de l'Union européenne risque d'annuler et de compromettre les droits légitimes des Membres de l'OMC qui ont signé l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SPS.

10.51. Bien que le Panama approuve l'objectif de l'Union européenne de soutenir la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus durables, cet objectif doit se fonder sur la recherche de solutions conçues et mises en œuvre par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue et de cadres de coopération multilatérale. Le Panama exhorte une fois de plus l'UE à écouter les préoccupations légitimes de dizaines de Membres de l'OMC. Il estime qu'un dialogue constructif, sérieux et permanent, associé à une assistance technique convenue d'un commun accord, nous permettra de parvenir à des solutions mutuellement bénéfiques.

10.52. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

10.53. Les États-Unis continuent d'être préoccupés par la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. L'UE développe de plus en plus des politiques rigides aux implications extraterritoriales qui obligent les pays tiers à adopter les pratiques de production européennes ou à abandonner le commerce.

10.54. L'Union européenne continue d'abaisser de nombreuses LMR à des niveaux restrictifs pour le commerce sans justification scientifique claire ni avantage mesurable pour la santé humaine. L'approche de l'UE en matière de réglementation des pesticides, basée sur le danger, peut conduire à des obstacles commerciaux qui menacent la sécurité des systèmes alimentaires mondiaux.

10.55. En outre, l'Union européenne applique de nouvelles LMR réduites au point de production pour les produits nationaux, et au point d'importation pour les produits importés. Cette situation entraîne des inefficacités et des perturbations commerciales pour les produits destinés au marché de l'UE, selon le moment où une nouvelle LMR réduite est appliquée, et cela entraîne à la fois une application incohérente de la mesure SPS et un avantage injuste pour les producteurs de l'UE, en particulier pour les produits à longue durée de conservation.

10.56. Les États-Unis demeurent préoccupés par le fait qu'il apparaît que l'Union européenne suit une approche analogue à travers sa nouvelle législation sur les médicaments vétérinaires, qui pourrait interdire aux producteurs d'utiliser des antimicrobiens qui ne sont pas considérés comme importants sur le plan médical. Ils rappellent leurs préoccupations, telles qu'elles ont été soulevées au Comité SPS, quant au fait que ces restrictions prescriptives, qui ne semblent pas reposer sur des évaluations complètes des risques, s'appliqueront aux producteurs étrangers qui expédient des animaux et des produits animaux vers l'UE.

10.57. Les États-Unis exhortent l'Union européenne à prendre en compte les besoins des producteurs agricoles et à reconnaître et respecter le niveau de protection offert par les systèmes réglementaires nationaux des pays alors qu'elle travaille à la mise en œuvre de son propre système. La communauté internationale devrait œuvrer de concert pour soutenir des mesures fondées sur la science qui favorisent un approvisionnement alimentaire sûr et durable, et les États-Unis appellent l'Union européenne à se joindre à ses partenaires commerciaux pour identifier de telles solutions mutuellement bénéfiques.

10.58. Le délégué de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

10.59. En dépit du temps qui s'est écoulé, toutes les préoccupations, propositions et demandes qui figurent dans le document G/C/W/767/Rev.1 restent valides. Loin de s'améliorer, la situation relative à la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires pour les produits agricoles continue de se dégrader et un nombre croissant de Membres de toutes les régions expriment leurs préoccupations au sein de ce Conseil et de certains de ses organes subsidiaires.

10.60. Malgré cela, l'Argentine n'a toujours pas reçu de réponses satisfaisantes aux questions qu'elle a posées au sujet des mesures mises en œuvre par l'Union européenne, qui interdisent concrètement l'utilisation d'un certain nombre de substances nécessaires à une production agricole sûre et durable. Ces mesures ont une incidence disproportionnée sur le commerce des produits agricoles et compromettent les efforts d'harmonisation et d'établissement des normes au niveau multilatéral.

10.61. En plus de ce qui a été dit en de précédentes occasions, nous sommes préoccupés par le fait que, dans le cadre des objectifs fixés pour les stratégies "De la ferme à la porte", en faveur de la biodiversité et du pacte vert, l'Union européenne a annoncé qu'elle tiendrait compte dans le cadre de l'établissement des tolérances à l'importation, en plus des risques pour la santé publique, des aspects environnementaux pour lesquels les LMR sont établies dans les pays tiers. L'UE extrapole donc ses politiques à d'autres pays.

10.62. Par conséquent, l'Argentine encourage une fois de plus vivement l'Union européenne à cesser de mettre en œuvre les mesures qui restreignent le commerce international inutilement et d'une manière inappropriée. Elle lui demande également d'établir un processus de tolérance à l'importation qui soit transparent, prévisible et viable d'un point de vue commercial pour les produits phytopharmaceutiques dont l'homologation n'a pas été renouvelée, et qui comporte une évaluation des risques, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes. Enfin, l'Argentine est d'avis que les propositions qui ont été présentées ce jour par la Colombie sont constructives et très spécifiques. Elle prie instamment l'Union européenne de les examiner avec toute l'attention qu'elles méritent.

10.63. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

10.64. Le Costa Rica partage les préoccupations des autres Membres et continue de coparrainer et d'appuyer ce point de l'ordre du jour et le document G/C/W/767/Rev.1. Il estime que les divers éléments de cette discussion restent très pertinents. En raison des contraintes de temps, le Costa Rica souhaite renvoyer les Membres à la déclaration qu'il a faite précédemment devant le Conseil, et il appelle l'Union européenne à poursuivre son dialogue avec les parties intéressées dans le but de résoudre les préoccupations que les Membres ont exprimées dans les comités compétents.²

10.65. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

10.66. Comme il l'a indiqué dans ses précédentes interventions sur ce sujet, le Canada souligne la nécessité d'assurer la transparence et la prévisibilité du commerce international.

10.67. Conformément aux accords de l'OMC, le Canada continue de reconnaître le droit des Membres d'adopter des mesures pour atteindre des objectifs légitimes et d'appliquer les mesures de sécurité alimentaire jugées nécessaires pour protéger la santé humaine. Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre d'une manière transparente qui ne restreint pas le commerce international de façon injustifiée.

10.68. La communication souligne le besoin commun des Membres de bénéficier d'une plus grande transparence et d'une meilleure prévisibilité en ce qui concerne l'approche de l'Union européenne en matière d'approbation et de renouvellement des autorisations de produits phytopharmaceutiques, ainsi que les préoccupations communes des Membres quant à l'impact de cette approche sur le commerce des produits alimentaires.

10.69. Le Canada partage les ambitions de l'Union européenne en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement en vue de rendre le secteur agricole plus durable et adaptable. Cela dit, pour que cela fonctionne dans la pratique, les mesures prises à ces fins doivent être prévisibles et fondées sur une analyse scientifique approfondie et des évaluations des risques qui reflètent les réalités spécifiques aux niveaux national et régional.

10.70. Le Canada reconnaît les efforts récents de l'Union européenne pour clarifier le processus d'établissement des tolérances à l'importation. Il remercie en particulier l'UE d'avoir organisé des

² Document G/C/M/140, paragraphes 6.6 à 6.10.

séminaires avec des pays tiers et des parties prenantes en janvier 2021; le Canada a apprécié les informations partagées et la possibilité de participer et de poser des questions.

10.71. Le Canada est heureux que l'Union européenne ait l'intention de procéder à des évaluations des risques pour toutes les demandes de tolérance à l'importation et que ces demandes soient examinées de manière impartiale, conformément aux principes d'évaluation des risques acceptés à l'échelle internationale et à la législation de l'UE. Toutefois, il n'est pas rassuré ni encore convaincu en ce qui concerne la faisabilité en pratique, la viabilité commerciale et le respect des obligations dans le cadre de l'Accord SPS de l'approche adoptée par l'UE pour la fixation des tolérances à l'importation lorsqu'un produit phytopharmaceutique satisfait aux critères d'exclusion fondés sur les dangers.

10.72. Dans l'intervalle, le Canada demande que l'Union européenne envisage de maintenir des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables. En plus de réduire au minimum les perturbations du commerce, cela éliminerait la nécessité de demander des tolérances à l'importation pour certaines substances.

10.73. En outre, le Canada comprend que les considérations environnementales ayant une portée mondiale seront incluses comme facteur dans l'évaluation future des tolérances à l'importation. Il souhaiterait obtenir des renseignements détaillés sur les délais dans lesquels les considérations environnementales seront incluses dans le processus de tolérance à l'importation. Le Canada tient à souligner que l'inclusion de considérations environnementales dans le cadre de l'évaluation de la tolérance à l'importation n'est pas conforme aux directives internationales pertinentes.

10.74. Par conséquent, le Canada attend avec impatience de recevoir des informations supplémentaires de la part de l'Union européenne quant à la justification scientifique de l'inclusion de considérations environnementales dans le processus d'évaluation de la tolérance à l'importation des pesticides, car elles sont établies pour la protection de la santé humaine contre les risques liés à la sécurité alimentaire.

10.75. Le Canada note également que les États membres de l'UE ont autorisé de nombreuses dérogations d'urgence pour permettre la commercialisation des produits phytopharmaceutiques sur le marché européen. Les exemples de dérogations d'urgence accordées à des États membres donnés pendant plusieurs années sont nombreux, et leur autorisation bien souvent injustifiée. Cela semblerait contredire l'approche de l'UE en matière de renouvellement des produits phytopharmaceutiques au terme de leur période d'approbation, et cela donnerait aux producteurs nationaux un avantage injustifié du fait de l'approbation répétée de ces dérogations sans que les importateurs bénéficient des mêmes approbations. Il existe également des incertitudes quant à la cohérence de ces nombreuses dérogations d'urgence avec le niveau élevé de protection sanitaire choisi par l'UE et sa faible tolérance au risque pour ces substances.

10.76. Le Canada exhorte également l'Union européenne à tenir compte des délais nécessaires à la prise de décisions pratiques par les agriculteurs et les producteurs, ainsi que du temps et des efforts requis pour mettre les produits sur le marché, particulièrement dans le contexte du commerce mondial. Des périodes de transition suffisamment longues devraient donc être prévues.

10.77. En conclusion, le Canada espère que le fait de réitérer ses préoccupations au Conseil servira à indiquer clairement l'importance que le pays, ainsi que de nombreux Membres de l'OMC, attribuent à la recherche d'une transparence et d'une prévisibilité accrues pour le commerce.

10.78. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

10.79. L'Inde remercie les auteurs de cette communication et partage les préoccupations soulevées au sujet de l'application par l'Union européenne des normes SPS concernant les produits agricoles.

10.80. Pour mettre en œuvre ses mesures SPS, l'Union européenne semble imposer à ses partenaires commerciaux sa propre approche en matière de réglementation intérieure. L'Inde est d'avis que l'UE n'a pas tenu compte des informations en retour communiquées par les Membres au sujet de ses projets de règlements. L'approche fondée sur les dangers suivie par l'UE ne permet pas d'équilibrer de manière adéquate le double objectif de protection de la santé humaine et de facilitation des échanges.

10.81. D'un côté, les Membres voient que les objectifs de transparence font l'objet de discussions animées dans des forums tels que le Comité de l'agriculture, à tel point que la transparence est devenue un pilier supplémentaire – le huitième – de l'Accord sur l'agriculture; toutefois, lorsqu'il s'agit d'appliquer les mêmes principes à leurs propres pratiques commerciales, les partisans de la transparence manquent de cohérence. Ainsi, le processus de mise en œuvre de ces règlements par l'Union européenne met gravement en péril les intérêts des agriculteurs des pays en développement et des PMA.

10.82. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

10.83. Le Guatemala réitère sa préoccupation au sujet des mesures de l'Union européenne et du manque de dialogue à ce jour. L'utilisation du principe de précaution par l'UE est extrêmement préoccupante, en particulier si l'on compare la production de l'UE et celle des autres pays. Il importe de rappeler qu'il existe des différences géographiques de taille entre les divers continents, et que les pays tropicaux ne bénéficient pas du climat froid européen qui permet de contenir la dissémination de certains parasites. En outre, l'UE semble ignorer les conditions propres à chaque pays à travers le monde et elle cherche à imposer ses mesures aux pays tiers.

10.84. Le Guatemala est préoccupé par l'attitude de l'Union européenne en ce qui concerne le traitement des autorisations d'urgence, appliqué d'une manière qui désavantage les pays en développement. Il souhaite rappeler les points soulevés par la Colombie au sujet du traitement de certaines substances génériques, ainsi que d'autres questions. Le Guatemala rappelle les propositions de l'UE sur la transparence et demande à cette dernière de répondre aux questions écrites communiquées dans le document G/SPS/GEN/1926.

10.85. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

10.86. Le Nigéria appuie le document présenté par les proposants et partage leurs préoccupations. Il est d'avis que la mesure de l'UE a affecté de manière disproportionnée les agriculteurs des pays en développement et des PMA. Bien que le Nigéria estime que la protection de la santé humaine est essentielle, de telles mesures SPS ne devraient pas être conçues d'une manière qui restreint les échanges. En conséquence, il soutient les appels des Membres en faveur d'une plus grande transparence. Il invite également l'Union européenne à revoir sa mesure et à envisager de la remplacer par d'autres solutions moins restrictives pour le commerce.

10.87. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

10.88. L'Union européenne prend note des préoccupations exprimées et continue de leur accorder toute l'attention qui convient. Elle a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM et souhaite renvoyer à ces déclarations précédentes, qui demeurent valables dans leur intégralité.

10.89. L'Union européenne est le plus grand importateur de produits agroalimentaires au monde. Elle a mis au point un système qui inspire une grande confiance, est transparent et prévisible, et qui se fonde sur un niveau élevé de protection de la santé des consommateurs, sur lequel certains autres pays s'appuient en l'absence de leurs LMR nationales.

10.90. L'Union européenne a un marché ouvert et son niveau élevé de protection des consommateurs n'a jamais été un obstacle à l'importation de produits agricoles de base, y compris en provenance des Membres qui soulèvent ces préoccupations, dont les exportations importantes de produits agricoles vers l'UE au cours de ces cinq années sont restées stables.

10.91. L'Union européenne fournit une assistance technique aux pays en développement et aux PMA, directement ou par l'intermédiaire d'autres organisations internationales comme la FAO, afin d'assurer une transition sans heurts vers de nouveaux produits ou de nouveaux systèmes de production.

10.92. L'Union européenne souhaite à nouveau souligner son engagement à poursuivre un dialogue ouvert sur ses politiques et mesures. Elle est par conséquent prête à dialoguer davantage avec ses partenaires commerciaux sur cette question, y compris à leur apporter des éclaircissements au sujet de ses politiques. Enfin, compte tenu des résultats du Sommet de l'ONU sur les systèmes

alimentaires, qui s'est tenu en septembre 2021, l'UE estime que les Membres ont un intérêt commun à rendre les systèmes alimentaires durables et à protéger la santé des citoyens en s'attaquant à la question des substances actives toxiques grâce à des mesures appropriées.

10.93. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

11 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU ET L'UNION EUROPÉENNE

11.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et de l'Union européenne.

11.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

11.3. L'Indonésie apprécie que l'Inde ait discuté de cette question lors de la réunion virtuelle du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement tenue le 5 août 2021. Toutefois, elle a également présenté une demande au point d'information indien pour obtenir des éclaircissements supplémentaires sur cette question, mais n'a toujours pas reçu de réponse.

11.4. Un exportateur indonésien de pneumatiques s'est plaint de ce que les importations de pneumatiques indonésiens en Inde sont entravées depuis 2020, ce qui découle de la suspension unilatérale par l'Inde des importations provenant d'exportateurs indonésiens. Cette politique est en vigueur depuis que l'Inde a publié une nouvelle politique en matière d'importations, objet de l'Avis n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 et portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques, qui a modifié les critères d'importation de pneumatiques, qui sont passés de la catégorie "libre" à la catégorie "soumis à limitations".

11.5. L'Indonésie remercie l'Inde d'avoir délivré début 2021 un permis d'importation pour les produits pneumatiques. L'Inde applique cependant une autre restriction, à savoir que seuls les pneumatiques qui répondent à certains critères, et qui ne sont pas fabriqués en Inde, peuvent être exportés vers l'Inde. Plusieurs licences d'importation ont été révoquées sur la base de ces nouvelles dispositions.

11.6. À cette occasion, l'Indonésie demande à l'Inde d'expliquer en détail sa politique en matière de prohibition ou de restriction des importations de pneumatiques, y compris les conditions d'obtention des autorisations d'importation et, le cas échéant, les recommandations à l'importation.

11.7. L'Indonésie demande également à l'Inde de revoir immédiatement sa politique afin de garantir qu'elle respecte les principes de l'OMC. Elle apprécierait par ailleurs que la réglementation en question soit communiquée au Comité OTC. Enfin, l'Indonésie espère assurer le suivi des réunions bilatérales virtuelles qui ont eu lieu lors de la réunion OTC, de la précédente réunion du CCM en juillet, et de la réunion du CAM tenue en octobre 2021.

11.8. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

11.9. Le Taipei chinois se joint à l'Union européenne et à l'Indonésie pour exprimer ses préoccupations quant à ce point de l'ordre du jour. La situation perdure depuis plus d'un an, depuis que l'Inde a annoncé sa mesure restrictive à l'importation de pneumatiques neufs en juin 2020. Le Taipei chinois a exprimé ses préoccupations à la précédente réunion du CCM, ainsi qu'à de nombreuses reprises au Comité de l'accès aux marchés et au Comité des licences d'importation. Il est regrettable que cette préoccupation demeure inchangée.

11.10. La Direction générale du commerce extérieur (DGFT) du Ministère indien du commerce et de l'industrie a annoncé le 12 juin 2020 qu'une mesure de restriction des importations avait été imposée sur les pneumatiques neufs (notification n° 12/2015-2020). En conséquence, les importateurs doivent demander au DGFT une licence ou une autorisation spéciale avant d'importer ces articles.

11.11. Depuis lors, le Taipei chinois a observé qu'environ 40% seulement de ses demandes ont été approuvées par les autorités indiennes, par rapport aux chiffres moyens des trois années

antérieures. Le retard dans l'octroi des licences d'importation a eu une incidence grave sur les exportations du Taipei chinois vers l'Inde, entraînant une chute de 70% des échanges en 2020 par rapport à la même période en 2019.

11.12. D'après ce que croit comprendre le Taipei chinois, il apparaît que l'Inde ne délivre des licences d'importation que pour certains types de pneumatiques qui ne sont pas produits sur le marché intérieur, et établit une limite pour les pneumatiques importés. Cela constitue clairement une interdiction d'importer des pneumatiques. Le Taipei chinois se demande comment cette mesure pourrait être compatible avec le GATT de 1994 et l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

11.13. Le Taipei chinois prie instamment l'Inde de se conformer à l'article XI:1 du GATT, qui interdit aux Membres d'établir une quelconque restriction à l'importation appliquée au moyen de licences d'importation, ainsi qu'à l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qui dispose que les procédures de licences non automatiques doivent être mises en œuvre de manière transparente et prévisible, et ne doivent pas exercer des effets de restriction ou de distorsion sur les importations s'ajoutant à ceux causés par l'introduction des restrictions. Le Taipei chinois aimerait aussi demander à l'Inde de fournir les raisons qui l'ont amenée à mettre en œuvre cette nouvelle mesure, qui est par nature restrictive et discriminatoire.

11.14. En conclusion, le Taipei chinois prie l'Inde de bien vouloir faire part des raisons qui sous-tendent sa pratique d'octroi de licences et de prendre des mesures immédiates pour faire en sorte que les licences d'importation puissent être délivrées de manière opportune, transparente, non discriminatoire et prévisible.

11.15. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

11.16. L'Union européenne souhaite de nouveau faire part de ses préoccupations, qui ont déjà été exprimées dans le cadre du Conseil en juillet 2021, au sujet du régime de licences d'importation visant les pneumatiques introduit par l'Inde en vertu de la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020. Bien que cette préoccupation ait été soulevée à de nombreuses reprises à l'OMC (trois fois aussi bien au Comité des licences d'importation qu'au Comité de l'accès aux marchés), très peu de progrès ont été accomplis dans le sens d'une résolution positive.

11.17. L'Union européenne accueille favorablement la notification tardive par l'Inde de cette mesure à l'OMC. Elle reste toutefois très préoccupée au sujet de la nature restrictive et discriminatoire de cette mesure, qui a eu un impact négatif considérable sur les fabricants européens de pneumatiques de remplacement.

11.18. Seul un nombre limité de licences a été accordé aux fabricants de pneumatiques de l'UE. En outre, ces licences sont limitées en durée, en quantité et en type de pneumatiques. En particulier, aucune licence n'a encore été accordée pour les pneumatiques pour autobus et camions.

11.19. L'Union européenne demande donc instamment à l'Inde: i) d'accroître la transparence en ce qui concerne les exigences applicables et les étapes procédurales à suivre par les importateurs de pneus ; et ii) d'éliminer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite, sur l'importation de pneus de remplacement qui pourrait aller à l'encontre des prescriptions de l'OMC.

11.20. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

11.21. La République de Corée souhaite de nouveau faire part de sa préoccupation, déjà exprimée lors de précédentes réunions, au sujet de la politique d'importation de l'Inde en matière de pneumatiques adoptée en juin 2020. Cette politique continue de restreindre les échanges en interdisant largement les importations de pneumatiques, ce qui est incompatible avec les règles de l'OMC, y compris l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation. La Corée prie donc instamment l'Inde d'améliorer sa politique conformément aux règles de l'OMC pertinentes, afin d'éviter qu'elle ne constitue un obstacle au libre-échange.

11.22. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

11.23. La Thaïlande partage les préoccupations exprimées par les Membres ayant inscrit ce point à l'ordre du jour en ce qui concerne la politique d'importation de l'Inde en matière de pneumatiques, qui est passée de la catégorie "libre" à la catégorie "soumis à restrictions". Cette modification a eu des effets défavorables sur les exportations thaïlandaises de pneumatiques vers l'Inde. Pour cette raison, la Thaïlande continue de suivre attentivement tous les faits nouveaux sur cette question et encourage l'Inde à fournir davantage de précisions au sujet de sa politique d'importation restrictive visant les pneumatiques, ainsi que sa raison d'être.

11.24. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

11.25. L'Inde souhaite remercier les délégations de l'Indonésie, de l'Union européenne, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la République de Corée et de la Thaïlande pour l'intérêt qu'elles portent à cette question. Cette dernière a déjà été examinée précédemment, en octobre 2021, au Comité de l'accès aux marchés, et l'Inde estime avoir apporté des éclaircissements sur les questions à cette occasion.

11.26. Toutefois, pour répéter ce qui avait été dit, les prescriptions en matière de licences non automatiques sont administrées d'une manière conforme aux règles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences d'importation. Ce processus est administré de manière juste et équitable et un certain nombre de licences ont été accordées après approbation par le Comité de facilitation Exim (EFC).

11.27. La mesure touchant la politique d'importation a été prise en raison de problèmes de qualité du produit. Aux fins de l'octroi de licences dans le cadre de cette procédure de licences non automatiques, l'Inde a défini des critères spécifiques pour évaluer les demandes reçues. Il est également tenu compte des observations des ministères administratifs compétents dans le cadre de cette procédure. En ce qui concerne l'importation de pneumatiques, l'EFC a accordé des licences dans presque tous les cas après examen des demandes.

11.28. S'agissant plus spécifiquement des points soulevés par l'Indonésie, la redevance perçue est une redevance de marquage et n'est pas qualifiée de "redevance sur les pneus". Le Bureau indien de normalisation (BIS) a mis en place un programme de certification des produits au titre du système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS, en vertu de la Loi de 2016 portant création du BIS. Dans le cadre de ce système, le BIS octroie des licences pour la certification des produits aux fabricants nationaux ou étrangers, conformément à la réglementation.

11.29. Le fabricant doit verser au BIS la redevance nécessaire, selon ce qui a été notifié dans le cadre du système susmentionné pour chaque produit. La redevance de marquage pour un produit donné repose sur les deux critères suivants: a) redevance de marquage minimale annuelle; et b) unité et taux unitaire.

11.30. Le fabricant est tenu de payer à l'avance la redevance de marquage minimale pour la période de validité de la licence. Le montant réel de la redevance de marquage est calculé chaque année en multipliant le taux unitaire par le nombre (unités) de produits sur lesquels le fabricant a apposé la marque ISI au cours de l'année en question. Le fabricant doit s'acquitter du plus élevé des deux montants suivants: la redevance de marquage effective ainsi calculée ou la redevance de marquage minimale pour l'année.

11.31. À titre de rappel, le calcul de la redevance de marquage selon les modalités décrites ci-dessus est identique pour les fabricants nationaux et étrangers et n'établit pas de discrimination entre eux. La redevance de marquage est perçue sur toute la production de pneumatiques portant la marque ISI.

11.32. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

12 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

12.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

12.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

12.3. L'Uruguay regrette d'avoir à inscrire de nouveau ce point à l'ordre du jour du Conseil et souhaite renvoyer à ses précédentes déclarations, pour réaffirmer sa préoccupation relative à la décision de l'Union européenne d'enregistrer la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique d'origine protégée.

12.4. Comme expliqué à la réunion précédente, l'Uruguay estime que le Danbo est une technique de production du fromage qui, bien qu'elle ait été créée par un ressortissant danois, ne correspond à aucun lieu géographique au Danemark ou ailleurs dans le monde. Pour sa part, la norme 264 du Codex Alimentarius définit les caractéristiques, la méthode de production et l'étiquetage pour ce type de fromage. Cette norme a fait l'objet de plusieurs modifications, dont la dernière remonte à 2007, avec la participation et l'approbation de l'Union européenne et de ses États membres. L'Uruguay estime par conséquent que la dénomination "Danbo" est une dénomination générique qui se rapporte à un processus de production générique établi dans la norme du Codex, indépendamment du lieu de fabrication du fromage.

12.5. Les mesures prises par l'Union européenne dans le cadre de ses accords commerciaux, incluant le Danbo en tant qu'indication géographique, signifient que les producteurs tiers qui ne sont pas danois ne peuvent plus exporter entièrement ce produit, ce qui restreint l'accès aux marchés. Pour cette raison, l'Uruguay est d'avis que l'enregistrement par l'Union européenne de la dénomination Danbo crée un monopole *de facto* sur une dénomination générique, en violation de règles internationales que l'Union européenne a elle-même approuvées. Ainsi, en dépit du temps écoulé, l'Uruguay continuera à maintenir cette préoccupation pour le commerce.

12.6. Le délégué de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

12.7. Comme cela a été indiqué précédemment, la préoccupation de l'Argentine porte spécifiquement sur l'utilisation de la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée, mais elle a aussi des implications systémiques plus étendues. La mesure de l'UE porte atteinte aux efforts d'harmonisation et de normalisation réalisés dans le cadre du Codex, ce qui nuit à la prévisibilité et à la cohérence requises pour que les règles du commerce international constituent un facteur clé qui éclaire les processus décisionnels des producteurs.

12.8. En effet, la reconnaissance et l'enregistrement de la dénomination Danbo en tant qu'indication géographique protégée en faveur du Danemark au sein de l'Union européenne n'ont pas dûment pris en considération la norme de référence internationale du Codex Alimentarius pour le Danbo, "CODEX STAN 264-1966", dont la dernière révision par cet organisme international a eu lieu en 2008.

12.9. Cette norme établit que Danbo est le nom générique du produit en question et, pour l'étiquetage, le nom du produit est Danbo et le pays d'origine du produit doit être déclaré. En d'autres termes, il est clair que le Codex Alimentarius n'établissait pas une règle visant une indication géographique, mais réglementait le nom générique d'un produit fabriqué dans le monde entier, et pas seulement au Danemark.

12.10. La protection du nom dans tout autre lieu que le Danemark constitue une restriction injustifiée au commerce international du Danbo qui est produit partout ailleurs, car elle ne tient pas compte du fait que la norme de référence internationale précise qu'il s'agit de la dénomination commune du produit, raison pour laquelle aucun pays ne devrait s'approprier ce nom.

12.11. Par conséquent, aucun pays qui fonde sa réglementation technique sur la norme du Codex ne devrait se heurter à des contraintes commerciales associées à une appropriation abusive du terme.

12.12. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

12.13. Comme cela a été indiqué lors de précédentes réunions du CCM, la Nouvelle-Zélande reste intéressée et préoccupée en ce qui concerne cette question. La Nouvelle-Zélande est plus spécifiquement préoccupée par le choix de la Commission européenne d'enregistrer les dénominations "Danbo" et "Havarti", alors même qu'elle a précédemment accepté une norme du Codex dans le cadre de laquelle la Commission européenne et le Danemark ont tous deux reconnu que "la mention du pays d'origine préserve sa nature générique".

12.14. Le fait d'enregistrer des dénominations fromagères pour lesquelles il existe des normes du Codex ne tient pas compte de l'intégrité du système de normalisation, qui favorise la fiabilité et la cohérence des règles du commerce international, système dont la Nouvelle-Zélande pensait qu'il bénéficierait du soutien de l'UE. En outre, de telles mesures auront des répercussions négatives sur les producteurs situés à l'extérieur du Danemark, qui ont investi en s'attendant légitimement à pouvoir se prévaloir de la norme.

12.15. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

12.16. L'Union européenne a toujours communiqué ses vues sur cette question lors des réunions précédentes du CCM. La position de l'UE demeure inchangée et l'UE fait observer que les déclarations qu'elle a faites aux précédentes réunions du Conseil, et en particulier à la dernière en date, restent valables.

12.17. L'Union européenne a notamment expliqué de quelle manière le caractère générique d'un nom est évalué dans l'Union européenne. Pour rappel, l'UE a toujours dit que le fait qu'un nom d'indication géographique soit visé par une norme spécifique du Codex Alimentarius ou inscrit à l'Annexe B de la Convention de Stresa ne signifiait pas que ce nom était devenu commun ou générique.

12.18. Le caractère générique dans l'Union européenne ne peut être évalué qu'en se fondant sur la perception des consommateurs du territoire de l'UE. Dans l'Union européenne, le public concerné se compose en majorité de membres raisonnablement bien informés et/ou de clients qui sont susceptibles d'acheter ce produit ou un produit similaire.

12.19. L'Union européenne a également expliqué que le Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ainsi que les règlements délégués et d'exécution qui l'accompagnent ont été notifiés à l'OMC au titre de l'Accord OTC, car ils contiennent des dispositions qui le concernent. Néanmoins, même si les mesures notifiées traitent de questions relatives aux droits de propriété intellectuelle (en particulier des éléments relatifs à la protection fondamentale des indications géographiques), elles ne sont pas pertinentes dans le cadre de l'Accord OTC.

12.20. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

13 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE ET L'URUGUAY

13.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil, de la Chine et de l'Uruguay.

13.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

13.3. L'Uruguay souhaite réaffirmer sa position et ses préoccupations, qui sont à la fois commerciales et systémiques, au sujet de la modification par l'Union européenne des concessions sous forme de contingents tarifaires au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994.

13.4. L'Uruguay est d'avis que l'Union européenne n'avait nullement besoin de modifier les concessions établies dans sa liste de concessions dans le cadre de l'OMC, telles qu'elles sont appliquées aux tierces parties, à la suite d'une affaire interne telle que le Brexit. En plus d'être inutile, cette répartition des contingents tarifaires entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne trouve aucun fondement juridique dans les Accords de l'OMC.

13.5. En dépit des plaintes déposées par de nombreux partenaires commerciaux, qui ont perçu la manière dont leurs conditions d'accès seraient remises en cause du fait de la répartition, l'Union européenne a décidé d'aller de l'avant avec ce projet.

13.6. Sans préjudice de ces différences fondamentales existantes, l'Uruguay a participé de manière engagée et constructive au processus requis au titre de l'article XXVIII du GATT dès le début. Qui plus est, il l'a fait en tenant compte du caractère pertinent et sensible des conditions d'accès consolidé au marché dans le cadre de l'OMC et des concessions des partenaires commerciaux importants tels que l'Union européenne, pour ce qui est des produits clés pour un petit pays en développement dont l'économie dépend largement des exportations agricoles. C'est la raison pour laquelle l'Uruguay a élaboré et présenté des études d'impact qui ont montré le dommage que son secteur agricole, ainsi que son économie dans son ensemble, subiraient du fait de la répartition. Conformément aux résultats de ces études et aux dispositions de l'article XXVIII, l'Uruguay a demandé à l'UE de prévoir une compensation équitable. Toutefois, l'UE a rejeté ces demandes.

13.7. En signe de flexibilité, et dans un esprit de compromis, l'Uruguay a revu ses demandes à la baisse. Cette démarche visait à parvenir à l'équilibre nécessaire pour garantir des résultats modérés mais tangibles, en tenant compte du contexte et de la portée de ce processus initié au titre de l'article XXVIII. Toutefois, même ces demandes plus modestes n'ont fait que susciter un nouveau refus de la part de l'Union européenne.

13.8. Malheureusement, force est de constater que les refus de l'Union européenne dans le cadre de ce type de processus n'ont rien de nouveau pour l'Uruguay. En réalité, l'Uruguay a systématiquement réservé ses droits dans le cadre des négociations ouvertes au cours des élargissements successifs de l'Union européenne par le passé. Néanmoins, l'UE a estimé à deux reprises seulement – au cours de la dernière décennie, lors de l'accession de la Croatie, et il y a 40 ans, à l'occasion de l'accession de la Grèce – qu'un petit pays comme l'Uruguay avait droit à une compensation spécifique. Confrontée au retrait de l'un de ses anciens États membres, cette même Union européenne cherche maintenant à réduire le volume de la plupart de ses contingents tarifaires, dont huit des dix qu'elle a reconnus comme des droits pour l'Uruguay, tout en refusant d'offrir des ajustements compensatoires – comme le prévoit l'article XXVIII – dans le cadre d'un processus qui laisse les tierces parties dans une situation plus défavorable.

13.9. C'est pourquoi l'Uruguay souhaite redire sa profonde déception et son mécontentement face à cette situation, tout en réaffirmant sa volonté de trouver une solution mutuellement acceptable, pour autant que l'Union européenne reconnaisse les conditions et besoins spécifiques de l'Uruguay et fasse preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord. Ceci a clairement fait défaut au cours de ce processus.

13.10. Enfin, sans préjudice des engagements convenus entre eux au niveau bilatéral, l'Uruguay demande une fois de plus à l'Union européenne de retirer le Royaume-Uni de la liste des utilisateurs potentiels de ses contingents tarifaires dans sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC. Dans le même temps, étant donné que près d'une année s'est écoulée depuis l'achèvement du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, l'Uruguay demande à nouveau quand et comment l'UE a l'intention d'ajuster à la baisse ses droits consolidés en matière de MGS finale dans sa liste de concessions, conformément aux annonces faites.

13.11. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.12. Dans un premier temps, le Brésil souhaite faire savoir qu'il estime que la diminution du nombre de Membres parrainant ces points de l'ordre du jour découle du fait que l'Union européenne et le Royaume-Uni ont révisé leur position de négociation.

13.13. Bien que l'accord commercial entre l'UE et le Royaume-Uni ait répondu à la préoccupation liée au risque que le commerce bilatéral absorbe les contingents faisant l'objet de la "répartition",

le Brésil considère que seuls des efforts limités ont été déployés pour remédier au fait que tous les Membres seront moins bien lotis en termes d'accès aux marchés de l'UE-27 et du Royaume-Uni en raison de la réduction unilatérale des volumes contingentaires.

13.14. En outre, de nombreux contingents tarifaires par pays du Brésil ont été intégrés au droit international en vertu des négociations passées au titre de l'article XXIV et de l'article XXVIII, et de procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT et de l'OMC. Par conséquent, ces contingents ne peuvent pas faire l'objet de réductions simplement en raison du Brexit.

13.15. Les contingents britanniques, établis pour maintenir le volume total des contingents de l'UE-28 précédemment établis, ne peuvent pas être considérés comme une compensation par l'UE-27 et ne sont pas non plus suffisants à eux seuls pour garantir l'accès au marché britannique.

13.16. En tant que nouveau Membre de l'OMC, dont les origines de la participation au système commercial multilatéral remontent à 1947 puisqu'il était une partie contractante originelle au GATT, le Royaume-Uni devrait au moins respecter les critères d'accès minimal en matière de contingents fixés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Par ailleurs, la référence au Cycle d'Uruguay est pertinente dans ce contexte, car c'est sur cette base que le Royaume-Uni cherche à établir son droit de consolider une importante mesure globale du soutien (MGS) totale consolidée finale.

13.17. Cependant, il est contradictoire que le Royaume-Uni cherche à se détacher du Cycle d'Uruguay pour ce qui est du volume de ses contingents tarifaires. Il semble également ignorer le Cycle d'Uruguay lorsqu'il choisit le quinquennat le plus favorable en termes de taux de change pour convertir les euros en livres sterling, tant pour ce qui est de la MGS totale consolidée finale qu'il demande que pour les droits de douane qu'il cherche à consolider. En outre, en ce qui concerne la MGS totale consolidée finale uniquement, le choix de la période 2015-2019 au lieu de la période 1986-1988 donnera lieu à des droits supplémentaires permettant d'accorder un soutien interne de près d'un milliard de GBP qui faussera la concurrence et portera atteinte à l'environnement.

13.18. Le Brésil souhaiterait également faire part de sa préoccupation systémique quant à la décision du Royaume-Uni et de l'Union européenne de conclure des négociations susceptibles d'avoir des retombées sur des droits de négociation brésiliens alors que des négociations sur ces contingents tarifaires ont été entreprises avec le Brésil.

13.19. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.20. La Chine se félicite des consultations et des négociations qui ont eu lieu avec l'Union européenne en juin 2021, et de celles qui se sont déroulées avec le Royaume-Uni en septembre 2021. Elle a communiqué ses demandes mises à jour dans le cadre de ces réunions et attend avec intérêt de recevoir dès que possible des informations en retour de la part de l'UE et du Royaume-Uni. À cet égard, la Chine poursuivra ses négociations avec l'UE et le Royaume-Uni et elle espère parvenir au plus vite à des résultats mutuellement satisfaisants.

13.21. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.22. Le Paraguay souhaite rappeler ses interventions précédentes faisant référence à ses préoccupations systémiques en ce qui concerne ces points de l'ordre du jour. Il souhaite en particulier rappeler l'ajustement à la baisse du montant total de la mesure globale du soutien de l'Union européenne, qui ne permet pas au Paraguay d'atteindre le niveau nécessaire de certitude et de clarté dont il a besoin pour pouvoir formuler des objections au sujet de la liste du Royaume-Uni sur ce point précis.

13.23. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

13.24. L'Inde a déjà fait part de ses préoccupations, tant par écrit que lors des consultations formelles avec l'Union européenne dans le cadre des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994. Elle a aussi clairement indiqué à l'UE de quelle manière la méthode actuelle et les années seuils prises en compte pour la répartition des contingents tarifaires portaient atteinte aux droits des Membres. L'Inde se dit préoccupée par le fait que l'UE n'a pas pris en considération les questions

qu'elle a soulevées pour les résoudre rapidement et parvenir à une solution à l'amiable. Elle attend que l'UE offre des possibilités raisonnables à tous les Membres de l'OMC, y compris à elle, d'exercer leurs droits en vertu des Accords de l'OMC, et qu'elle prenne en compte les préoccupations soulevées. L'Inde espère tenir de nouvelles négociations fructueuses avec l'Union européenne.

13.25. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.26. La Nouvelle-Zélande partage les préoccupations qui ont été soulevées par d'autres Membres au sujet des engagements en matière de contingents tarifaires suite au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Toutefois, la Nouvelle-Zélande travaille actuellement à la conclusion de résultats satisfaisants pour répondre à ces préoccupations et espère que ces processus seront bientôt achevés.

13.27. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.28. Les négociations avec l'Union européenne et le Royaume-Uni, relatives à leurs négociations respectives sur la modification de leurs engagements en matière de contingents tarifaires à la suite du Brexit, sont toujours en cours. À cet égard, le Canada prend note de la prolongation des négociations jusqu'au 1^{er} juillet 2022, tant pour l'Union européenne que pour le Royaume-Uni. Enfin, le Canada se réjouit de poursuivre ces discussions distinctes avec l'Union européenne et le Royaume-Uni pour aboutir à une issue positive.

13.29. La déléguée du Mexique a indiqué ce qui suit concernant les points 13 et 14 de l'ordre du jour:

13.30. Le Mexique souhaite réitérer sa préoccupation systémique au sujet de la modification des contingents tarifaires inclus dans les listes de concessions de l'Union européenne et du Royaume-Uni, ainsi que de la méthode proposée pour ce faire, qui pourrait conduire à éliminer, ou du moins à réduire, les possibilités d'accès aux marchés.

13.31. Le Mexique réaffirme aussi la nécessité de prendre en compte les appels visant à modifier l'engagement concernant la MGS dans la liste de l'Union européenne pour rendre compte des modifications qu'elle a l'intention d'effectuer suite au retrait du Royaume-Uni.

13.32. À la lumière de ce qui précède, le Mexique demande instamment à l'Union européenne et au Royaume-Uni de poursuivre leurs discussions avec les Membres de l'OMC comme convenu aujourd'hui, avec les prolongations consenties, et de prendre en considération les préoccupations commerciales et systémiques soulevées afin de trouver une solution mutuellement satisfaisante grâce à des procédures conformes aux règles de l'Organisation.

13.33. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

13.34. L'Union européenne est heureuse de faire état des progrès satisfaisants réalisés à ce jour, avec notamment des accords officiellement signés avec six partenaires, et des négociations avec cinq autres partenaires pour lesquelles des projets de textes sont en cours de finalisation et seront prochainement paraphés.

13.35. L'Union européenne se félicite de l'engagement accru de nombreux Membres de l'OMC. Pour sa part, l'UE reste pleinement déterminée à poursuivre ces négociations et consultations, et à les faire aboutir dans les mois à venir.

13.36. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

14 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'URUGUAY

14.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Uruguay.

14.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

14.3. Outre les divers éléments soulevés au titre du point précédent de l'ordre du jour, qui sont pleinement applicables au présent point de l'ordre du jour, l'Uruguay souhaite réaffirmer les trois sujets de préoccupation spécifiques suivants : i) la demande du Royaume-Uni en vue d'avoir une MGS totale consolidée mérite d'être analysée et discutée par les Membres. Ceci est particulièrement problématique dans la mesure où, presque un an après l'achèvement de la sortie dudit Membre de l'Union européenne, l'UE n'a toujours pas abaissé ses niveaux de MGS consolidée; ii) il ne semble pas approprié que le Royaume-Uni tente de reproduire les droits d'invoquer la sauvegarde spéciale pour l'agriculture, au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, pour tous les produits et selon les mêmes critères et conditions que ceux qui sont énoncés dans la liste de l'Union européenne. À cet égard, l'Uruguay souhaite savoir si le Royaume-Uni a l'intention de renoncer aux droits d'appliquer des sauvegardes spéciales pour l'agriculture pour certains produits, y compris ceux qui ne sont pas produits sur son territoire; et iii) la proposition d'introduire dans le projet de liste de concessions une conversion monétaire basée sur le taux de change quotidien moyen au cours de la période 2015-2019 suscite également des inquiétudes, premièrement, compte tenu de sa capacité à générer des droits consolidés et des niveaux particulièrement élevés de droits MGS, supérieurs à ceux qui résulteraient de la prise en compte d'autres périodes représentatives (en particulier la période 1986-1988, utilisée comme base pour les négociations du Cycle d'Uruguay) et, deuxièmement, en raison de son lien factuel avec le processus en cours au titre de l'article XXVIII.

14.4. S'agissant de ce processus, l'Uruguay regrette également que le Royaume-Uni n'ait pas été disposé, jusqu'à présent, à examiner les propositions uruguayennes sous un angle positif. Dans ce contexte, l'Uruguay réaffirme sa volonté d'entamer des négociations bilatérales de fond, reposant sur des propositions significatives, afin de parvenir à un accord mutuellement avantageux. Un tel accord devrait permettre au Royaume-Uni de disposer d'une liste de concessions indépendante formellement établie à l'OMC tout en préservant les droits et intérêts légitimes des autres Membres concernés, tels que l'Uruguay.

14.5. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

14.6. La Fédération de Russie reste très préoccupée au sujet de l'approche du Royaume-Uni concernant les renégociations de ses contingents tarifaires, et souligne l'impossibilité de conclure les négociations sans un accord sur la compensation. À cet effet, la Fédération de Russie prie instamment le Royaume-Uni de faire connaître sa proposition de compensation.

14.7. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

14.8. L'Inde participe à des discussions bilatérales avec le Royaume-Uni au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 afin de résoudre des questions similaires. Elle souhaite toujours que les questions relatives aux contingents tarifaires soient résolues, grâce à une approche qui permette de reconnaître les droits des partenaires commerciaux du Royaume-Uni. L'Inde exhorte aussi le Royaume-Uni à utiliser des méthodes cohérentes pour tous les aspects des négociations, comme le calcul de la MGS et les mesures de sauvegarde spéciale visant des produits agricoles.

14.9. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

14.10. Le Royaume-Uni réaffirme les engagements qu'il a énoncés au titre du point 8 de l'ordre du jour de la réunion du Conseil en cours, et lors de précédentes réunions dans le cadre de l'OMC. Il s'engage à résoudre avec succès toutes les discussions portant sur sa liste et à collaborer étroitement avec ses partenaires pour ce faire. La prolongation des délais prévus à l'article XXVIII, indiquée dans le cadre dudit point de l'ordre du jour, ménagera un espace pour mener les discussions à bien.

14.11. S'agissant des déclarations relatives à la MGS, aux SGS et à la conversion monétaire, le Royaume-Uni renvoie les Membres aux déclarations qu'il a précédemment faites au Conseil et au Comité de l'accès aux marchés, qui décrivent sa position sur ces questions, toujours valable.

14.12. Le Royaume-Uni s'engage à poursuivre le dialogue bilatéral constructif en vue de résoudre les préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC.

14.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

15 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

15.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie.

15.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

15.3. Il s'est écoulé une année depuis que l'Australie a fait part pour la première fois au Conseil de ses préoccupations concernant les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce de la Chine, qui ciblent des produits australiens. Parmi ces mesures figurent notamment les suivantes: interdictions ou restrictions quantitatives *de facto* des importations; imposition de droits antidumping et de droits compensateurs injustifiés; essais et inspections à la frontière en augmentation et arbitraires, effectués sans notification préalable; et retards injustifiés dans l'inscription et la réinscription des établissements d'exportation, et dans la délivrance des licences d'importation.

15.4. Comme les Membres le savent désormais bien, ces mesures ont gravement limité les échanges de l'Australie avec la Chine au cours des 18 derniers mois pour tout un éventail de produits, notamment l'orge, le charbon, les minerais de cuivre et leurs concentrés, le coton, les bûches, les langoustes et le vin en bouteille. D'autre part, les mesures de la Chine ont retardé l'accès technique aux marchés de l'Australie pour les produits laitiers, les préparations pour nourrissons, le foin et la viande, entre autres produits.

15.5. Au cours d'opérations commerciales normales, il n'est pas inhabituel que des questions techniques surgissent occasionnellement. Mais l'imposition concomitante et soutenue d'une telle gamme de restrictions commerciales par un Membre à l'encontre d'un autre Membre semble tout à fait inhabituelle.

15.6. L'Australie continue de soulever ces questions ici et dans d'autres organes de l'OMC parce que ces problèmes persistent et parce que les mesures de la Chine ont des répercussions au-delà de leur impact sur les exportateurs australiens. En effet, elles augmentent le risque et l'incertitude que présente le marché chinois pour les milieux économiques du monde entier.

15.7. L'Australie est profondément préoccupée par l'incapacité de la Chine à respecter la régularité de la procédure et par son manque de dialogue sur les mérites techniques de chaque mesure, y compris en réponse aux communications australiennes. De même, l'Australie est particulièrement préoccupée par des rapports crédibles selon lesquels les autorités chinoises ont donné instruction aux importateurs de ne pas acheter certains produits australiens. Toute instruction de la sorte par les autorités chinoises, qu'elle soit officielle ou informelle, est incompatible avec les obligations de la Chine dans le cadre de l'OMC.

15.8. Ces actions sapent la transparence et la prévisibilité du commerce, et le fonctionnement efficace du système commercial fondé sur des règles, dont dépendent tous les Membres. En outre, les déclarations de responsables chinois ont établi un lien direct entre les mesures prises par la Chine et des questions sans lien relevant de la relation bilatérale entre la Chine et l'Australie. Les règles de l'OMC ne permettent à aucun Membre d'imposer de telles conditions à un autre Membre pour des motifs politiques.

15.9. L'Australie a pris attentivement note des précédentes réponses de la Chine à ses préoccupations, dans cet organe de l'OMC et dans d'autres, et elle estime que la Chine n'a toujours pas apporté de réponses satisfaisantes sur la compatibilité de ses mesures avec ses engagements dans le cadre de l'OMC.

15.10. Pendant son récent examen des politiques commerciales (EPC), la Chine a réaffirmé son engagement à sauvegarder un système multilatéral fondé sur des règles qui soit transparent, non discriminatoire, ouvert et inclusif. L'Australie exhorte la Chine à donner pleinement corps à cette vision en mettant immédiatement fin à toute mesure discriminatoire frappant les produits australiens.

15.11. L'Australie et la Chine ont entretenu une solide relation commerciale, bâtie au fil de nombreuses décennies, qui a procuré des avantages aux deux parties. L'Australie s'est réjouie de la croissance chinoise pour les meilleurs résultats économiques et le niveau de vie plus élevé qu'elle donne à la population de la Chine. L'Australie se tient prête à dialoguer bilatéralement et à tout moment avec la Chine sur ces questions.

15.12. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

15.13. Le Royaume-Uni tient une nouvelle fois à faire part de son soutien à la préoccupation australienne concernant les mesures restrictives pour le commerce que la Chine a prises à l'encontre de produits australiens.

15.14. La Chine doit veiller à ce que ses mesures soient appliquées de manière non discriminatoire, prévisible et avec la transparence nécessaire en ce qui concerne les procédures de prise de décision et les procédures administratives, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Il est indispensable qu'en tant que Membres, nous respections les principes et objectifs fondamentaux du commerce libre et équitable qui sous-tendent le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

15.15. Les pratiques commerciales déloyales et ayant un effet perturbateur sur le marché risquent de saper l'intégrité du système commercial multilatéral et la confiance qu'il inspire, et d'entraîner des répercussions directes pour les entreprises et les citoyens du monde entier.

15.16. Le Royaume-Uni encourage la Chine à dialoguer de bonne foi et de manière ponctuelle et réactive, en apportant des éclaircissements aux points soulevés par l'Australie.

15.17. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

15.18. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Australie et notent que la Chine semble avoir mis en œuvre un vaste ensemble de mesures restrictives à l'égard de certains produits australiens. Les déclarations officielles de la Chine établissent un lien entre ces mesures et des questions bilatérales sans rapport. Les États-Unis craignent également que les mesures de la Chine ne soient pas limitées à l'Australie.

15.19. Comme indiqué pendant l'EPC de la Chine, les États-Unis sont préoccupés par tout un ensemble de pratiques économiques et commerciales de la Chine, y compris la pratique chinoise désormais connue sous le nom de "coercition économique". Si un autre Membre de l'OMC s'oppose à la Chine ou l'offense de quelque autre manière, la réponse de la Chine consiste de plus en plus souvent à employer son influence économique pour faire pression sur le pays offenseur afin qu'il "corrige ses erreurs". Plusieurs Membres de l'OMC représentés dans cette pièce ont fait l'expérience de la "coercition économique" de la Chine, vraisemblablement en représailles de questions bilatérales sans lien.

15.20. La Chine affirme qu'elle respecte le "système commercial multilatéral fondé sur des règles" et qu'elle s'acquitte de ses engagements commerciaux internationaux, mais cette affirmation semble incohérente avec les mesures qu'elle prend.

15.21. L'incapacité de la Chine à respecter les normes du commerce mondial et les principes de l'OMC met en péril la prospérité, la sécurité et les valeurs non seulement des États-Unis, mais aussi de nombreux autres Membres de cette institution.

15.22. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

15.23. Comme indiqué lors de précédentes réunions, l'Union européenne n'est pas directement concernée par les questions que l'Australie soulève avec la Chine. La déclaration de l'UE concerne plutôt des questions de principe, et non les faits liés aux mesures que l'Australie a soumises à l'attention du Conseil. Toutefois, l'Union européenne constate avec préoccupation la longue liste de mesures adoptées par la Chine qui ont eu des répercussions négatives sur les exportations australiennes.

15.24. L'Union européenne note et respecte le fait que l'Australie préfère traiter ces questions sur la base des mérites techniques de chacune d'entre elles, notamment de les soulever dans les diverses enceintes que l'OMC offre à ces fins, y compris les comités techniques et le règlement des différends. Cela étant dit, la longueur déjà notée de la liste des mesures soulevées par l'Australie, ainsi que la discussion en cours au titre de ce point de l'ordre du jour, semblent indiquer qu'il y a une dimension supplémentaire à cette question.

15.25. Prenons un peu de recul et envisageons le monde dans son ensemble: bien entendu, l'Union européenne convient que le respect par les Membres de leurs obligations dans le cadre de l'OMC est essentiel pour la sécurité et la prévisibilité du système commercial international. Il est essentiel pour la fiabilité des perspectives commerciales au service de la croissance, de l'efficacité et du bien-être. Et ce respect est essentiel pour la réputation des Membres dans cette Organisation et au-delà. L'Union européenne est convaincue que tous les Membres partagent le même engagement à sauvegarder et à faire prospérer cette Organisation, qui fait actuellement face à des défis majeurs.

15.26. Cependant, il existe un autre problème qui préoccupe l'Union européenne, à savoir l'apparition d'une raison sous-jacente réelle qui explique le recours à ces mesures, qu'elles soient formelles ou informelles: l'intention de faire pression sur, ou de sanctionner, un autre pays impliqué dans un choix de politiques qui relève de ses droits.

15.27. Dans l'Union européenne, le Parlement européen, les États membres et la Commission européenne ont chacun fait part de leurs préoccupations concernant de telles pratiques par certains pays qui cherchent à en contraindre d'autres, et aussi l'UE, à prendre ou à retirer telle ou telle mesure. Cette coercition soulève des questions de légalité internationale qui vont au-delà de celle de la compatibilité des mesures avec les règles de l'OMC.

15.28. En conclusion, l'Union européenne se félicite de cette occasion de faire part de ses préoccupations concernant cette tendance croissante à la coercition.

15.29. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

15.30. Le Canada partage les préoccupations systémiques soulevées par l'Australie. Le Canada a lui aussi soulevé des préoccupations commerciales spécifiques concernant l'application par la Chine de mesures SPS qui restreignent le commerce des produits alimentaires, des végétaux et des animaux et de leurs produits. Les exportateurs canadiens de denrées agricoles continuent de se heurter à un manque de transparence et de prévisibilité concernant l'application par la Chine de mesures SPS, et à d'importants retards injustifiés dans les procédures d'approbation de la Chine.

15.31. Le Canada a noté une tendance récente liée à la volonté croissante de la Chine d'utiliser des mesures SPS et OTC injustifiées pour bloquer ou entraver le commerce d'une manière ou d'une autre. Le recours à ces mesures coercitives qui perturbent les échanges met en péril et déstabilise le système commercial international fondé sur des règles, dont la Chine, le Canada et tous les Membres de l'OMC ont bénéficié. Ainsi, les exportations canadiennes de graines de colza vers la Chine continuent d'être limitées de manière arbitraire et injustifiable, et c'est pourquoi le Canada a demandé la création d'un groupe spécial de l'OMC sur cette question.

15.32. En outre, le Canada demeure préoccupé par le fait que les mesures adoptées par la Chine en 2020 afin de suspendre temporairement les exportations des établissements producteurs de viande et de poisson du fait des craintes alléguées par la Chine concernant la transmission de la COVID-19 restent en vigueur, malgré les récentes conclusions de la FAO et de l'OMS indiquant le contraire. Sans preuves scientifiques pour étayer ces mesures, le maintien de la suspension ne peut désormais être considéré que comme un outil de blocage des échanges. Le Canada exhorte la Chine à fonder ses mesures SPS sur des données scientifiques solides et à tenir compte des directives de la FAO/OMS qui confirment que les denrées et emballages alimentaires ne constituent pas un vecteur de propagation de la COVID-19.

15.33. Le Canada demeure également préoccupé par d'autres nouvelles réglementations de la Chine, notamment les Décrets 248 et 249, qui entraînent des perturbations et des retards injustifiés pour les exportateurs alimentaires canadiens. Pour cette raison, le Canada demande à la Chine de fournir à tout le moins davantage d'éclaircissements sur ces 2 décrets, et de reporter leur mise en œuvre de 18 mois afin de donner aux partenaires commerciaux assez de temps pour s'y conformer.

15.34. Le Canada encourage tous les Membres de l'OMC, y compris la Chine, à respecter leurs engagements dans le cadre de l'OMC.

15.35. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

15.36. La Nouvelle-Zélande partage l'intérêt systémique pour les préoccupations qu'ont exprimées d'autres Membres sur ce sujet. Comme elle l'a fait remarquer à plusieurs reprises dans un certain nombre d'enceintes, le système commercial multilatéral fondé sur des règles prévoit que tous les Membres, quelles que soient leur taille ou leur capacité commerciale, sont soumis aux mêmes droits et obligations. Cela garantit la prévisibilité et la certitude nécessaires pour veiller à ce que le commerce puisse avoir lieu de manière efficace, et avec le moins de heurts possible.

15.37. Compte tenu des défis auxquels tous les Membres sont confrontés du fait de la pandémie de COVID-19, la certitude qu'apporte le système commercial multilatéral est plus importante que jamais. Et si les Membres s'écartent de leurs engagements, ou adoptent des mesures correctives prévues dans les Accords de l'OMC à d'autres fins, cela sapera la prévisibilité et la certitude sur lesquelles repose le système.

15.38. Les mesures commerciales des Membres de l'OMC qui entraînent d'importantes perturbations du commerce et manquent de transparence préoccupent la Nouvelle-Zélande, notamment les mesures prises à l'encontre d'une série d'exportations australiennes. La Nouvelle-Zélande encourage les Membres à s'acquitter pleinement de leurs obligations dans le cadre de l'OMC, y compris dans la mise en œuvre de mesures correctives commerciales.

15.39. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

15.40. Le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie selon lesquelles les mesures commerciales de la Chine, y compris les mesures correctives commerciales, devraient être mises en œuvre dans le cadre des Accords de l'OMC, et devraient être conformes aux Accords de l'OMC applicables en ce qui concerne les procédures et l'établissement des faits.

15.41. Comme les Membres l'ont indiqué pendant l'EPC de la Chine, les mesures gouvernementales prises par la Chine, mises en œuvre de manière informelle ou non divulguée, sont problématiques du point de vue du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC, ainsi que du principe de transparence à l'OMC. Le Japon estime qu'il est important que la Chine assure la transparence de ses mesures pertinentes.

15.42. Si la Chine applique des mesures commerciales d'une manière arbitraire, comme indiqué, alors son approche entre en contradiction avec le système commercial international, qui est fondé sur des règles libres et équitables. Le Japon espère que la Chine répondra aux préoccupations de l'Australie de bonne foi et de manière ponctuelle.

15.43. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

15.44. La Chine a déjà fourni des explications sur cette question à plusieurs reprises devant ce Conseil et d'autres organes compétents de l'OMC, et elle a déjà apporté des réponses très détaillées lors de son récent EPC. Pour ces raisons, elle ne réitérera pas les explications précises déjà données, mais ne fera que rappeler que les mesures prises par la Chine à l'encontre de certaines exportations australiennes visent à protéger les droits et intérêts légitimes des branches de production nationales de la Chine, ainsi que la sécurité des consommateurs, et qu'il s'agit de mesures qui sont compatibles avec les lois et règlements chinois, ainsi qu'avec l'OMC. En outre, la Chine a notifié ces mesures à l'Australie et la communication entre les autorités chinoises et les autorités australiennes a été ouverte et fluide.

15.45. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

16 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE

16.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie et de l'Union européenne, suivies du Royaume-Uni et des États-Unis en tant que coparrains additionnels.

16.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

16.3. Comme le sait ce Conseil, au fil des années, les États-Unis et d'autres Membres ont eu de nombreuses graves préoccupations concernant la transparence du régime des subventions industrielles de la Chine.

16.4. Dans son Protocole d'accession, la Chine est convenue de publier toutes les mesures liées au commerce dans un même journal, qu'elle a dénommé Bulletin du MOFCOM. Néanmoins, il n'est pas rare – pour ne pas dire qu'il est fréquent – que les mesures de subventionnement, en particulier les mesures normatives et les mesures adoptées au niveau sous-central, ne soient pas publiées dans le Bulletin du MOFCOM. Et parfois ces mesures ne peuvent pas non plus être trouvées où que ce soit ailleurs.

16.5. Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine est également convenue "[d'établir] ou [de] désigner[...] un point d'information où, à la demande d'une personne physique, d'une entreprise ou d'un Membre de l'OMC, tous renseignements relatifs aux mesures qui doivent être publiées [...] pourront être obtenus".

16.6. Il y a plusieurs années, les États-Unis ont vu cinq de ces mesures légales mentionnées, deux concernant les subventions pour le carburant destinées aux pêcheurs, une concernant l'expansion de la flotte de pêche hauturière chinoise et deux concernant le secteur chinois des semi-conducteurs. Étant donné qu'ils n'ont pu trouver ces mesures ni dans le Bulletin du MOFCOM ni ailleurs, les États-Unis ont présenté une demande au point de contact OMC de la Chine en avril 2020, il y a environ 18 mois.

16.7. Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine, s'agissant de son point d'information, est convenue de ce qui suit: "Des réponses aux demandes de renseignements seront en général fournies dans les 30 jours suivant la réception d'une demande. Dans des cas exceptionnels, les réponses pourront être fournies dans les 45 jours suivant la réception de la demande. Il sera donné par écrit à la partie intéressée notification du retard et des raisons de ce retard."

16.8. Bien que les États-Unis aient soumis leur demande initiale en avril 2020, ils n'ont toujours pas obtenu de réponse écrite officielle. En septembre 2020, plusieurs mois après la date limite de présentation d'une réponse écrite, un représentant du Ministère du commerce a bien eu un échange avec l'Ambassade des États-Unis, comme l'a mentionné la Chine à la précédente réunion du Conseil. Lors de cet appel téléphonique, les États-Unis ont été informés que la Chine ne fournirait pas de copie d'aucune des mesures demandées parce qu'elles seraient prochainement remplacées par de nouvelles mesures ou parce qu'elles ne concernaient pas les engagements de la Chine au titre de l'OMC. Les États-Unis estiment que le traitement de leur demande par la Chine est inadéquat et contraire à ses engagements dans le cadre de l'OMC.

16.9. Tout d'abord, la Chine aurait simplement dû fournir des copies des mesures demandées, dont elle affirme qu'elles devaient être prochainement remplacées. Le paragraphe 2 c) du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC ne contient aucune disposition autorisant la Chine à ne pas divulguer de mesures susceptibles d'être remplacées à l'avenir. Lorsque les nouvelles mesures ont effectivement été publiées, c'était presque un an après la demande initiale des États-Unis, et bien après le délai de réponse de 45 jours prévu dans le Protocole d'accession de la Chine à l'OMC.

16.10. Ensuite, les États-Unis sont en désaccord avec le refus de la Chine de fournir des copies des mesures demandées, dont elle affirme qu'elles ne concernent pas ses engagements au titre de l'OMC. Les mesures demandées semblent clairement concerner des politiques et des lignes directrices liées au développement des secteurs de la pêche et des semi-conducteurs en Chine, et

semblent donc clairement répondre à la mention "qui visent ou qui affectent le commerce des marchandises" figurant au paragraphe 2 c) du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC.

16.11. Si l'on peut éventuellement débattre du fait que les mesures visées octroient des "subventions" au sens de l'Accord SMC, l'obligation faite à la Chine au titre du paragraphe 2 c) de son Protocole d'accession à l'OMC ne se limite pas à une demande de fournir des copies des mesures de subventionnement demandées. La Chine doit plutôt fournir des copies de toute mesure qui vise ou qui affecte le commerce des marchandises, ce qui devrait englober les mesures demandées.

16.12. Les États-Unis notent également qu'aucune des mesures demandées ne semble avoir été publiée dans le journal officiel désigné de la Chine, le Bulletin du MOFCOM, comme le prévoit le paragraphe 2 c) du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC. En outre, les deux nouvelles mesures de soutien à la pêche n'ont pas non plus été publiées dans le Bulletin du MOFCOM.

16.13. Les obligations de transparence du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC existent en partie parce que les Membres étaient préoccupés par la transparence insuffisante du régime des subventions industrielles de la Chine. Vingt ans plus tard, malheureusement, les mêmes préoccupations persistent.

16.14. Mais plus fondamentalement, au-delà des subtilités juridiques, pourquoi la Chine refuse-t-elle de publier ou, tout simplement, de rendre publique une mesure légale, par exemple concernant un programme de subventions du carburant destinées aux pêcheurs qui était en cours d'extinction? Il est difficile de comprendre la nécessité de dissimuler et de supprimer ces mesures.

16.15. Souvent, la première réponse que les Membres obtiennent de la Chine concernant ces questions de transparence est que la Chine prend ses obligations de transparence dans le cadre de l'OMC très au sérieux. Mais en toute franchise, l'expérience des États-Unis, qui ont adressé une demande simple au point d'information de la Chine, semble démontrer le contraire.

16.16. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

16.17. L'engagement pris par la Chine dans le cadre de son Protocole d'accession de publier toutes les mesures liées au commerce, et de fournir des renseignements par l'intermédiaire de son point d'information, est destiné à améliorer la transparence.

16.18. Toutefois, pour que cet engagement ait un sens, la Chine doit publier toutes ses mesures liées au commerce dans le Bulletin du MOFCOM, et effectivement répondre aux demandes de renseignements par son point d'information. Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la transparence, mais c'est aussi prévu dans les obligations de la Chine au titre de son Protocole d'accession.

16.19. L'Union européenne exhorte donc la Chine à s'acquitter pleinement de ses engagements au titre du Protocole d'accession à l'OMC en publiant toutes ses mesures liées au commerce, comme elle est convenue de le faire, et en répondant aux demandes de renseignements par l'intermédiaire de son point d'information sans retards injustifiés.

16.20. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

16.21. Le Royaume-Uni estime qu'il est important de continuer de coparrainer ce point de l'ordre du jour, tant au sein de ce Conseil qu'au Comité des subventions et des mesures compensatoires (Comité SMC). En conséquence, le Royaume-Uni souhaite réitérer sa conviction que la transparence est essentielle au bon fonctionnement de l'OMC. Il prie instamment tous les Membres, y compris la Chine, de prendre toutes les mesures nécessaires pour remplir leurs obligations, notamment en s'acquittant de leurs engagements en matière de transparence, conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

16.22. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

16.23. L'Australie attache une importance considérable aux obligations faites en matière de transparence et de notification dans le cadre de l'OMC, et est particulièrement préoccupée par la transparence liée aux programmes de subventionnement.

16.24. L'Australie note les engagements en matière de transparence pris dans le cadre du Protocole d'accession de la Chine. Le paragraphe 2 c) du Protocole impose la désignation d'un journal officiel pour publier toutes les lois, tous les règlements et les autres mesures qui affectent le commerce des marchandises.

16.25. Il impose également à la Chine d'établir ou de désigner un point d'information où, sur demande, tous renseignements relatifs aux mesures qui doivent être publiées en vertu du paragraphe 2 c) peuvent être obtenus. À cet égard, l'Australie a fait part de ses préoccupations à la réunion du Comité des subventions de la semaine dernière et a spécialement demandé à la Chine des détails sur le fonctionnement de ce mécanisme de point d'information. En outre, l'Australie croit comprendre qu'à ce jour, aucune réponse satisfaisante n'a été obtenue à une demande adressée par un Membre par l'intermédiaire de ce mécanisme.

16.26. L'Australie considère que la transparence est le fil qui relie tous les Accords de l'OMC. En conséquence, les obligations de notification demeurent essentielles au bon fonctionnement de l'Organisation; étant des obligations, elles n'ont pas les caractéristiques d'un vœu. De même, la transparence est ce qui sous-tend l'Accord SMC, tandis que l'absence de transparence accroît l'incertitude pour tous nos exportateurs quant à leur capacité à se livrer à une concurrence loyale sur les marchés internationaux.

16.27. En conclusion, l'Australie demande à la Chine de fournir davantage de renseignements sur le fonctionnement du mécanisme de point d'information, et d'assurer les Membres qu'elle s'acquitte pleinement de ses obligations en matière de transparence, y compris celles qui figurent dans le Protocole d'accession.

16.28. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

16.29. Le Canada partage les préoccupations d'autres Membres concernant la transparence des subventions octroyées par la Chine. Lorsqu'elle a accédé à l'OMC en 2001, la Chine a accepté des obligations exhaustives en matière de transparence. Entre autres choses, elle est convenue de publier toutes les lois, tous les règlements ou toute autre mesure affectant le commerce des marchandises dans un même journal. Elle est également convenue de répondre aux demandes de personnes physiques, d'entreprises et de Membres de l'OMC concernant ces mesures.

16.30. Le Canada estime que le respect des prescriptions en matière de notification et les réponses aux demandes en vertu de l'Accord SMC et du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC sont essentiels au bon fonctionnement du système commercial international fondé sur des règles. Le Canada exhorte la Chine à remplir ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC.

16.31. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

16.32. Les obligations de notification et la transparence sont les principaux piliers du système de l'OMC, et leur respect est dans l'intérêt de tous les Membres. Si la transparence des dépenses consenties sous forme de subventions n'est pas garantie, il est à craindre que les subventions ayant des effets de distorsion augmentent, ce qui peut se traduire par des problèmes tels qu'une offre excédentaire. Cette question a été examinée à la réunion du Comité SMC du 26 octobre, mais il est difficile de dire que la Chine prend des mesures suffisantes.

16.33. En ce qui concerne les subventions de la Chine, différents Membres de l'OMC ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la transparence et de la possibilité de non-notification des mesures de subventionnement de la Chine aux comités compétents. Cependant, la Chine est la principale puissance commerçante du monde, et elle doit être transparente et respecter ses obligations de notification dans le cadre de l'OMC, en particulier s'agissant des subventions.

16.34. Comme d'autres Membres, le Japon exhorte la Chine à s'acquitter de ses obligations en matière de transparence telles qu'elles ont été convenues dans le cadre de son Protocole d'accession à l'OMC, et de veiller à l'efficacité des mécanismes qui contribuent à accroître la transparence.

16.35. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

16.36. Comme indiqué lors de précédentes réunions, la Chine attache une grande importance au respect des règles de l'OMC; en conséquence, elle répond aux demandes officielles des Membres de l'OMC concernant ses politiques commerciales, comme le prévoit son Protocole d'accession à l'OMC.

16.37. S'agissant de la demande formulée par les États-Unis, et comme elle l'a déclaré à la précédente réunion du Conseil, la Chine a déjà fourni des réponses en septembre, conformément aux engagements spécifiés dans son Protocole d'accession à l'OMC. En ce qui concerne la transparence des subventions, la Chine a consenti des efforts considérables en lien avec ses politiques de subventionnement; en effet, elle a déjà communiqué ses notifications de subventions aux niveaux central et local de gouvernement. Plus précisément, les dernières notifications de subventions de la Chine pour 2019-2020 comprennent 71 mesures de subventions au niveau central, et 374 subventions au niveau local. En outre, la Chine a également présenté ses dernières notifications sur les entreprises commerciales d'État et sur les restrictions quantitatives; et elle présentera prochainement une notification sur son soutien interne au secteur agricole.

16.38. La déléguée des États-Unis est intervenue une seconde fois pour indiquer ce qui suit:

16.39. Les États-Unis souhaitent saisir cette occasion pour réitérer leurs questions à la Chine. La Chine fournira-t-elle aux États-Unis les cinq mesures demandées? Dans le cas contraire, comment justifie-t-elle le rejet de cette demande? Et si la Chine ne fournit pas les mesures demandées, donnera-t-elle une explication écrite des raisons pour lesquelles elle rejette la demande des États-Unis?

16.40. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

16.41. Comme indiqué précédemment dans son intervention, la Chine souhaite réitérer qu'elle a déjà fourni ses réponses concernant la demande faite par les États-Unis en septembre, conformément aux engagements précisés dans son Protocole d'accession à l'OMC.

16.42. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

17 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

17.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

17.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

17.3. L'Australie respecte le droit des Membres à mettre en œuvre des mesures techniques pour atteindre des objectifs politiques légitimes et conformément à leurs obligations au titre de l'Accord OTC. Néanmoins, elle reste préoccupée par le fait que les mesures relevant du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) de la Chine, ainsi que divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus astreignants que nécessaire. L'Australie demande à la Chine de bien vouloir chercher à atteindre son objectif d'assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés en utilisant des mesures moins restrictives pour le commerce.

17.4. L'Australie demande davantage de renseignements à la Chine sur les raisons qui justifient d'exiger soit la certification BPF soit des essais sur les animaux pour gérer les risques de sécurité ou de qualité liés aux produits cosmétiques à faible risque formulés à partir d'ingrédients approuvés. Les réponses de la Chine sur ce point, en juillet 2021 et au Comité OTC, n'ont pas permis de répondre suffisamment à ces questions.

17.5. L'Australie souhaite également savoir pourquoi la Chine a maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants, quel que soit le niveau de risque que présentent les produits en question. Les exportateurs australiens sont également préoccupés par les mesures astreignantes et rigides prévues dans le cadre du CSAR, notamment les prescriptions relatives aux essais et à l'enregistrement, et les

prescriptions visant à fournir des renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle.

17.6. L'Australie est un fournisseur régulier de produits cosmétiques sûrs et de qualité élevée sur le plan national et dans le monde. Comme il l'a déclaré à plusieurs occasions, le gouvernement australien se tient prêt à travailler avec la Chine et à discuter du CSAR et des systèmes respectifs des deux pays en matière de réglementation des produits cosmétiques.

17.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

17.8. Il est regrettable que les États-Unis doivent une fois de plus réitérer leurs graves préoccupations. Ils soumettent cette question au Conseil en cette occasion parce qu'il est impératif de trouver une solution aux préoccupations qu'ils ont concernant l'élaboration du CSAR par la Chine, ainsi que de ses mesures d'application. Malgré un engagement multilatéral et bilatéral important de la part des États-Unis, de leur branche de production et d'autres Membres de l'OMC et parties prenantes, de graves préoccupations commerciales demeurent.

17.9. Premièrement, les États-Unis sont gravement préoccupés par le fait que le seul moyen que la Chine accorde aux importateurs pour établir leur conformité avec les bonnes pratiques de fabrication, si leurs gouvernements respectifs ne délivrent pas de certification d'exportation BPF, implique des essais sur les animaux. Les États-Unis contestent la récusation par la Chine des observations de plusieurs Membres de l'OMC selon laquelle ses prescriptions relatives aux produits importés et aux produits nationaux sont équivalentes. Ils demandent à la Chine d'envisager des moyens occasionnant moins de perturbations pour le commerce afin que ses importateurs respectent les prescriptions chinoises d'exemption d'essais sur les animaux, comme des certificats de conformité avec la norme ISO relative aux produits cosmétiques, établis par une seconde ou une tierce partie. D'autre part, les États-Unis demandent à nouveau à la Chine de faire preuve de flexibilité et de transparence quant aux gouvernements ou aux autres certificats BPF ou licences de production dont elle acceptera qu'ils apportent la preuve de la conformité.

17.10. Deuxièmement, les États-Unis reconnaissent que la Chine a notifié en septembre 2021 un projet actualisé des Bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les produits cosmétiques à l'OMC (G/TBT/N/CHN/1626) aux fins de la présentation d'observations, compte tenu des modifications substantielles qui avaient été apportées. Les États-Unis demandent à la Chine de confirmer qu'aux fins des inspections à l'étranger, les fabricants étrangers seront considérés comme étant en conformité avec la norme BPF chinoise si, conformément à l'article 17 des Dispositions relatives à la gestion des dossiers d'enregistrement et de notification des cosmétiques (un projet qui a été notifié sous la cote G/TBT/N/CHN/1524), ils sont en conformité avec leurs normes BPF nationales ou avec les normes BPF internationales.

17.11. Troisièmement, les États-Unis restent préoccupés par le fait que le CSAR et ses mesures d'application exigent des renseignements exagérément détaillés pour évaluer la conformité et atteindre les objectifs réglementaires de la Chine. Ils sont déçus que la Chine n'ait pas réduit ces prescriptions très contraignantes. Ils demandent à l'Administration nationale des produits médicaux de Chine de reconsidérer l'étendue des prescriptions en matière de renseignements.

17.12. Quatrièmement, les États-Unis considèrent que la Chine n'a pas répondu aux préoccupations selon lesquelles les exceptions aux dispositions protégeant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) et la référence au Règlement sur la divulgation d'informations gouvernementales de la Chine pourraient compromettre la protection des secrets commerciaux et des RCC. Ils demandent à la Chine de préciser si elle va mettre en place un mécanisme explicite permettant aux entreprises d'indiquer à l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) quand les renseignements fournis doivent être considérés comme des secrets commerciaux et des RCC, afin de les protéger contre toute divulgation non autorisée. Ils demandent que la NMPA fournisse un mécanisme permettant de garantir que le traitement des RCC est surveillé et juridiquement exécutoire en Chine.

17.13. Cinquièmement, les États-Unis demandent à la Chine de ne pas exiger la répétition des essais dans des laboratoires qui ont obtenu l'accréditation métrologique chinoise, si les entreprises fournissent des résultats d'essai issus d'autres laboratoires qui sont conformes aux prescriptions de la Chine. Ils demandent à la Chine d'envisager d'accepter les résultats d'essai effectués par des

laboratoires certifiés conformes aux bonnes pratiques de laboratoire ou aux bonnes pratiques cliniques, conformément aux lignes directrices du Conseil international d'harmonisation des conditions techniques pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques à l'usage de l'homme (CIH).

17.14. Sixièmement, les États-Unis restent préoccupés par les nouvelles prescriptions relatives à l'étiquetage des produits cosmétiques, qui pourraient créer des obstacles non nécessaires au commerce. Comme cela a été expliqué précédemment, les États-Unis demandent à la Chine de ne pas exiger que les entreprises indiquent le nom du fabricant du produit sur l'étiquette du produit. Ils lui demandent aussi de ne pas exiger que l'étiquetage étranger relatif à la sécurité et aux allégations concernant les produits soit une traduction littérale de l'étiquetage chinois, car cela pourrait contraindre les entreprises à mettre au point de nouveaux emballages pour entrer en Chine. Les États-Unis demandent à la Chine d'autoriser l'étiquetage étranger, dès lors que les renseignements relatifs à la sécurité et aux allégations concernant le produit étranger ne soient pas en contradiction avec ces mêmes renseignements sur l'étiquette chinoise.

17.15. Septièmement, les États-Unis sont préoccupés, compte tenu de l'ampleur de certaines nouvelles prescriptions du CSAR, du fait que la Chine n'a pas régulièrement notifié ses périodes de transition concernant les nouvelles prescriptions du CSAR aux fins de la présentation d'observations publiques. Les États-Unis demandent à la Chine d'accorder aux importateurs et aux fabricants au moins deux à trois années pour actualiser les enregistrements existants et pour vendre les produits déjà sur le marché dans le cadre des inventaires en cours. Ils lui demandent de reporter l'achèvement des mesures additionnelles jusqu'à ce qu'il soit répondu aux préoccupations commerciales soulevées par les États-Unis et par de nombreux autres Membres de l'OMC.

17.16. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

17.17. La Nouvelle-Zélande se félicite des efforts déployés par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les produits cosmétiques ainsi que de la possibilité de formuler des observations au sujet d'éléments spécifiques du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine. Bien qu'elle se félicite de l'intention de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité, la Nouvelle-Zélande souhaite l'encourager à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre des règlements.

17.18. La Nouvelle-Zélande note que, dans le cadre des mesures, les produits cosmétiques n'ayant pas fait l'objet d'essais sur les animaux ne peuvent entrer sur le marché chinois que si une certification BPF est délivrée par un organisme de réglementation. Pourtant, les produits cosmétiques non destinés à un usage spécial sont considérés comme des produits à faible risque dans de nombreux pays, y compris la Nouvelle-Zélande, et, pour cette raison, ne sont pas assujettis à une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation.

17.19. La Nouvelle-Zélande accueille favorablement l'instauration de solutions de substitution aux essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques importés. Toutefois, comme d'autres pays, elle est déçue que les mesures ne prévoient pas de certification BPF délivrée par un organisme autre qu'un organisme de réglementation ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges pour fournir des garanties des produits, ce qui signifie que des obstacles importants et non nécessaires au commerce des produits cosmétiques importés continuent de s'appliquer aux Membres qui ne peuvent pas fournir de certification BPF délivrée par un organisme de réglementation.

17.20. La Nouvelle-Zélande encourage la Chine à dialoguer directement avec les Membres affectés, y compris elle-même, pour trouver un mécanisme de facilitation des échanges permettant de démontrer la conformité avec les BPF sans imposer de prescriptions relatives aux essais sur les animaux. Plus précisément, et suite à la réponse de la Chine à la question que la Nouvelle-Zélande a soumise pendant son récent EPC, la Nouvelle-Zélande souhaite qu'il soit précisé si la prescription relative à la certification BPF délivrée par un organisme de réglementation en tant que solution de substitution aux prescriptions relatives aux essais sur les animaux peut être exemptée pour les deux motifs suivants: i) le produit est pleinement conforme à la norme ISO 22716 applicable, ou une norme supérieure, ce qui confirme l'innocuité du produit; ou ii) le résultat d'une évaluation des risques que le produit présente pour la sécurité est fourni par un laboratoire agréé par un organisme national d'accréditation qui confirme l'innocuité du produit. En outre, la Nouvelle-Zélande demande

à la Chine de faire preuve de flexibilité concernant les prescriptions relatives aux essais sur les animaux. En particulier, la Nouvelle-Zélande encourage la Chine à accepter les rapports d'essai issus de laboratoires agréés et situés hors de Chine. Autrement, c'est un obstacle contraignant et non nécessaire pour les exportateurs qui expédient des produits vers la Chine et vers de nombreux autres marchés. Ménager une telle flexibilité faciliterait les échanges et serait conforme aux meilleures pratiques internationales.

17.21. La Nouvelle-Zélande est également préoccupée, et nous notons que ces préoccupations sont partagées par un certain nombre de Membres, par le fait que la Chine demande une divulgation des formules des produits plus détaillée que ce qui est exigé sur d'autres marchés, y compris les sources spécifiques de chaque ingrédient. Elle encourage la Chine à limiter les prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles concernant des renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois et pour ne pas compromettre la propriété intellectuelle.

17.22. La Nouvelle-Zélande apprécie son récent dialogue bilatéral constructif sur les questions cosmétiques et espère poursuivre les échanges avec la Chine sur les mesures relevant du CSAR afin de résoudre ces questions. Elle attend avec intérêt la réponse de la Chine aux préoccupations qu'elle a soulevées, comme d'autres Membres, dans cette enceinte et dans d'autres.

17.23. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

17.24. La République de Corée souhaite réitérer sa préoccupation concernant le CSAR de la Chine. Les prescriptions contenues dans le Règlement créent des obstacles commerciaux aux exportations de la Corée vers la Chine en restreignant les échanges plus qu'il n'est nécessaire. Le Règlement impose aux exportateurs de spécifier, dans le formulaire de demande, les sources et les données relatives à la qualité de tous les ingrédients. Ces renseignements contiennent un certain nombre de secrets commerciaux et sont plus détaillés que ce qui est exigé dans d'autres pays. En outre, la prescription relative à l'étiquetage est excessive par rapport à la pratique internationalement reconnue. La Corée demande à la Chine d'améliorer son Règlement afin qu'il ne constitue pas un obstacle non nécessaire au commerce international.

17.25. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

17.26. Le Japon note que la Chine a mis en œuvre le CSAR révisé en janvier 2021. En outre, il note aussi que la Chine avait présenté des notifications OTC concernant un grand nombre de ses règlements d'application connexes. Il a exprimé ses préoccupations concernant le Règlement susmentionné ainsi que les règlements d'application connexes au sein du Comité OTC depuis mars 2019.

17.27. Bien que la Chine ait expliqué à la précédente réunion du Conseil qu'elle protégeait correctement les renseignements commerciaux sensibles, le Règlement, ainsi que les règlements d'application connexes, continuent d'imposer la divulgation de tels renseignements concernant les processus de production ou l'achat de matériels. En outre, le Japon juge problématique le fait que la Chine n'approuve que les résultats vérifiés par ses organismes nationaux et non pas les méthodes d'analyse internationales telles que celles de l'ISO. Le Japon demande à la Chine de veiller à ce que le CSAR soit formulé et mis en œuvre conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC, sans s'écarter de la norme internationale.

17.28. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

17.29. Le CSAR a introduit de nouvelles définitions et classifications des cosmétiques, une nouvelle demande des ingrédients cosmétiques, ainsi qu'une évaluation et des prescriptions relatives à la sécurité. L'Union européenne comprend que l'objectif du CSAR soit d'assurer la sécurité des consommateurs. Toutefois, elle est préoccupée par l'obligation de transmettre aux autorités chinoises des renseignements confidentiels concernant les nouveaux produits. L'UE tient aussi à rappeler ses préoccupations soulevées à la précédente réunion du CCM, tenue en juillet 2021: i) la divulgation obligatoire, pendant le processus d'enregistrement, de renseignements commerciaux sensibles qui touchent aux droits de propriété intellectuelle des entreprises concernées; ii) le volume de renseignements exigés pour la notification de nouveaux ingrédients, ainsi que les problèmes potentiels concernant la divulgation de tels renseignements après un certain temps; et iii) la

nécessité de publier un résumé détaillé de l'évaluation d'efficacité, qui pourrait porter préjudice aux secrets commerciaux.

17.30. L'Union européenne estime que ces prescriptions vont au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques, et qu'elles s'écartent de la pratique internationale. Ce niveau approfondi de renseignement n'est exigé nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement. Enfin, l'Union européenne réitère son observation selon laquelle une approche différenciée est nécessaire entre les nouveaux produits et ceux qui sont déjà sur le marché. Une telle approche différenciée permettrait d'éviter la situation dans laquelle l'offre de produits pourrait être interrompue pour une longue période en raison du temps insuffisant accordé à la branche de production et aux autorités de supervision pour se préparer.

17.31. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

17.32. La Chine prend note du fait que de nombreuses questions techniques ont été soulevées à la réunion de ce jour, concernant notamment les essais sur les animaux, la protection des droits de propriété intellectuelle, la protection des secrets commerciaux, les licences BPF, les prescriptions extensives relatives aux renseignements, et les questions d'étiquetage et d'emballage. Toutefois, étant donné que des questions similaires ont également été posées lors du récent EPC de la Chine, qui ne s'est déroulé qu'une semaine à peine avant la présente réunion, et dans la mesure où la Chine a également fourni par écrit des réponses détaillées aux questions techniques, dans le cadre de cet examen, elle n'a pas l'intention, pour gagner du temps, de répéter ici ses réponses techniques détaillées. En conséquence, elle encourage les Membres concernés à se référer aux réponses écrites qu'elle a fournies dans le cadre de son EPC. Quant aux questions additionnelles des Membres, elles seront transmises à la capitale pour qu'elles y soient examinées et qu'il y soit donné suite de la manière qui convient.

17.33. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

18 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'UNION EUROPÉENNE (G/C/W/791)

18.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie et de l'Union européenne.

18.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

18.3. Les préoccupations de l'Australie concernant les mesures restrictives de l'Inde sur les importations de légumineuses, notamment ses restrictions quantitatives, sont bien connues de tous les Membres. Bien qu'elle ait précédemment salué la suspension temporaire par l'Inde des nouvelles restrictions quantitatives pour les haricots mungo (moong), les pois cajan (tur) et les haricots à grain noir (urad) jusqu'au 31 octobre 2021, cette suspension ne répond pas aux préoccupations sous-jacentes de l'Australie ni à sa demande maintenue de suppression permanente des restrictions quantitatives.

18.4. L'Australie a déjà déclaré, au sein de ce Conseil et dans d'autres organes compétents de l'OMC, qu'elle estime que l'Inde utilise ces mesures incompatibles avec les règles de l'OMC comme un moyen permanent de gérer les importations de manière souple en fonction de l'évolution de la situation intérieure. Elle comprend que la suspension temporaire des restrictions quantitatives et l'imposition de limites de stocks intérieurs pour toutes les légumineuses jusqu'au 31 octobre 2021 visaient à répondre aux préoccupations concernant l'inflation des prix des légumineuses, ce qui renforce ses préoccupations quant à la manière dont l'Inde utilise les restrictions quantitatives. L'Australie fait également remarquer que, dans le même temps, l'Inde a récemment continué à augmenter les prix de soutien minimaux pour une série de légumineuses.

18.5. Les légumineuses ne sont pas un "petit" produit de base pour l'Inde, ni en termes de tonnage, ni en termes de valeur produite et consommée, ni en termes de commerce. Par conséquent, les mesures prises par l'Inde sont importantes sur le marché mondial des légumineuses. L'ensemble actuel de mesures de l'Inde sur les légumineuses, y compris des niveaux importants et croissants

de soutien des prix du marché, des droits de douane élevés et des restrictions quantitatives, continue d'avoir un impact négatif sur la stabilité et la prévisibilité du marché mondial des légumineuses, au détriment de tous les producteurs et consommateurs, y compris ceux de l'Inde.

18.6. L'Australie et les coauteurs de ce point de l'ordre du jour ont soumis de nombreuses questions officielles à l'Inde dans diverses instances de l'OMC, y compris au sein de ce Conseil. Malheureusement, l'Inde n'a pas répondu à toutes les questions des coauteurs ni à toutes leurs préoccupations. Il importe qu'elle fournisse des réponses détaillées afin d'expliquer les conditions de marché et autres qui sous-tendent ses décisions, y compris la suspension temporaire, et de démontrer en quoi elles sont compatibles avec les règles de l'OMC. Si les Accords de l'OMC prévoient des exceptions, il incombe au Membre qui met en œuvre la mesure d'expliquer comment ces exceptions peuvent s'appliquer.

18.7. L'Australie demande à l'Inde d'expliquer clairement ce qu'il en est de toutes les restrictions quantitatives sur les légumineuses, en particulier si les suspensions temporaires se sont poursuivies au-delà du 31 octobre ou si les restrictions quantitatives ont été rétablies le 1^{er} novembre, ainsi que de la restriction quantitative sur les pois jaunes pour l'exercice 2021-2022. Elle lui demande également d'expliquer les raisons qui justifient la prescription relative à un prix minimal à l'importation et les restrictions portuaires pour les pois jaunes.

18.8. L'Inde doit fournir une certitude et une stabilité aux exportateurs, aux commerçants et au marché mondial des légumineuses, ce qui ne sera pas réalisé en continuant d'appliquer d'éventuelles "suspensions temporaires" à de prétendues "mesures temporaires" qui sont maintenant en place depuis août 2017. L'Australie demande à l'Inde de répondre à ses questions et de supprimer définitivement les restrictions quantitatives.

18.9. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

18.10. La Fédération de Russie exprime une nouvelle fois sa préoccupation de longue date concernant la politique d'importation de légumineuses de l'Inde et lui demande de cesser d'appliquer des mesures restrictives sur les importations de pois jaunes qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Depuis le début de l'application des mesures restrictives, en 2018, l'Inde n'a pas fourni de raisonnement solide pour justifier l'introduction de mesures qui entravent l'importation de légumineuses sur son territoire. Des contingents d'importation, une interdiction d'importation, des exigences de prix minimaux à l'importation et des restrictions relatives aux ports d'entrée ont conduit à une situation où les volumes d'importation de pois jaunes en provenance de la Fédération de Russie sont tombés pratiquement à zéro au cours du premier semestre de 2021.

18.11. L'Inde déclare à plusieurs reprises justifier ses mesures sur les légumineuses importées par le recours aux paragraphes a) et b) de l'article XX du GATT. La Fédération de Russie exhorte une fois de plus l'Inde à expliquer le lien de causalité entre la protection de la moralité publique, de la vie ou de la santé humaine, végétale ou animale et des restrictions à l'importation de pois jaunes. Jusqu'à présent, l'Inde n'a pas réussi à fournir un tel lien.

18.12. Un autre point est le manque de transparence sur les détails de la politique d'importation de l'Inde concernant les pois jaunes pour l'exercice 2021-2022. À la date de cette réunion, le 1^{er} novembre 2021, l'information sur les conditions d'importation des pois jaunes sur le site de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT) de l'Inde est toujours absente, ce qui signifie que l'Inde a retardé la publication de cette information de six mois déjà.

18.13. La Fédération de Russie exhorte l'Inde à répondre pleinement aux questions et aux demandes qu'elle a formulées concernant ces problèmes dans les forums multilatéraux et bilatéraux. L'absence d'informations et la réticence de l'Inde à répondre sont contraires aux principes fondamentaux de cette Organisation.

18.14. La Fédération de Russie demande instamment à l'Inde de supprimer sa prescription de prix minimal à l'importation, de lever ses restrictions aux ports d'entrée et d'autoriser l'importation de pois jaunes sur le marché indien, conformément aux obligations de l'Inde dans le cadre de l'OMC. Elle lui demande également de publier en temps utile des informations sur ses conditions d'importation.

18.15. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

18.16. Le Canada et d'autres Membres ont soulevé la question des restrictions de l'Inde sur les importations de légumineuses au sein de ce Conseil et dans d'autres comités de l'OMC. Le Canada continue de remettre en question l'interprétation juridique fournie par l'Inde pour justifier ses mesures de restriction du commerce des pois secs. Il est de plus en plus difficile pour le Canada de comprendre pourquoi l'Inde continue de prétendre que ces mesures sont " temporaires ", alors que les restrictions quantitatives sur les importations de pois jaunes séchés ont été établies il y a plus de trois ans et demi. Pour les pois secs, aucun volume contingentaire n'a été annoncé par l'Inde pour l'exercice 2021. Le Canada comprend donc que l'importation de pois secs est interdite.

18.17. Le Canada demande à l'Inde de clarifier rapidement la situation en expliquant pourquoi l'importation de pois secs est toujours restreinte, pourquoi aucun contingent sur les pois secs n'est disponible depuis le 31 mars 2021 et quand les importations de pois secs canadiens pourront reprendre. En conclusion, il demande à l'Inde de retirer immédiatement et rapidement ses mesures de restriction du commerce mises en place sur les pois secs et autres légumineuses et de mettre en œuvre d'autres options stratégiques conformes à l'OMC, qui favorisent un régime d'importation prévisible et transparent pour les légumineuses.

18.18. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

18.19. Comme ils l'ont déjà indiqué dans cette réunion et dans d'autres réunions de comités de l'OMC, les États-Unis restent préoccupés par l'application par l'Inde de restrictions à l'importation de légumineuses, notamment les pois cajan, les haricots mungo, les haricots à grain noir et les pois. Ils réitérent leurs demandes précédentes d'informations sur la manière dont les mesures reflètent les engagements de l'Inde dans le cadre de l'OMC et sur le moment et la manière dont il sera mis fin à ces mesures prétendument temporaires. En outre, les États-Unis font observer que l'Inde n'a toujours pas répondu à leurs questions écrites soumises le 19 mars 2021. Quand les États-Unis peuvent-ils espérer recevoir une réponse de l'Inde?

18.20. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

18.21. Cette question a été soulevée à de multiples reprises. Pour ne parler que des dernières discussions, l'Union européenne a pris note de la réponse de l'Inde lors de la réunion d'octobre 2021 du Comité de l'accès aux marchés. De l'avis de l'UE, la réponse de l'Inde à cette occasion n'a malheureusement pas satisfait les demandes de clarifications soulevées par les nombreux Membres préoccupés par les restrictions quantitatives à l'importation de légumineuses de l'Inde. À cet égard, ses préoccupations demeurent quant à l'application de restrictions à l'importation de légumineuses et l'UE se fait l'écho des interventions d'autres Membres. Cette mesure prétendument temporaire est en place depuis environ quatre ans et ne peut donc être considérée comme temporaire. Enfin, l'Union européenne demande à l'Inde de préciser en quoi ses mesures sont conformes aux règles de l'OMC et d'indiquer plus clairement quand et comment il y sera mis fin.

18.22. Le délégué de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

18.23. Malgré les préoccupations exprimées à ce sujet dans divers forums, les explications de l'Inde n'ont pas encore permis de mieux comprendre la portée et la durée de cette mesure. Par conséquent, l'Argentine ne sait pas s'il s'agit d'une mesure temporaire ou si elle sera maintenue dans le temps. Selon les informations disponibles, en mai 2021, le Ministère indien du commerce et de l'industrie a publié de nouvelles conditions d'importation pour certaines légumineuses. Même si la restriction contingentaire a été levée pour les haricots mungo, offrant une plus grande flexibilité pour l'exportation, la réglementation sera en vigueur jusqu'au 30 novembre 2021 (avec une date d'expédition antérieure au 31 octobre 2021), sans garanties ni informations sur les conditions par la suite. Enfin, l'Argentine souhaite souligner que l'Inde n'a ouvert aucun contingent en 2020, ni en 2021, pour l'importation de pois jaunes.

18.24. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

18.25. L'Inde souhaite réaffirmer que l'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petits agriculteurs et des agriculteurs marginaux. Elle réexamine

régulièrement cette mesure en fonction de la situation du marché des légumineuses. À la suite de ces révisions, le contingent d'importation de légumineuses a été augmenté de temps en temps.

18.26. La caractérisation de ces mesures comme étant tout sauf temporaires est inexacte. Outre l'augmentation ponctuelle des contingents d'importation, le gouvernement indien a assoupli ses mesures d'importation par le projet de notification S.O. 1858 e), en date du 15 mai 2021. Par ce décret, les restrictions à l'importation de tur/pois cajan (*cajanus cajan*), moong, et urad ont été levées en révisant leur politique d'importation, ces produits passant de la catégorie "soumis à restriction" à la catégorie "libre", avec effet à partir du 15 mai 2021 et jusqu'au 31 octobre 2021.

18.27. En outre, le 13 septembre 2021, par la notification S.O. 3707 e), le gouvernement indien a notifié que l'importation de tur/pois cajan (*cajanus cajan*) restera libre. Ce décret a été publié dans la Gazette, qui contient les détails nécessaires.

18.28. L'Inde continue de revoir ces mesures.

18.29. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

19 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER VISANT DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET L'UNION EUROPÉENNE

19.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie et de l'Union européenne.

19.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

19.3. L'Union européenne a le regret de réitérer ses préoccupations concernant les restrictions à l'importation imposées par Sri Lanka, sous diverses formes, depuis avril 2020. Dans ce contexte, l'UE ne conteste pas le fait que les Membres puissent prendre des restrictions à l'importation dans le cas d'une situation critique de la balance des paiements. Toutefois, ces mesures sont en place depuis plus d'un an et demi. À la connaissance de l'UE, Sri Lanka ne s'est toujours pas conformée à son obligation de notifier la restriction à l'importation et d'entamer des consultations avec les autres Membres de l'OMC.

19.4. Lors de la réunion d'octobre du Comité de l'accès aux marchés, Sri Lanka a répété qu'elle préparait une notification au Conseil du commerce des services. Toutefois, l'Union européenne estime qu'il ne s'agit pas d'une question de services ou du moins pas uniquement d'une question de services.

19.5. Depuis l'introduction de la mesure initiale, en avril 2020, Sri Lanka a modifié à plusieurs reprises la réglementation correspondante. Toutefois, l'Union européenne ne peut pas conclure que les mesures sont temporaires ou proches d'être supprimées. Au contraire, en septembre 2021, l'UE a été informée d'une exigence de dépôt de marge en espèces de 100% nouvellement annoncée sur diverses lignes d'importation, concernant notamment les produits agroalimentaires, qui risque de rendre les importations plus difficiles ou non rentables, en particulier pour les petites entreprises.

19.6. Par ailleurs, l'Union européenne relève que les importations d'engrais, soudainement interdites, sont, depuis juillet 2021, soumises à des licences d'importation opaques. Là encore, cette mesure n'a pas été notifiée et les importations restent imprévisibles. Par conséquent, cela pourrait avoir une incidence sur la production et, pour finir, également sur l'exportation de produits agricoles.

19.7. Contrairement à ce que Sri Lanka a laissé entendre lors de la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés, ces mesures, et la pression continue exercée sur les banques pour réduire les sorties de devises, nuisent aux intérêts de l'UE et affectent considérablement ses exportations. De plus, malgré toutes ces mesures, le déficit commercial a continué à se creuser et la situation macroéconomique se détériore. En outre, l'Union européenne est préoccupée de lire dans les exposés officiels de la Banque centrale que les autorités visent une réduction continue des importations, alors que les restrictions à l'importation auraient dû être temporaires.

19.8. L'Union européenne ne pense pas que cette situation soit viable en l'absence d'une assistance macroéconomique internationale. En outre, c'est la quatrième fois qu'elle soulève cette interdiction

d'importation au sein de ce Conseil, en vain jusqu'à présent. Par conséquent, l'Union européenne se réserve le droit de prendre d'autres mesures si Sri Lanka ne notifie pas et n'engage pas de consultations.

19.9. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

19.10. L'Australie s'est félicitée de la mise à jour fournie par Sri Lanka sur sa série de restrictions à l'importation lors des réunions du Conseil du commerce des marchandises (CCM) et du Comité de l'accès aux marchés plus tôt cette année, et plus récemment lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés en octobre. Malgré ces mises à jour, l'Australie souhaite réitérer ses préoccupations concernant la gamme de mesures à l'importation actuellement mises en œuvre et leurs effets cumulés. Ces mesures semblent être excessivement restrictives pour le commerce et n'ont pas de date limite claire. L'Australie est consciente des circonstances difficiles dans lesquelles se trouve Sri Lanka en raison de l'impact de la COVID-19 sur son économie et son commerce. Néanmoins, un système commercial mondial qui fonctionne bien, transparent, prévisible et stable reste fondamental pour la stabilité économique mondiale.

19.11. L'Australie se félicite que Sri Lanka collabore avec le Secrétariat pour faire en sorte que ces mesures soient notifiées de manière adéquate à l'OMC. En outre, elle réitère sa demande pour que cette notification soit soumise dès que possible, en particulier pour fournir la justification de ces mesures au regard des règles de l'OMC et pour indiquer quand elles seront levées. L'absence persistante de certitude a perturbé le commerce et a eu une incidence sur la capacité des exportateurs australiens à fournir des produits alimentaires de base aux consommateurs sri lankais. En outre, l'Australie demande à Sri Lanka de rassurer les Membres sur le fait que les mesures sont mises en œuvre d'une manière compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Enfin, elle reste ouverte à un dialogue plus approfondi avec Sri Lanka sur cette question, notamment par le biais de la réunion d'information suggérée avec les délégations de Genève intéressées.

19.12. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

19.13. La Thaïlande partage les vues de l'Australie et de l'Union européenne concernant les mesures à l'importation de Sri Lanka qui sont entrées en vigueur sur de nombreux produits en 2020, y compris les produits automobiles, au sujet desquels elle a été particulièrement préoccupée. La Thaïlande prend note des mises à jour et des explications fournies par Sri Lanka lors de la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés. Néanmoins, elle souhaite encourager Sri Lanka à examiner et à mettre en œuvre d'autres mesures à l'importation moins restrictives et à notifier les modifications de ses politiques d'importation à l'OMC dans les meilleurs délais. La Thaïlande continue de suivre de près les réponses de Sri Lanka à cette question et est prête à engager le dialogue avec elle pour discuter de cette question de manière bilatérale.

19.14. Le délégué de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

19.15. L'Argentine souhaite soutenir la préoccupation exprimée par l'Union européenne et l'Australie, étant donné que la notification n° 2184/21 de Sri Lanka est préjudiciable aux exportations argentines de haricots mungo.

19.16. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

19.17. Le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie et l'Union européenne et estime que les restrictions à l'importation imposées par Sri Lanka, en particulier les restrictions à l'importation d'automobiles, peuvent équivaloir à une interdiction d'importation, ce qui ne serait pas conforme à l'article XI:1 du GATT.

19.18. Le Japon comprend que Sri Lanka défende la nécessité de cette mesure en raison des difficultés qu'elle rencontre avec sa balance des paiements. En même temps, une telle restriction à l'importation due à la balance des paiements ne devrait pas être introduite facilement. Elle doit au contraire être appliquée avec la plus grande prudence et en tenant dûment compte des prescriptions en matière de fond et de procédure des Accords de l'OMC.

19.19. Le Japon demande à Sri Lanka d'expliquer comment cette mesure répond à ces prescriptions et d'indiquer les raisons pour lesquelles elle la considère comme justifiée. En outre, compte tenu de

l'explication de Sri Lanka, depuis mars 2020, selon laquelle cette mesure doit être appliquée temporairement, le Japon lui demande de procéder à son retrait anticipé.

19.20. Lors de la réunion du Conseil de juillet 2021, Sri Lanka a expliqué que non seulement les transactions par lettre de crédit, mais aussi les transactions par deux types de méthodes de paiement, comme le prépaiement et le paiement en compte ouvert, avaient été introduites pour certains articles. Le Japon souhaite préciser si cela s'applique aux automobiles, telles que les voitures particulières, les véhicules commerciaux, les deux roues ou les pièces de réparation et également dans quelles lois et réglementations les deux types de méthodes de paiement sont stipulés.

19.21. Le délégué de Sri Lanka a indiqué ce qui suit:

19.22. Sri Lanka souhaite remercier les délégations pour leur intérêt constant pour les mesures de politique commerciale qu'elle a prises pour limiter l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Sri Lanka a déjà fait plusieurs déclarations à ce sujet lors de réunions précédentes de divers organes de l'OMC, y compris le CCM. Elle a également fait une déclaration détaillée lors de la réunion d'octobre du Conseil de l'accès aux marchés, où un compte rendu a été fourni sur les évolutions les plus récentes concernant les mesures de politique commerciale de Sri Lanka en question.

19.23. Par conséquent, Sri Lanka ne souhaite pas faire de déclaration détaillée à cette occasion. Cependant, elle souhaite partager les aspects clés des évolutions intervenues depuis juin 2021. Ainsi, les précédentes réglementations sur le contrôle des importations et des exportations, publiées depuis avril 2020, qui imposaient des mesures sur les importations, ont été abrogées comme suit: i) l'obligation d'obtenir des licences d'importation a été supprimée et pour ces produits, aucune approbation préalable n'est requise car la suspension temporaire n'est plus appliquée; ii) les articles qui étaient soumis à l'importation uniquement sur la base d'un crédit de 90 ou 180 jours ne sont plus soumis à ces exigences; iii) les marchandises qui étaient soumises à une suspension temporaire sont désormais autorisées à l'importation, à l'exception des véhicules automobiles et des articles en plastique. En outre, certaines variétés d'engrais ont été soumises à des licences d'importation spéciales. Ces mesures sur les importations, qui continuent d'exister sur les produits en plastique et certains types d'engrais, sont justifiées en vertu de l'article XI du GATT de 1994, car elles ont été introduites sur une base non discriminatoire pour limiter l'utilisation de certains produits en plastique et engrais chimiques sur le marché intérieur pour des raisons environnementales.

19.24. Sri Lanka a pris note des préoccupations additionnelles exprimées par l'Australie et l'Union européenne et coordonnera en conséquence avec ses responsables basés dans la capitale. Dans le même temps, Sri Lanka continuera à dialoguer sur cette question avec tous les Membres concernés.

19.25. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

20 ÉGYPTÉ – SYSTÈME D'ENREGISTREMENT DU FABRICANT – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

20.1. Le Président rappelle que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

20.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

20.3. L'Union européenne souhaite réitérer ses préoccupations concernant l'enregistrement des entreprises exportant vers l'Égypte en vertu des Décrets n° 991/2015, n° 43/2016 et n° 44/2019. Cette procédure d'enregistrement constitue un obstacle considérable au commerce. Elle impose une charge administrative inutile et bloque ou retarde considérablement les exportations de l'UE, qui continue de s'interroger sur la mesure et sur la justification par l'Égypte de cet enregistrement obligatoire de ses entreprises.

20.4. L'Union européenne note avec inquiétude que les cas d'enregistrement en suspens dont elle a connaissance n'ont toujours pas été traités avec succès et que certains secteurs (comme les carreaux de céramique) continuent d'être affectés de manière disproportionnée par l'application discrétionnaire du Décret n° 43. En outre, l'UE souhaite mettre en évidence les problèmes structurels relatifs au Décret n° 43/2016, comme le manque de transparence du processus d'enregistrement, l'absence de délais clairs pour le traitement des demandes, l'absence d'une procédure d'appel claire

et le niveau élevé d'arbitraire dans l'octroi des enregistrements. L'Union européenne est prête à collaborer avec l'Égypte afin de mettre fin à cette mesure.

20.5. La déléguée de la Turquie a indiqué ce qui suit:

20.6. La Turquie souhaite faire part de ses préoccupations persistantes concernant le système égyptien d'enregistrement des fabricants, qui constitue toujours un obstacle au commerce important. Bien que certaines améliorations soient signalées par rapport au début de la mise en œuvre du système, son manque de transparence et l'imprévisibilité qui en résulte continuent de peser sur les exportateurs. La Turquie a maintenant des préoccupations supplémentaires avec le récent changement de réglementation. Le Décret n° 273 du Ministère du commerce et de l'industrie prévoit d'interdire les parties démontées des articles prescrits par les deux décrets ministériels relatifs au système d'enregistrement des fabricants, à savoir le Décret n° 43 de 2016 et le Décret n° 44 de 2019. La Turquie suivra de près le processus de mise en œuvre de ce nouveau décret. En conclusion, tout en restant prête à engager un dialogue bilatéral avec l'Égypte en vue de traiter toutes les questions liées au commerce, la Turquie souhaite une fois de plus lui demander de réexaminer cette mesure en tenant compte de ses obligations en vertu des Accords de l'OMC et de veiller à la mettre en œuvre en toute transparence.

20.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

20.8. Les États-Unis restent préoccupés par le manque de transparence de la mesure égyptienne, ainsi que par son application, qui semble être inutilement contraignante pour les exportateurs américains.

20.9. La déléguée de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

20.10. L'Égypte souhaite remercier l'Union européenne, la Turquie et les États-Unis pour les questions qu'ils ont soulevées concernant le Décret n° 43 de 2016 et fait remarquer que l'Égypte et l'UE ont engagé des discussions sur cette question à de nombreuses occasions dans diverses instances. Dans le cadre de ces réunions et échanges, l'Égypte a expliqué sa compréhension des questions soulevées par l'UE et ses partenaires commerciaux et échangé des informations concernant la situation de l'enregistrement des entreprises de l'UE. Elle s'engage à œuvrer à la résolution des questions en suspens.

20.11. En ce qui concerne les questions systémiques relatives à la mise en œuvre du système d'enregistrement, l'Égypte a effectivement pris un certain nombre de mesures positives dans la bonne direction et continuera de travailler à l'amélioration du système, y compris la transparence. En ce qui concerne la question soulevée par la Turquie au sujet du Décret n° 273 sur l'enregistrement des parties démontées des biens visés par les Décrets n° 43 et n° 44, l'Égypte souhaite faire observer que ce décret a été suspendu. Enfin, elle souligne son engagement à travailler avec ses partenaires commerciaux en vue de la résolution de toute question en suspens dans ce domaine.

20.12. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

21 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

21.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne.

21.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

21.3. L'Union européenne souhaite une nouvelle fois exprimer ses préoccupations concernant les politiques et pratiques restrictives de l'Indonésie en matière d'importation et d'exportation. L'UE est profondément préoccupée par le fait qu'aucun progrès réel n'a pu être enregistré à ce jour à cet égard. Au contraire, le nombre et la portée des restrictions indonésiennes semblent s'être encore accrus au fil du temps, ce qui a des répercussions négatives sur les flux commerciaux, et ce d'autant plus à un moment où la croissance et l'intégration économique sont mises à rude épreuve par la pandémie. L'intégration dans les chaînes de valeur mondiales sera essentielle à la reprise

économique. Un pays ne peut pas compter uniquement sur la promotion des exportations, mais doit également être ouvert à l'augmentation des importations et à la création d'un climat favorable aux échanges et aux investissements.

21.4. L'Union européenne avait salué l'adoption par l'Indonésie de la Loi générale sur la création d'emplois, qui pourrait changer la donne en matière de facilitation des investissements. Toutefois, l'UE note avec inquiétude que plusieurs prescriptions lourdes et opaques restent en place, empêchant les effets de la Loi générale sur la facilitation des échanges et des investissements de se concrétiser. En particulier, l'UE réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par un certain nombre de politiques et de pratiques indonésiennes, notamment les procédures d'autorisation des importations SPS lourdes et longues, les règles complexes en matière d'étiquetage halal, l'utilisation obligatoire des normes nationales SNI (norme nationale indonésienne) et les possibilités limitées d'audit de ces normes, ainsi que les prescriptions restrictives en matière de licences d'importation pour un éventail de plus en plus large de marchandises.

21.5. Ces politiques et pratiques entravent *de facto* l'accès au marché indonésien pour toute une série de produits de l'UE et freinent les relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement. L'Union européenne invite donc instamment l'Indonésie à réduire le nombre élevé de ses obstacles au commerce, qui affectent depuis trop longtemps les flux commerciaux de l'UE. Elle invite également l'Indonésie à s'abstenir de créer de nouveaux obstacles au commerce. Enfin, l'Union européenne réitère également son appel à l'Indonésie pour qu'elle veille à ce que toutes les mesures pertinentes soient notifiées à l'OMC, donnant ainsi aux Membres l'occasion de formuler leurs observations à leur sujet.

21.6. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

21.7. Les États-Unis saisissent cette occasion pour souligner leur profonde préoccupation face à un certain nombre d'évolutions inquiétantes dans le régime de commerce et d'investissement de l'Indonésie. Premièrement, les États-Unis restent profondément consternés par l'absence de réponse de fond aux préoccupations qu'ils ont soulevées concernant l'utilisation par l'Indonésie des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux. Comme les Membres le savent, l'Indonésie a imposé de telles prescriptions dans un large éventail de secteurs, y compris les télécommunications, la technologie mobile, l'énergie, les textiles, le commerce de détail et le franchisage. Bien que les États-Unis et d'autres Membres aient soulevé à plusieurs reprises leurs préoccupations au sein du Comité des MIC de l'OMC, l'Indonésie a étendu son utilisation de ces prescriptions. Plus particulièrement, le gouvernement indonésien a récemment annoncé son intention de supprimer des importations, y compris en utilisant des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, dans le but de "remplacer 35% des produits importés" d'ici à 2022. Et conformément à cet objectif, en octobre 2021, le Ministère des TIC a publié un règlement qui portera à 35% les prescriptions de contenu local pour tous les appareils 4G et 5G. Il est difficile d'envisager comment l'Indonésie pourrait mettre en œuvre son plan de suppression des importations d'une manière conforme aux règles de l'OMC et les États-Unis exhortent fermement l'Indonésie à clarifier ces plans déclarés et à réexaminer de manière générale son utilisation des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux.

21.8. Deuxièmement, les États-Unis restent préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une tendance de l'Indonésie à établir la version finale de mesures liées au commerce sans que les parties prenantes aient eu suffisamment de possibilités de participer. Par exemple, au sein du Comité OTC de l'OMC, les États-Unis ont récemment appris que l'Indonésie avait approuvé et mis en œuvre plusieurs mesures liées à sa loi sur la garantie des produits halal sans notification suffisante ni possibilité de participation. Les préoccupations américaines concernant la transparence réglementaire de l'Indonésie ne sont pas hypothétiques; en effet, les mesures halal que l'Indonésie a finalisées sont susceptibles d'avoir une incidence sur une proportion significative du commerce mondial de marchandises avec l'Indonésie, y compris les exportations américaines. À l'avenir, les États-Unis encouragent l'Indonésie à notifier les projets de mesures de sa loi halal au Comité OTC et à envisager l'adoption d'un processus d'élaboration des politiques plus consultatif dans l'ensemble. Ils estiment que cela sera à l'avantage de l'Indonésie, notamment en offrant une plus grande certitude aux entreprises nationales et aux investisseurs étrangers.

21.9. Troisièmement, les États-Unis encouragent vivement l'Indonésie à répondre aux préoccupations qu'ils ont soulevées concernant l'application de droits de douane à la frontière sur une catégorie de produits TIC qui semblent dépasser ses engagements tarifaires consolidés dans le

cadre de l'OMC. Les États-Unis ont soulevé cette question à plusieurs reprises avec l'Indonésie au cours des deux dernières années, y compris au sein du Comité de l'accès aux marchés et du Comité de l'ATI, ainsi qu'au niveau bilatéral. Malheureusement, l'Indonésie n'a pas encore apporté de réponse de fond aux préoccupations américaines. Les États-Unis se sont montrés patients et constructifs, en fournissant des exemples concrets qui illustrent clairement leurs préoccupations à de multiples occasions, ainsi qu'en préparant plusieurs questions spécifiques, qui ont été distribuées au Comité de l'ATI le 14 avril 2021; malheureusement, l'Indonésie n'a toujours pas fourni de réponse substantielle aux tentatives répétées de dialogue des États-Unis. En plus de remettre en question les engagements consolidés de l'Indonésie, les États-Unis estiment que ces politiques sont à son propre détriment car elles limitent l'accès des consommateurs et des entreprises indonésiennes à d'importants produits de haute technologie qui constituent l'épine dorsale de l'économie numérique. Les négociants américains ont également pris note de l'effet dissuasif de ces droits de douane sur les investissements.

21.10. Les États-Unis espèrent qu'en soulevant à nouveau ces questions importantes à cette occasion, ils pourront contribuer à ouvrir la voie à un engagement plus important. À cette fin, ils sont prêts à travailler en partenariat avec l'Indonésie pour répondre à ces préoccupations.

21.11. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

21.12. La Nouvelle-Zélande se fait l'écho des préoccupations exprimées par l'Union européenne et le Japon. Elle rappelle qu'elle estime que les restrictions indonésiennes aux importations agricoles portent atteinte aux principes fondamentaux de l'OMC. La Nouvelle-Zélande reste particulièrement préoccupée par la délivrance erratique des licences d'importation. Les retards enregistrés dans la délivrance des licences d'importation l'année dernière ont empêché un accès commercialement significatif des produits horticoles néo-zélandais au marché indonésien pendant une grande partie de la saison d'exportation de la Nouvelle-Zélande. Et les retards dans le traitement des demandes en 2021 ont réduit la certitude commerciale dont bénéficient les exportateurs sur ce marché.

21.13. Bien qu'elle ait fait part de ces préoccupations lors de la précédente réunion du Conseil et que l'Indonésie se soit engagée à donner suite aux questions soulevées par les Membres, la Nouvelle-Zélande note que la délivrance en temps voulu de licences d'importation commercialement valables reste une préoccupation importante, qui continue d'avoir un impact sur le commerce tout au long de la saison.

21.14. La semaine précédant la réunion du Conseil, par exemple, le Ministère indonésien du commerce a publié un certain nombre de nouveaux règlements, notamment les Règlements n° 18/2021 et n° 20/2021 relatifs au régime d'importation de l'Indonésie. Alors que les importateurs pouvaient auparavant demander des licences en novembre pour la saison d'importation de l'année suivante, ces règlements prennent effet très rapidement, dès le 15 novembre. En outre, les Règlements semblent être datés du 1^{er} avril 2021. La Nouvelle-Zélande s'inquiète du fait que l'environnement réglementaire continue d'être imprévisible pour les importateurs et les exportateurs, ce qui entraîne des perturbations inutiles des pratiques commerciales.

21.15. La Nouvelle-Zélande encourage l'Indonésie à fournir une mise à jour sur la façon dont les questions soulignées par les Membres seront traitées et à expliquer comment les Règlements n° 18/2021 et n° 20/2021 sont liés aux préoccupations précédemment soulevées et y répondront.

21.16. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

21.17. Lors des réunions précédentes du CCM et du Comité des MIC, le Japon a continué à exprimer ses préoccupations quant à la compatibilité avec l'OMC de diverses mesures de prescription de contenu local (mesures relatives à la teneur en éléments locaux) prises par l'Indonésie concernant les équipements 4G LTE, les équipements de télévision, les produits de l'industrie de la vente au détail, etc. À cet égard, il est regrettable que l'Indonésie ait déclaré qu'elle n'envisage pas de revoir ses mesures relatives à la teneur en éléments locaux dans un avenir proche. L'Indonésie a expliqué à plusieurs reprises que ces mesures en général sont liées aux trois choses suivantes: i) les marchés publics; ii) les politiques qui impliquent la nécessité de préserver le bien-être et les besoins vitaux de l'ensemble de la population indonésienne; ou iii) la gestion nationale des fournitures stratégiques. Cependant, toutes les mesures relatives à la teneur en éléments locaux n'entrent pas dans ces catégories et ne sont pas non plus justifiées par ces raisons.

21.18. Le Japon est également préoccupé par l'augmentation des mesures de restriction des importations dans le système d'enregistrement ou d'approbation des importations de produits textiles et de climatiseurs, ce qui soulève des inquiétudes quant à leur cohérence au regard de l'article XI:1 du GATT. Le Japon apprécie qu'il y ait une amélioration du niveau des quantités autorisées, mais espère que les critères seront clarifiés et que la transparence opérationnelle sera améliorée.

21.19. En outre, lorsque les licences d'importation de produits sidérurgiques ont été délivrées conformément au Règlement n° 3 de 2020 du Ministre du commerce, le Règlement n° 4 de 2021 du Ministre de l'industrie stipulait que l'autorité tiendrait compte de l'équilibre entre l'offre et la demande nationales pour décider de valider ou non un examen technique pour l'API-U. Depuis lors, le nombre réel de quantités approuvées d'API-U et d'API-P pour les fabricants a diminué, de sorte que le Japon considère que des mesures de restriction des importations de *facto* ont été mises en œuvre.

21.20. De plus, en ce qui concerne les produits textiles, il est vraiment regrettable que la mesure de sauvegarde sur les tapis ait été introduite le 17 février 2021, même si le Japon a demandé à l'Indonésie de reconsidérer son introduction dans le cadre du Comité des sauvegardes, ainsi que lors de consultations bilatérales. La mesure de sauvegarde pose deux problèmes principaux, l'un étant que le droit de douane est aussi élevé que 150-200% en termes de conversion de taxe *ad valorem*, et l'autre étant qu'elle a été introduite dans une situation où les exportations de tapis ont chuté.

21.21. Le Japon est préoccupé par l'augmentation des mesures de restriction du commerce de l'Indonésie, qu'il soupçonne d'être incompatibles avec les Accords de l'OMC et lui demande une explication concrète concernant le contexte de l'introduction de ces systèmes et leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

21.22. Enfin, en ce qui concerne le règlement d'importation de l'Indonésie sur les climatiseurs, sa licence d'importation pour l'acier et son règlement d'importation pour les textiles, le Japon rappelle le questionnaire qu'il a soumis au Comité des licences d'importation et au Comité des MIC plus tôt dans l'année. Le Japon attend une réponse rapide de l'Indonésie. En outre, il espère que les règlements d'importation sur les climatiseurs seront appliqués de manière à ne pas devenir des restrictions à l'importation, que les futures normes et procédures de permis seront stipulées de manière plus transparente et que les autres mesures en cause seront corrigées ou abrogées dès que possible.

21.23. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

21.24. La Norvège reste préoccupée par cette question et espère un changement dans la pratique de l'Indonésie à cet égard.

21.25. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

21.26. L'Indonésie remercie les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et la Nouvelle-Zélande de revenir vers l'Indonésie en tant que destination d'investissement et de commerce. Elle est bien consciente des préoccupations des Membres concernant ses politiques d'importation, notamment les suivantes: les préoccupations des États-Unis concernant la teneur en éléments locaux (TKDN), la certification halal et les technologies de l'information et de la communication; les préoccupations de l'UE concernant le processus sous-tendant les produits animaux et végétaux, ainsi que les informations sur la certification halal; les préoccupations du Japon concernant la TKDN dans les produits 4G LTE, les restrictions à l'importation sur les produits textiles et les droits d'importation élevés sur les mesures de sauvegarde pour les tapis; et les préoccupations de la Nouvelle-Zélande concernant le manque de cohérence de l'Indonésie dans l'octroi des autorisations d'importation pour les produits horticoles.

21.27. L'Indonésie réaffirme qu'il n'existe aucune restriction, telle que des politiques d'importation et des mesures liées aux marchés publics, qui concerne la satisfaction des besoins vitaux et le bien-être de la population indonésienne, ainsi que les politiques impliquant des ressources stratégiques gérées par l'État indonésien. En outre, sur la base des données d'importation de 2016 à 2020, les produits en question ne présentent ou ne connaissent généralement pas de déclin, mais plutôt une tendance comparativement positive.

21.28. L'Indonésie soutiendra toujours la simplification, la transparence et l'efficacité pour faciliter les exportations et les importations. Avec la mise en œuvre actuelle des procédures de licences d'exportation et d'importation, elle a réussi à créer un système automatique et numérique de licences d'exportation et d'importation, permettant de traiter les demandes en un temps relativement court si tous les documents requis sont correctement remplis avant leur soumission.

21.29. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

22 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

22.1. Le Président rappelle que ce nouveau point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

22.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

22.3. Comme indiqué au point précédent de l'ordre du jour, l'Union européenne est profondément préoccupée par la tendance toujours plus marquée de l'Indonésie à appliquer des mesures de restriction des importations. En particulier, l'UE souhaite porter à l'attention du Conseil certaines évolutions récentes inquiétantes concernant l'importance accrue accordée par l'Indonésie au remplacement des importations. En particulier, l'UE est gravement préoccupée par les projets du Ministère indonésien de l'industrie visant à réduire, d'ici à 2022, les importations d'un montant équivalent à 35% de la valeur de son potentiel d'importation de 2019. Cet objectif serait atteint grâce à une série de mesures, notamment l'extension des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et l'utilisation obligatoire des normes nationales "SNI", ainsi que la poursuite de la promulgation de procédures lourdes en matière de licences d'importation.

22.4. L'Union européenne croit savoir que la mise en œuvre de cette approche est déjà en cours. Par exemple, avec l'adoption de restrictions à l'importation d'équipements médicaux, par le "gel" de plusieurs équipements étrangers dans le catalogue électronique indonésien pour les marchés publics, empêchant les établissements de soins de santé de l'État de les acquérir.

22.5. L'industrie de l'EU (y compris, par exemple, les secteurs du jouet et du pneu) est également confrontée à des défis croissants liés aux prescriptions relatives à l'utilisation des normes SNI pour une gamme croissante de produits. Notamment, le renouvellement ou l'octroi de nouveaux certificats SNI reste extrêmement difficile, car les audits virtuels ou la certification par des organismes étrangers ne sont pas autorisés et les possibilités d'inspections physiques restent considérablement limitées en raison des restrictions liées à la COVID-19.

22.6. Par conséquent, l'Union européenne souhaite demander à l'Indonésie des éclaircissements sur les points suivants: les projets de programme de remplacement des importations, y compris sa logique sous-jacente; les mesures de mise en œuvre que l'Indonésie a l'intention de prendre; et la manière dont l'Indonésie entend s'assurer que ces politiques et pratiques seront conformes à ses obligations envers l'OMC.

22.7. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

22.8. La Suisse souhaite exprimer ses préoccupations concernant le programme de remplacement des importations de l'Indonésie. Tout en reconnaissant les défis auxquels l'Indonésie a dû faire face en raison de la pandémie, la Suisse, comme beaucoup d'autres pays, est fermement convaincue que, dans un monde interconnecté, la restriction des importations ne peut que compromettre la reprise économique de l'Indonésie. Dans ce contexte, la Suisse rappelle l'importance de veiller à ce que les politiques et pratiques commerciales soient conformes aux règles de l'OMC. La Suisse attend avec impatience d'entendre les réponses de l'Indonésie aux questions posées par les autres délégations.

22.9. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

22.10. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Union européenne concernant les récentes déclarations du gouvernement indonésien selon lesquelles il supprimera les importations dans le but de "remplacer 35% des produits importés" d'ici à 2022. Les États-Unis exhortent l'Indonésie à

partager des informations supplémentaires sur ces déclarations, y compris les objectifs du gouvernement. En particulier, les États-Unis aimeraient mieux comprendre quels 35% des importations l'Indonésie souhaite supprimer et pourquoi. Enfin, les États-Unis exhortent l'Indonésie à repenser cet objectif de distorsion des échanges, qui semble aller à l'encontre du principe fondamental de concurrence loyale de l'OMC.

22.11. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

22.12. Le Japon a noté que l'Indonésie a mis en œuvre le programme P3DN (utilisation de produits nationaux) en 2018, qui stipule que l'achat et l'utilisation de produits nationaux doivent être privilégiés, et que le Ministre de l'industrie a souhaité accélérer ce programme dès février de cette année. Le Japon partage les préoccupations de l'Union européenne concernant ces programmes de remplacement des importations.

22.13. Le Japon a exprimé une série de préoccupations concernant une situation dans laquelle l'Indonésie a introduit et maintenu des mesures relatives à la teneur en éléments locaux dans divers domaines. Il a également exprimé sa préoccupation quant au fait que les mesures liées aux licences d'importation ont été effectivement limitées en termes de quantité d'importation. Le Japon craint que ce programme n'exacerbe cette situation.

22.14. Le Japon souhaite demander une clarification de la manière dont l'Indonésie entend mettre en œuvre le programme P3DN. Il demande également à l'Indonésie d'expliquer comment elle entend assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures qu'elle tente de mettre en œuvre pour réaliser ce plan.

22.15. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

22.16. En ce qui concerne les questions sur son prétendu programme de remplacement des importations, l'Indonésie a pris note des préoccupations et les transmettra à sa capitale.

22.17. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

23 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE (G/C/W/792)

23.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, de la Suisse et de l'Union européenne.

23.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

23.3. Les États-Unis, le Japon, la Suisse et l'Union européenne ont diffusé le 17 mars 2021 des questions à chacun des gouvernements des États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) concernant leur mise en œuvre de la taxe sélective sur les boissons gazeuses, les boissons maltées, les boissons énergétiques, les boissons pour sportifs et autres boissons sucrées. Nous n'avons toutefois pas encore reçu les réponses écrites à ces questions et nous demandons à ces Membres d'indiquer aujourd'hui quand elles seront fournies.

23.4. Néanmoins, les États-Unis se félicitent d'un récent appel téléphonique passé avec les membres du CCG, la Suisse et l'Union européenne pour discuter de cette question. Les États-Unis et les autres délégations ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour attendent avec intérêt les réponses écrites des membres du CCG, et demandent des renseignements actualisés et détaillés sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et sur son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits d'accise unifiés pour le CCG, et en particulier sur les mesures qui, selon les membres, seront prises d'ici à la fin de 2021. À cet égard, il est essentiel de s'engager en temps utile sur ces questions avec les gouvernements des partenaires commerciaux et les parties prenantes du secteur privé.

23.5. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

23.6. La Suisse tient à remercier les délégations des États membres du CCG pour les discussions qui ont eu lieu la semaine précédant la réunion actuelle du Conseil et, comme les États-Unis, elle attend avec intérêt de recevoir les réponses écrites aux questions. Bien que la Suisse ait apprécié la possibilité de discuter de l'état d'avancement du processus de réforme en cours, ses préoccupations concernant la conception discriminatoire actuelle et l'impact de la taxe sélective restent toujours sans réponse. En particulier, elle réitère et souligne sa demande d'harmoniser à 50% le taux d'imposition pour les boissons énergisantes et autres boissons contenant du sucre. Elle réitère cette demande car, du point de vue de la santé, les boissons énergétiques et les boissons non alcooliques gazeifiées contiennent des quantités similaires de sucre. Il est ressorti d'un examen des études disponibles concernant la sécurité sanitaire de la caféine, réalisé récemment par les autorités compétentes du Royaume d'Arabie saoudite, qu'un niveau de consommation normal de caféine ne présentait pas de risque pour la santé humaine. En outre, la part des boissons énergisantes sur les marchés du CCG est très faible. Enfin, les États membres du CCG ont étendu le champ d'application de la taxe sélective aux jus de fruits et aux boissons lactées contenant du sucre ajouté. Cette expansion génère des recettes supplémentaires et compense l'harmonisation de la taxe. Pour toutes ces raisons, une péréquation des taux à 50% n'aurait pas d'effet négatif sur les recettes ni sur les objectifs légitimes des États membres du CCG en matière de santé.

23.7. Au fur et à mesure que le processus de réforme progressera dans les États membres du CCG, la Suisse demandera de nouveau à être régulièrement informée de l'évolution de ce processus. Elle contribuera certainement de manière constructive au processus de consultation et formulera des observations une fois qu'un projet sera mis à la disposition du public. Enfin, elle continuera de suivre de près cette question et attend avec intérêt la prochaine occasion de discuter plus avant avec les États membres du CCG, comme cela a été évoqué précédemment.

23.8. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

23.9. L'Union européenne remercie les pays du CCG pour la réunion qui s'est tenue la semaine précédant la réunion actuelle du Conseil et se réjouit de poursuivre cette collaboration. Elle attache une importance particulière à l'harmonisation de la mise en œuvre de la loi sur le droit d'accise et à la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes du secteur privé sur le processus de révision de la taxe.

23.10. L'Union européenne souhaite également obtenir du CCG la confirmation que, dans le nouveau régime fiscal, les boissons énergisantes entreront dans le champ d'application d'une taxe sur les boissons sucrées et qu'elles seront taxées selon les mêmes critères que ceux appliqués aux autres boissons sucrées, à savoir uniquement sur la base de leur teneur en sucre. Elle souhaiterait également obtenir des informations sur le calendrier envisagé pour le passage à la taxe volumétrique et l'accélération de la mise en œuvre du nouveau régime fiscal.

23.11. L'Union européenne demande également qu'un soulagement immédiat soit fourni pour l'industrie jusqu'à ce que la révision en cours du droit d'accise du CCG prenne effet, en exemptant toutes les boissons sans sucre de la taxe et en harmonisant le taux d'imposition à 50% pour les boissons énergétiques et toutes les autres catégories de boissons sucrées soumises à la taxe.

23.12. L'Union européenne continuera de dialoguer avec les pays du CCG sur cette question afin que cet obstacle au commerce soit levé dans un avenir proche.

23.13. La déléguée du Royaume de Bahreïn a indiqué ce qui suit:

23.14. Au nom des Émirats arabes unis, du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie saoudite, du Sultanat d'Oman, de l'État du Qatar et de l'État du Koweït, Bahreïn souhaite remercier les délégations de l'Union européenne, du Japon, de la Suisse, le Royaume de Bahreïn tient à remercier les délégations des États-Unis, du Japon, de la Suisse et de l'Union européenne pour l'intérêt qu'elles portent au régime de droits d'accise du CCG et pour leur communication sur l'application du droit d'accise aux boissons non alcooliques gazeifiées, aux boissons maltées, aux boissons énergisantes, aux boissons pour sportifs et aux autres boissons sucrées, figurant dans le document G/C/W/792 du 19 mars 2021.

23.15. À cet égard, le Royaume de Bahreïn rappelle la déclaration que le CCG a faite au Comité de l'accès aux marchés à sa réunion du 11 octobre 2021, au cours de laquelle certaines préoccupations

exprimées par les délégations intéressées ont trouvé réponse. En ce qui concerne le calendrier du processus en cours sur le nouveau modèle de droit d'accise du CCG et sa mise en œuvre, Bahreïn rappelle, une fois de plus, que la révision du droit d'accise sur les boissons est un exercice complexe qui nécessite des efforts considérables, une forte coordination et des études complètes. Le groupe de travail du CCG sur les questions fiscales ne ménage aucun effort pour mener à bien cet exercice afin de soumettre aux États membres du CCG les résultats pertinents et un modèle de droit d'accise de haut niveau. Lors de consultations tenues le 28 octobre 2021 par vidéoconférence avec certaines délégations des États membres du CCG basées à Genève, auxquelles ont participé des représentants des capitales des pays du CCG, il a été souligné que ce processus était complexe et demandait beaucoup de temps et de ressources. À cet égard, les États membres du CCG ont été satisfaits des discussions menées et des idées mises en commun lors de ces consultations sur le régime de droits d'accise du CCG.

23.16. Le Royaume de Bahreïn peut confirmer que les préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC intéressés seront prises en compte et traitées avec considération dans le cadre de la révision du régime de droits d'accise du CCG. Comme mentionné lors des consultations tenues le 28 octobre, les États membres du CCG adopteront des procédures et un calendrier appropriés en vue de la révision de leurs régimes de droits d'accise. Une fois le processus achevé, les informations pertinentes seront immédiatement communiquées aux Membres de l'OMC.

23.17. Le Conseil a pris note des déclarations.

24 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

24.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

24.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

24.3. L'Union européenne a soulevé cette question à plusieurs reprises au sein du Comité SPS et de ce Conseil, mais ses préoccupations persistent. Le système dit de dédouanement préalable mis en place par les États-Unis est trop coûteux et, dans les faits, le marché américain est fermé aux importations de pommes en provenance de l'UE.

24.4. Les États-Unis ont réalisé une évaluation scientifique des risques qu'il y aurait à autoriser les importations de pommes et de poires en provenance de plusieurs États membres de l'UE dans le cadre d'une approche systémique. Cette évaluation a été achevée il y a plusieurs années et a démontré que des importations sûres de pommes et de poires en provenance de l'UE pouvaient avoir lieu dans le cadre d'une approche systémique.

24.5. Depuis 2014, les États-Unis continuent de bloquer la publication de leur avis fédéral, qui est la dernière étape avant d'autoriser les importations de pommes et de poires en provenance de l'Union européenne dans le cadre de cette approche systémique, et ce sans aucun fondement scientifique. Ils vont ainsi à l'encontre de l'Accord SPS: ils maintiennent une procédure d'approbation avec des retards excessifs et ne fournissent pas de justification scientifique pour expliquer ces retards.

24.6. L'Union européenne demande instamment aux États-Unis de fonder leur politique d'importation sur la science, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'OMC. Elle demande aux États-Unis de finaliser la dernière étape purement administrative pour permettre l'accès au marché des pommes et des poires en provenance de l'UE, sans plus attendre. Elle se réjouit de continuer à coopérer avec les États-Unis dans le but de trouver une solution rapide à cette question en suspens depuis trop longtemps.

24.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

24.8. Les États-Unis remercient l'Union européenne de l'intérêt qu'elle continue de porter pour la demande de huit de ses membres concernant l'exportation de pommes et de poires vers les États-Unis selon une approche systémique. Le Ministère américain de l'agriculture continue de travailler sur cette demande dans le cadre de ses procédures administratives. Les États-Unis font à

nouveau observer que l'UE peut exporter des pommes et des poires vers son territoire dans le cadre du programme de dédouanement préalable existant.

24.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

25 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DE L'HUILE DE PALME – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

25.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

25.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

25.3. L'Indonésie demande à Sri Lanka des précisions supplémentaires sur sa politique d'interdiction des importations d'huile de palme figurant dans l'instruction opérationnelle n° 08/2021 du Département de surveillance des exportations et importations qui a été mise à jour par l'instruction opérationnelle n° 9/2021 du 12 avril 2021. Dans le cadre de cette politique, les produits à base d'huile de palme brute sont classés dans une liste de produits dont l'importation est interdite parce que Sri Lanka ne sait pas comment traiter la question de la contamination par les microtoxines. L'Indonésie croit comprendre que cette contamination résulte des actions de certains importateurs qui sont considérés comme ayant agi de manière non éthique parce qu'ils ont mis sur le marché sri-lankais de l'huile de palme brute en la faisant passer pour de l'huile de palme raffinée et en la mélangeant à de l'huile de coco.

25.4. Sri Lanka est un important producteur de produits à base d'huile de coco et, ces dernières années, il y a eu une augmentation des importations et de la consommation d'huile de palme, ce qui est considéré comme préjudiciable aux producteurs et aux petits exploitants nationaux. Sri Lanka a donc émis une politique d'interdiction pour que le pays soit exempt de plantations d'huile de palme et de consommation d'huile de palme. La mise en œuvre de cette politique d'interdiction a eu une incidence directe sur l'exportation de produits à base d'huile de palme vers Sri Lanka, notamment depuis l'Indonésie, ce qui affecte les moyens de subsistance des petits producteurs d'huile de palme en Indonésie et a une incidence systémique sur le commerce mondial de l'huile de palme. L'Indonésie est d'avis que cette politique d'interdiction est une forme de discrimination, qu'elle n'est pas autorisée par les dispositions de l'OMC et qu'elle est susceptible de créer des obstacles inutiles au commerce international.

25.5. L'Indonésie se félicite de la démarche de Sri Lanka consistant à notifier cette politique au Comité OTC par le biais du document G/TBT/N/LKA/36. Elle a néanmoins demandé des précisions au point d'information de Sri Lanka, mais n'a à ce jour pas reçu de réponse. À cet égard, l'Indonésie espère que Sri Lanka pourra fournir immédiatement des réponses à cette demande de précisions et que, s'il y a un renouvellement de la politique de Sri Lanka, il pourra en informer immédiatement le Comité OTC en donnant des explications supplémentaires concernant la rationalité, l'administration, les objectifs, la durée de la mise en œuvre et le fondement scientifique de la politique.

25.6. L'Indonésie espère que Sri Lanka réexaminera la mise en œuvre de sa politique d'interdiction des importations d'huile de palme et utilisera d'autres instruments politiques qui sont autorisés et conformes aux dispositions applicables de l'OMC, tels que la mise en œuvre de normes/réglementations techniques pour assurer la qualité des produits à base d'huile de palme importés.

25.7. La déléguée de la Colombie a indiqué ce qui suit:

25.8. La Colombie porte également intérêt à cette question et est préoccupée par les mesures adoptées par Sri Lanka, à savoir les restrictions et les interdictions d'importation d'huile de palme et de ses produits dérivés. La Colombie produit et exporte des dérivés d'huile de palme et des biocarburants à base d'huile de palme. La dynamique du marché et les restrictions ou interdictions imposées au commerce de ces produits dans diverses juridictions ont donc un impact direct sur les exportations colombiennes. Sur cette question précise, la Colombie est particulièrement préoccupée par les instructions opérationnelles publiées par le gouvernement sri-lankais, en vertu desquelles les importations d'huile de palme ont été suspendues ou restreintes. Une fois de plus, comme elle l'a fait dans le cadre d'autres comités de l'OMC, la Colombie demande à Sri Lanka de fournir

davantage de renseignements sur ces mesures afin que les Membres puissent se familiariser avec les objectifs de politique générale de Sri Lanka, la période de mise en œuvre, les procédures de commercialisation de l'huile de palme et de ses produits dérivés et la période pendant laquelle ces restrictions s'appliqueront.

25.9. Le délégué de Sri Lanka a indiqué ce qui suit:

25.10. Sri Lanka note que ce point a également été soulevé lors des réunions du Comité des licences d'importation et du Comité de l'accès aux marchés qui se sont tenues respectivement les 8 et 11 octobre et qu'elle a répondu sur le fond aux questions qui lui ont été posées.

25.11. Dans ce contexte, Sri Lanka souhaite réaffirmer qu'elle n'a pas modifié sa politique d'importation de l'huile de palme. En outre, le processus d'autorisation des importations au moyen des licences d'importation appliqué par Sri Lanka est totalement transparent et prévisible. Comme cela a déjà été communiqué aux Membres, Sri Lanka s'est conformée aux procédures prévues par les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ainsi que celles des Accords OTC et SPS. Pour mémoire, Sri Lanka souhaite répéter les points clés suivants:

25.12. Premièrement, par la notification qu'elle a présentée au Comité OTC (document G/TBT/N/LKA/36 du 28 mai 2018), Sri Lanka a notifié son règlement de 2017 sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits importés, qui a été promulgué par le Journal officiel extraordinaire de Sri Lanka n° 2064/34 du 29 mars 2018. Ce règlement régit le régime d'inspection obligatoire des importations de Sri Lanka, qui est mis en œuvre par l'Institut de normalisation de Sri Lanka. Dans le cadre du régime d'inspection obligatoire des importations, les importateurs ne sont pas autorisés à importer à Sri Lanka les 122 articles répertoriés dans l'annexe I du règlement, y compris l'huile de palme, à moins que ceux-ci ne soient conformes aux normes sri-lankaises applicables.

25.13. Lors de réunions de différents comités, Sri Lanka a déjà expliqué les raisons pour lesquelles elle applique son régime d'inspection obligatoire des importations à toutes les variétés d'huile de palme, d'oléine de palme et de stéarine de palme: il s'agit simplement d'une mesure SPS concernant l'aflatoxine et les mycotoxines, qui sont des substances cancérigènes. Comme indiqué précédemment, les deux points d'information OTC et SPS à Sri Lanka, qui sont respectivement l'Institut de normalisation de Sri Lanka (SLSI) et le Ministère de la santé, ont déjà notifié à l'OMC les normes adoptées pour 122 produits, y compris ceux à base d'huile de palme. Comme indiqué dans la notification, il existe trois normes du SLSI, une pour l'huile de palme (SLS 720), une pour l'oléine de palme (SLS 961) et une pour la stéarine de palme (SLS 960). Parmi toutes les variétés d'huile de palme, d'oléine de palme et de stéarine de palme, les produits spécifiques relevant des positions 1511.10.00, 1511.90.20 et 1511.90.90 du SH semblaient avoir été davantage contaminés par les aflatoxines et les mycotoxines, ce qui a poussé Sri Lanka à imposer des mesures beaucoup plus strictes concernant leur importation.

25.14. Deuxièmement, les principales procédures relatives aux licences automatiques et non automatiques figurent dans le Règlement publié dans le Journal Officiel n° 1739/03 du 2 janvier 2012. Sri Lanka a déjà notifié ce règlement à l'OMC en 2014. En conséquence, les produits à base d'huile de palme relevant des positions 1511.90.10, 1511.90.30 et 1511.90.90 du SH peuvent être importés à Sri Lanka si une licence d'importation a été délivrée par le Département du contrôle des importations et des exportations, moyennant un droit de 0,4% de la valeur c.a.f.

25.15. Le Conseil a pris note des déclarations.

26 INDE – NORMES INDIENNES ET RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE (ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ): JANTES, VITRAGES DE SÉCURITÉ, CASQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

26.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

26.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

26.3. L'Indonésie remercie l'Inde d'avoir notifié le 25 mai 2020 au Comité OTC, dans le document G/TBT/N/IND/147, le projet d'ordonnance 2020 sur les jantes de roues automobiles (contrôle de la qualité). Les jantes doivent être conformes à la norme IS 16192 et porter la marque de certification de l'Inde, dont l'utilisation est autorisée par le Bureau indien de normalisation (BIS) si la norme est respectée.

26.4. L'Indonésie accorde une attention particulière à cette politique et demande à l'Inde de la reporter ou de prévoir une période de transition suffisante pour permettre à la branche de production indonésienne de s'y conformer. Elle souhaite en outre obtenir des précisions sur l'état d'avancement actuel de la mise en œuvre de la réglementation. Bien que le règlement soit entré en vigueur le 1^{er} octobre 2020, l'Inde n'a présenté aucune autre notification concernant la mise en place de ce mécanisme. En raison du manque de clarté concernant le mécanisme du règlement, l'Indonésie estime que le règlement aura un impact négatif et constituera un obstacle au commerce de l'Indonésie. En outre, elle demande à l'Inde de fournir des précisions sur plusieurs questions de politique générale, notamment le statut des règlements d'application, les visites d'usine, la mise en œuvre des normes du Centre international pour la technologie automobile (ICAT) et la portée du mécanisme.

26.5. L'Indonésie espère également qu'une réunion bilatérale de suivi sera organisée à la suite des discussions tenues lors des réunions du Comité OTC et du CCM du mois de juillet, de la réunion du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement du mois d'août et de la réunion du Comité de l'accès aux marchés du mois d'octobre. L'Indonésie a également demandé au point d'information de l'Inde des précisions sur cette question; toutefois, elle n'a pas encore reçu de retour de la part de l'Inde à ce sujet.

26.6. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

26.7. L'Inde fait observer que l'Accord OTC ne prévoit pas l'obligation de notifier les mesures finales à l'OMC. Cependant, la mesure en question est publiée dans le journal officiel et accessible au public. Comme indiqué également sur le site Web du BIS³, la date de mise en œuvre du règlement a été reportée au 21 mars 2022. Cette même précision a déjà été apportée lors de la réunion d'octobre du Comité de l'accès aux marchés.

26.8. L'ordonnance sur le contrôle de la qualité énonce la norme prescrite et les procédures d'évaluation de la conformité requises. Le Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité du BIS ne contient pas de dispositions pour l'évaluation à distance ou pour toute autre forme d'inspection. Cependant, l'Inde examine d'autres options pour les inspections sur place, mais cette discussion ne fait que commencer. Elle demande à l'Indonésie de décrire les difficultés particulières engendrées par cette mesure.

26.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

27 INDE – ORDONNANCE DE 2020 SUR LE PAPIER POUR COPIEUR ORDINAIRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

27.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

27.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

27.3. L'Indonésie demande à l'Inde des précisions sur les dispositions énoncées dans l'ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (contrôle de la qualité). La certification ne peut être effectuée que par le Bureau indien de normalisation (BIS) selon le système I de l'annexe II du Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité, qui prévoit une visite d'usine, un échantillonnage et une analyse des produits, ainsi qu'une procédure d'octroi de licence.

27.4. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas tenu compte de la situation actuelle liée à la pandémie de COVID-19, qui rend impossible les visites d'usine et entraîne des interdictions de voyage et des

³ <https://www.bis.gov.in/wp-content/uploads/2021/06/automobile-wheel-rim-component-quality-control-amendment-order-2021.pdf>

mesures de distanciation sociale. À cet égard, l'Indonésie demande à l'Inde d'envisager la possibilité de réaliser des évaluations à distance pour les visites d'usine et d'assouplir ses politiques afin de faciliter les échanges et de réduire au minimum les obstacles techniques au commerce, en particulier dans le contexte de la pandémie actuelle.

27.5. L'Indonésie demande à l'Inde de reporter les mesures ou de prévoir une période de transition raisonnable pour accorder à la branche de production indonésienne de la pâte à papier et du papier suffisamment de temps pour se conformer à la réglementation. Elle demande également à l'Inde d'adopter immédiatement les normes internationales existantes comme fondement de ses méthodes d'essai, à savoir l'évaluation à distance pour les visites d'usine.

27.6. En outre, l'Indonésie demande à l'Inde de notifier ce règlement technique au Comité OTC. Elle espère également qu'une réunion bilatérale en ligne sera organisée pour faire suite aux discussions tenues lors des réunions du Comité OTC et du CCM du mois de juillet, de la réunion du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement du mois d'août et de la réunion du Comité de l'accès aux marchés du mois d'octobre.

27.7. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

27.8. Le Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité du BIS ne contient pas de dispositions pour l'évaluation à distance ou pour toute autre forme d'inspection. L'Inde examine d'autres options pour les inspections sur place, mais la discussion ne fait que commencer. L'ordonnance sur le contrôle de la qualité énonce la norme prescrite et les procédures d'évaluation de la conformité requises. En ce qui concerne les normes, l'Inde souhaite préciser qu'elle adopte les normes internationales, sauf indication contraire.

27.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

28 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

28.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de l'Union européenne.

28.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

28.3. Le Japon reste préoccupé par la loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur en décembre 2020. En particulier, les détails concernant les articles assujettis à un contrôle à l'exportation ainsi que les détails de la réglementation et des opérations ne sont toujours pas clairs pour le Japon.

28.4. Comme il l'a déjà indiqué à de précédentes réunions du Conseil, et eu égard à l'objectif de la loi consistant à sauvegarder les intérêts nationaux, le Japon est préoccupé par les trois points suivants: i) la possibilité de définir la gamme des produits visés de façon trop large; ii) la divulgation d'informations technologiques pourrait être exigée inutilement dans certains cas, au moment de la classification et des enquêtes sur l'utilisateur final ou l'utilisation; et iii) les dispositions relatives aux contremesures en cas de réglementation discriminatoire des exportations par d'autres pays sont maintenues dans la loi.

28.5. Le Japon estime que les restrictions à l'exportation susmentionnées, prévues dans cette loi, pourraient constituer une réglementation des exportations excessivement stricte, ou être des restrictions inutiles, compte tenu du régime international de contrôle des exportations. Dès lors, elles pourraient être assimilées à des restrictions à l'exportation interdites par l'article XI du GATT et, en conséquence, être incompatibles avec les Accords de l'OMC

28.6. Le Japon souhaite rappeler les deux points suivants, déjà soulevés à de précédentes réunions du Conseil: i) le projet de règlement sur les terres rares, publié en janvier 2021, mentionne un projet visant à constituer des réserves stratégiques; le Japon considère que ce projet signifie peut-être qu'il est possible que la Chine adopte des contrôles des exportations de terres rares et de produits de terres rares, conformément à la Loi sur le contrôle des exportations susmentionnée; et ii) concernant la "liste des entités non fiables" et la liste des exportations interdites sur la base de la

Loi sur le commerce extérieur, le Japon note avec préoccupation que les liens entre la liste d'entités de la Loi sur le contrôle des exportations, les articles visés par la Loi et la liste de technologies, manquent aussi de clarté.

28.7. Le Japon croit comprendre, comme la Chine l'a indiqué à la précédente réunion du Conseil, que la Chine était toujours en train de rédiger les règlements d'application de la Loi sur le contrôle des exportations et les listes de contrôle, et qu'elle tiendrait les Membres concernés informés et fournirait des renseignements actualisés en temps voulu. De son côté, le Japon continuera d'observer le détail des règlements d'application de la loi et compte qu'il sera répondu comme il convient aux préoccupations susmentionnées dans la version définitive du règlement. En outre, le Japon est d'avis que les dispositions relatives aux contremesures devraient être supprimées de la loi.

28.8. En conclusion, le Japon prie la Chine de communiquer des renseignements sur le règlement détaillé et les délais correspondants en toute transparence et en ménageant des délais suffisants pour leur examen.

28.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

28.10. L'Union européenne suit de près l'évolution de la nouvelle loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2020. Tout en reconnaissant que cette loi consolide les engagements de la Chine en matière de non-prolifération et de contrôle des exportations, l'UE reste préoccupée par les cinq principaux points suivants.

28.11. Tout d'abord, en ce qui concerne l'application extraterritoriale, la loi contient une nouvelle disposition d'application extraterritoriale déterminant les conséquences pour les personnes et organisations étrangères hors de Chine qui violent la loi et mettent en danger la sécurité nationale et les intérêts de la Chine (article 44), ce qui n'est pas conforme aux normes de contrôle des exportations convenues au niveau international.

28.12. Deuxièmement, en ce qui concerne les règles relatives aux transactions assimilées aux exportations et aux réexportations, la loi semble prévoir des contrôles qui s'appliquent aux transactions à l'intérieur de la Chine ("transactions assimilées à des exportations", aux termes de l'article 2). À cet égard, l'Union européenne accorde une grande importance au traitement non discriminatoire des entreprises européennes en Chine (par exemple, de leurs filiales chinoises). L'UE est préoccupée par le fait que le concept de "transactions assimilées à des exportations", qui va au-delà des règles convenues au niveau international en matière de contrôle des exportations, puisse conduire à un traitement inégal et avoir une incidence négative sur les activités des entreprises européennes en Chine (par exemple, les activités de recherche et développement). En outre, la loi prévoit des contrôles sur les réexpéditions ou les réexportations (articles 16 et 45), mais il n'est pas clair si l'obligation de ne pas réexporter des articles sans le consentement préalable des autorités chinoises s'applique également aux produits étrangers qui contiennent des articles contrôlés obtenus en Chine en tant que composants. Le projet précédent comportait une disposition explicite à cet égard dans le cas où les articles contrôlés dépassaient un certain seuil. Il serait utile que la Chine confirme que ce n'est pas le cas dans la disposition actuelle sur la réexportation.

28.13. Troisièmement, en ce qui concerne les objectifs et la portée des contrôles, la loi désigne la "sécurité et les intérêts nationaux" comme principal objectif, parallèlement à la "non-prolifération et autres obligations internationales". Même si la loi ne fait plus référence aux "intérêts de développement", à la "compétence industrielle" ou au "développement technologique" en tant que principes de contrôle (comme c'était le cas dans les versions précédentes), l'Union européenne est préoccupée par le fait que l'article premier (sécurité et intérêts nationaux) et l'article 3 ("sécurité nationale" et coordination de la "sécurité et du développement") sont formulés de manière vague et continuent de refléter des objectifs autres que le respect des obligations et des engagements internationaux en matière de sécurité. L'UE rappelle que les objectifs et la portée des contrôles des exportations devraient être conformes aux obligations internationales et aux engagements multilatéraux des Membres. Dans le cadre de l'examen de ses politiques commerciales, la Chine a répondu que "les intérêts nationaux sont indissociables du concept de sécurité nationale". Les objectifs législatifs des contrôles à l'exportation des principaux pays internationaux mentionnent tous la sauvegarde de la sécurité nationale et des intérêts nationaux". Toutefois, l'UE souhaiterait des éclaircissements à cet égard, ainsi que sur l'application et la spécification prévues d'autres

dispositions connexes qui pourraient entraîner une insécurité juridique pour les opérateurs économiques, comme, par exemple, sur l'application des paramètres de contrôle ("sécurité nationale" et "développement", articles 1^{er}, 3, 13); "fins terroristes", (article 12); la portée des contrôles ("contrôles temporaires", article 9) et des listes de contrôle correspondantes; l'interprétation des obligations des exportateurs sur ces points ("est ou devrait être au courant", article 12); la portée des enquêtes menées par les autorités (en cas de "violations présumées", article 28), et les restrictions en matière d'informations ("interdites pour des raisons de sécurité nationale", article 32).

28.14. Quatrièmement, en ce qui concerne la clause de rétorsion, l'article 48 prévoit "des mesures réciproques de la part du gouvernement chinois lorsque le recours abusif aux mesures de contrôle des exportations par un pays ou une région met en danger sa sécurité et ses intérêts nationaux". Dans le cadre de l'examen de ses politiques commerciales, la Chine a répondu que cela serait "conforme aux normes fondamentales qui régissent les relations internationales, aux règles de l'OMC et aux pratiques acceptées sur le plan international". L'Union européenne estime que cette disposition n'est pas conforme aux normes internationales de contrôle des exportations et demande à la Chine de fournir des éclaircissements supplémentaires. L'UE accordera une grande importance à toute législation secondaire et souhaiterait obtenir des clarifications et des précisions sur l'application de ces dispositions.

28.15. Cinquièmement, l'Union européenne demande à la Chine d'expliquer le rapport entre les technologies soumises aux restrictions prévues par la Loi sur le contrôle des exportations (par exemple, les listes établies en vertu des lois et règlements administratifs d'application) et la liste des technologies dont l'exportation est interdite/restreinte en vertu du Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation. Dans le cadre de l'examen de ses politiques commerciales, la Chine a répondu que "le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation ne relevait pas du champ d'application de la Loi sur le contrôle des exportations. [...] La liste de gestion et de contrôle a été établie conformément à la Loi sur le contrôle des exportations, tandis que la liste des entités non fiables l'a été en vertu du Règlement sur la liste des entités non fiables". Toutefois, la Loi sur le contrôle des exportations dispose expressément que l'objectif de la législation est de sauvegarder la sécurité et les intérêts nationaux, tandis que le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation vise également à réglementer la gestion des exportations de technologies et à maintenir la sécurité économique nationale. L'Union européenne souhaite demander à la Chine de préciser plus avant cette différence, notamment en ce qui concerne les conséquences pour les entreprises et les opérateurs de l'UE présents en Chine.

28.16. L'Union européenne demande à la Chine d'indiquer si les listes sont le résultat d'efforts multilatéraux en matière de non-prolifération ou si elles sont fondées sur des considérations nationales et, dans l'affirmative, de préciser lesquelles. Elle demande à la Chine de préciser si les références correspondantes aux listes des régimes multilatéraux de contrôle des exportations seront publiées afin d'assurer la clarté juridique. Elle remercie la Chine pour les explications fournies dans le cadre du récent examen de sa politique commerciale. Néanmoins, elle apprécierait que la Chine apporte des précisions sur les différentes questions qui viennent d'être soulevées.

28.17. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

28.18. Les États-Unis ont suivi de près cette question, y compris la manière dont la Chine met en œuvre sa nouvelle Loi sur le contrôle des exportations, entrée en vigueur à la fin de l'année dernière. Ils sont préoccupés par le fait que cette loi donne au gouvernement chinois de nouveaux motifs pour imposer des conditions aux transactions des entreprises entre elles et au sein de divers partenariats en Chine, ainsi qu'aux exportations et aux transactions internationales. Elle permet aussi aux autorités chinoises d'imposer temporairement des contrôles à l'exportation sur les marchandises qui ne figurent pas sur une liste de contrôle. Cette loi s'inscrit dans le contexte de la politique chinoise toujours actuelle consistant à contrôler les exportations de produits de base comme le coke, le spath fluor et les éléments de terres rares, et à recourir à certaines restrictions pour exercer des pressions commerciales et politiques à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux. Les États-Unis continueront de suivre de près cette question.

28.19. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

28.20. L'Australie prend note des déclarations des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. L'Australie a eu le plaisir d'adresser une communication au gouvernement chinois concernant cette loi en août 2020 dans le cadre d'un processus de consultation publique. À cet égard, l'Australie sait gré à la Chine d'avoir organisé cette consultation avec les parties intéressées en prévision de l'adoption de la loi en décembre 2020. Comme indiqué dans sa communication, l'Australie a également salué les efforts visant à codifier le cadre réglementaire des contrôles des exportations de défense.

28.21. Toutefois, l'Australie est toujours préoccupée, en particulier par la vaste portée de la loi. Elle invite la Chine à apporter des précisions sur les principaux éléments de la loi, y compris la juridiction qu'elle confère et la portée des pouvoirs d'administrateur qui y sont prévus, et à confirmer que la loi est compatible avec les engagements internationaux de la Chine, y compris ceux qui découlent des règles de l'OMC et de l'Accord de libre-échange Chine-Australie. L'Australie continue d'exhorter la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises étrangères et des Membres dans la l'application de cette loi et l'élaboration de mesures futures et entend continuer de coopérer étroitement avec la Chine.

28.22. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

28.23. Le Canada souhaiterait que la Chine apporte des éclaircissements à propos de la portée et de l'application de la Loi sur le contrôle des exportations. Par exemple, il croit comprendre que la Loi contient un concept d'"intérêts nationaux" dont la portée est considérablement plus large que celle des régimes internationaux de contrôle des exportations, qui sont fondés sur des considérations de sécurité nationale et de non-prolifération. Il demande des renseignements supplémentaires sur la manière dont la Chine définit les "intérêts nationaux" dans ce contexte et sur la façon dont cela pourrait influencer sur la portée des contrôles à l'exportation qui pourraient être envisagés dans le cadre de la Loi. Par exemple, le Canada souhaiterait savoir si la Chine peut adopter des contrôles des exportations dans le seul but de promouvoir le développement économique et les objectifs de la politique industrielle.

28.24. Le Canada croit également comprendre que la Loi contient une disposition permettant à la Chine de prendre des mesures de réciprocité contre les pays ou régions étrangers qui exploitent ses mesures de contrôle des exportations d'une façon abusive. Le Canada demande des précisions sur la définition de l'"exploitation abusive" des mesures de contrôle des exportations par les pays étrangers, notamment lorsque cette "exploitation abusive" est considérée comme mettant en danger les "intérêts nationaux" de la Chine.

28.25. Le Canada prend note de l'importance que revêt la transparence dans l'application de la Loi pour ce qui est de s'assurer que les activités commerciales légitimes ne sont pas entravées, et trouverait bon que la Chine fournisse des précisions à cet égard.

28.26. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

28.27. La Chine est toujours en train de rédiger les règles et règlements d'application de la Loi sur le contrôle des exportations. Ces règles et règlements d'application fourniront des orientations claires et précises à toutes les parties, y compris les entreprises étrangères, concernant la mise en œuvre et l'application de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. La Chine accueillera avec intérêt toute proposition formulée par les Membres pendant le processus de rédaction, et est disposée à poursuivre le dialogue avec les Membres concernés sur cette question. En ce qui concerne les questions spécifiques soulevées par les Membres, la Chine encourage les Membres concernés à se référer aux réponses écrites détaillées qu'elle a soumises dans le cadre du dernier examen de ses politiques commerciales.

28.28. Le Conseil a pris note des déclarations.

29 FÉDÉRATION DE RUSSIE – PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DU COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

29.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis et de l'Union européenne.

29.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

29.3. La Fédération de Russie continue de développer et d'appliquer ouvertement une politique de remplacement des importations et de localisation forcée de la production qui est contraire à l'esprit, et souvent à la lettre, de ses engagements envers l'OMC, et qui est par conséquent à l'origine de nombreuses frictions commerciales qui touchent les produits de l'UE.

29.4. À la réunion précédente du Conseil, l'Union européenne s'est référée à six mesures en particulier. Toutefois, l'UE ne soulèvera pas la question des contingents pour les produits étrangers à la réunion de ce jour, puisqu'elle fait désormais l'objet d'une procédure de règlement des différends (DS604). Elle formulera néanmoins à nouveau des observations au sujet des cinq autres questions soulevées précédemment.

29.5. Premièrement, l'Union européenne a évoqué de façon assez détaillée lors de précédentes réunions l'augmentation projetée du montant de la "taxe de recyclage" applicable à certaines catégories de véhicules. Dans ce contexte, l'UE demande à la Fédération de Russie de bien vouloir informer les Membres de la situation s'agissant de ces augmentations prévues. Elle lui demande par ailleurs à nouveau de procéder à une évaluation factuelle du marché du recyclage des véhicules avant de prendre toute décision future, et de veiller à ce que les mesures de soutien de la demande offrent les mêmes avantages aux produits nationaux et aux produits importés.

29.6. Deuxièmement, en ce qui concerne le ciment, l'Union européenne prend note du Décret n° 1265 du gouvernement russe du 24 juillet 2021. Elle souhaite savoir quelle incidence ce décret aura sur les prescriptions en matière de certification qui bloquent les exportations européennes de ciment vers la Russie, de fait depuis 2016. L'UE souhaiterait également savoir si le décret conduira à la mesure corrective partielle annoncée par la Fédération de Russie en 2019 sous la forme d'une modification de la norme.

29.7. Troisièmement, pour ce qui est de la Loi fédérale sur la protection des droits des consommateurs, qui rend la préinstallation de logiciels russes obligatoire pour un certain nombre d'appareils électroniques grand public, l'Union européenne réitère son point de vue précédemment exprimé selon lequel la modification de cette loi constitue une mesure potentiellement discriminatoire, raison pour laquelle elle demande sa notification, conformément à l'Accord OTC. Cette mesure pourrait être contraire aux dispositions de l'OMC relatives au traitement national concernant les marchandises, ainsi qu'aux engagements de la Fédération de Russie au titre de l'OMC pour certains services.

29.8. Quatrièmement, en ce qui concerne la Loi fédérale n° 468 sur la viticulture et la vinification, l'Union européenne note que depuis la réunion précédente du Conseil, la Fédération de Russie a adopté une nouvelle loi (Loi n° 345 du 2 juillet 2021), qui porte modification de la Loi n° 468. Cette loi a introduit de nouvelles prescriptions additionnelles pour la mise sur le marché de la Fédération de Russie des produits du vin. L'Union européenne prie instamment la Fédération de Russie de notifier cette nouvelle loi à l'OMC, conformément à l'Accord OTC. Cette loi a déjà eu des incidences négatives sur les exportations de vins et spiritueux européens vers la Russie. L'Union européenne demande également à nouveau que la Loi fédérale n° 468 soit notifiée. En outre, ces lois, y compris la plus récente, touchent à l'utilisation d'indications géographiques européennes sur le marché de la Fédération de Russie. L'Union européenne espère que la Fédération de Russie s'abstiendra de poursuivre ses objectifs déclarés de réduction des importations de vins et spiritueux étrangers sur son territoire.

29.9. Cinquièmement, l'Union européenne se déclare à nouveau préoccupée par l'annonce de l'adoption d'une interdiction d'exporter du bois non transformé, prenant effet le 1^{er} janvier 2022. Il est très important pour l'Union européenne que la Fédération de Russie fournisse des explications au sujet de la compatibilité éventuelle de cette interdiction d'exporter et des mesures connexes avec les règles de l'OMC et sa propre liste de concessions, qui comprend des contingents tarifaires pour les exportations de bois, dont certains sont attribués à l'UE. L'Union européenne prie aussi instamment la Fédération de Russie de notifier tout projet de texte de loi à cet égard.

29.10. L'Union européenne continue d'inviter la Fédération de Russie à veiller à la pleine conformité de ses mesures avec les règles de l'OMC et à renoncer à sa politique de remplacement des importations et de localisation.

29.11. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

29.12. Les États-Unis prennent une fois de plus la parole pour joindre leur voix à celle de l'Union européenne afin d'exprimer leurs préoccupations au sujet des pratiques commerciales restrictives de la Fédération de Russie. Leur intervention sera toutefois brève dans la mesure où les Membres du Conseil sont d'ores et déjà bien au fait de leurs préoccupations.

29.13. Les États-Unis ont identifié et décrit au Conseil de nombreuses mesures adoptées par la Fédération de Russie qui imposent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, excluent les importations de certains secteurs de l'économie, prescrivent l'utilisation de produits nationaux, établissent des contingents pour l'utilisation de produits nationaux et prévoient un traitement préférentiel en matière de prix pour les produits nationaux, entre autres. Pour résumer, la Fédération de Russie se replie sur elle-même, en imposant des stratégies de remplacement des importations et en édifant des remparts contre le commerce mondial. Une telle attitude n'est guère compatible avec les objectifs de cette organisation.

29.14. La Fédération de Russie assure le Conseil et d'autres organes de l'OMC que ses mesures devraient être appliquées "conformément aux obligations internationales de la Fédération de Russie". Cependant, les lois et règlements qu'elle a adoptés semblent exiger explicitement un comportement qui n'est pas compatible avec ses obligations internationales. Ces dernières comprennent les principes directeurs de l'OMC, qui sont d'encourager le commerce mondial grâce à la garantie du principe de la nation la plus favorisée et un traitement non discriminatoire entre les Membres, ainsi que la ferme volonté d'assurer la transparence. Il semble que la Fédération de Russie détourne son économie de ces principes.

29.15. Les États-Unis continueront d'examiner attentivement les actions de la Fédération de Russie et de soulever leurs préoccupations au sujet des mesures restrictives prises par cette dernière, dans l'espoir qu'elle renverse ces tendances et participe à un système commercial multilatéral ouvert et équitable.

29.16. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

29.17. L'Australie remercie la Fédération de Russie pour sa coopération récente sur la question à l'examen. Elle souhaite toutefois renouveler ses préoccupations liées à la Loi fédérale russe n° 468 du 27 décembre 2019 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie, dont elle a fait part à des réunions antérieures du Conseil et du Comité OTC.

29.18. Cette loi fédérale crée plusieurs obstacles à l'importation de vin en Fédération de Russie, rendant les formalités plus contraignantes, ce qui, conjugué à l'entrée en vigueur rapide de la loi et à ses modifications ultérieures, préoccupe le secteur viticole australien. Par ailleurs, la Fédération de Russie n'a pas encore notifié la Loi fédérale à l'OMC, bien qu'elle soit en application depuis plus d'une année, puisqu'elle est entrée en vigueur le 26 juin 2020. L'Australie demande à la Fédération de Russie de notifier la Loi fédérale à l'OMC comme il se doit, dès que possible.

29.19. L'Australie fait aussi observer que plusieurs obligations prévues par la Loi fédérale sont incompatibles avec le Règlement technique n° 047/2018 de l'Union économique eurasiatique sur la sécurité sanitaire des produits alcooliques. L'Australie croit comprendre que l'entrée en vigueur du règlement technique a été reportée au 1^{er} janvier 2022 pour permettre des travaux d'harmonisation avec la loi de la Fédération de Russie. L'Australie prie la Fédération de Russie de communiquer des renseignements à jour sur ces travaux d'harmonisation et de confirmer s'il est prévu que le règlement technique entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

29.20. Enfin, l'Australie demande que le règlement technique révisé soit notifié à l'OMC comme il se doit et qu'une période de transition appropriée soit mise en place afin de laisser aux entreprises un délai suffisant pour s'adapter aux nouvelles prescriptions.

29.21. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

29.22. Que ce soit lors des précédentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, devant d'autres organes compétents de l'OMC ou dans le cadre de l'examen le plus récent de sa politique commerciale, la Fédération de Russie s'est déjà longuement prononcée au sujet de nombre des

questions soulevées à la présente réunion. Elle souhaite mettre en avant les points suivants. S'agissant de sa politique de remplacement des importations, la Fédération de Russie renvoie aux observations faites par le chef de sa délégation lors des précédents examens de sa politique commerciale, ainsi qu'aux réponses qu'elle a communiquées aux questions pertinentes dans le cadre de ces examens.

29.23. En ce qui concerne l'augmentation de la taxe de recyclage pour les véhicules, la Fédération de Russie note que cette taxe s'applique aussi bien aux produits nationaux qu'aux produits importés. Le montant de la taxe est le même quelle que soit la source du produit. Les règles de l'OMC n'empêchent pas l'application de taxes d'un quelconque montant, pour autant qu'elles soient conformes aux principes du traitement national et de la non-discrimination.

29.24. S'agissant du ciment, les règles relatives à la certification du ciment GOST-R ont été élaborées pour garantir la sécurité et la qualité des produits, tant importés que nationaux, mis en circulation sur le marché de la Fédération de Russie. La Fédération de Russie indique que certaines des dispositions de cette norme font actuellement l'objet d'un réexamen.

29.25. Pour ce qui est des faits nouveaux au niveau de l'UEE, la Fédération de Russie fait savoir que les États membres de l'UEE ont décidé d'élaborer un règlement technique sur la sécurité des matériaux de construction, qui porte notamment sur le ciment. Selon les prévisions actuelles, le projet de règlement devrait être élaboré d'ici au quatrième trimestre de 2022.

29.26. En ce qui concerne la Loi fédérale sur la viticulture et la vinification, la Fédération de Russie précise que cette loi vise à régler des questions spécifiques relatives à la fabrication de matières premières du vin et de produits du vin en Fédération de Russie. En outre, la loi a pour objectif d'établir un mandat pour le gouvernement et les organisations autogérées, ainsi que de fixer le statut juridique des opérateurs économiques dans le secteur de la viticulture et de la vinification, dans le but d'éliminer la contrefaçon et les obstacles administratifs non nécessaires.

29.27. La Fédération de Russie fait observer que la valeur des importations de vin, y compris en provenance de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie, est restée stable ou a augmenté à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi, comme l'indiquent les statistiques douanières. Au vu de ces éléments, on ne peut que conclure que la Loi n'a eu aucune incidence négative sur le commerce traditionnel des produits du vin.

29.28. S'agissant des indications géographiques, la Fédération de Russie fait observer que ces dernières sont protégées en vertu de son Code civil. Les appellations "Cognac" et "Shampanskoe" ne bénéficient d'aucune protection sur son territoire, puisqu'il s'agit de noms génériques que les consommateurs russes associent à certaines catégories de produits. Selon l'article 24:6 de l'Accord sur les ADPIC, aucune disposition n'exigera d'un Membre de l'OMC qu'il applique la protection en ce qui concerne une indication géographique de tout autre Membre de l'OMC pour les produits ou services dont l'indication pertinente est identique au terme usuel employé dans le langage courant comme nom commun de ces produits. Par ailleurs, ni l'Accord sur les ADPIC, ni aucune convention de l'OMPI n'établissent une liste d'indications géographiques reconnues automatiquement.

29.29. En ce qui concerne l'interdiction d'exporter du bois, la Fédération de Russie fait observer qu'aucune interdiction d'exportation n'est en vigueur pour les produits du bois en provenance de son territoire. Toutes les mesures introduites par la Fédération de Russie en matière de réglementation des exportations des produits du bois, y compris la réduction du nombre de points de passage de la frontière par voie ferroviaire, visent plutôt à lutter contre les activités criminelles dans le domaine de l'exploitation forestière illégale et de l'exportation illégale de ces produits.

29.30. Le Système de traçabilité et de suivi de la Fédération de Russie vise à lutter contre la contrefaçon et la contrebande, ainsi qu'à s'assurer du paiement de toutes les taxes pour chaque article.

29.31. S'agissant des obstacles additionnels au commerce, la Fédération de Russie fait savoir qu'avant que le Système n'entre en vigueur pour chaque catégorie de produits, le gouvernement mène à bien les projets pilotes pertinents en collaboration avec le secteur privé (fabricants, importateurs, représentants d'entreprises étrangères). Ces projets pilotes sont généralement réalisés plus d'une année avant la mise en œuvre, afin de s'assurer du bon fonctionnement du

Système et d'éviter tous problèmes et contraintes techniques avant sa mise en œuvre. En outre, les statistiques relatives aux codes publiés et aux importations montrent que cette mesure n'a aucune incidence sur le commerce.

29.32. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

30 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

30.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

30.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

30.3. Les États-Unis doivent faire part de leurs préoccupations en ce qui concerne la norme NOM-223 du Mexique intitulée "Procédures d'évaluation de la conformité des fromages", une mesure qui pourrait être finalisée d'ici à décembre 2021 et mise en œuvre en 2022. Les préoccupations des États-Unis sont de quatre ordres.

30.4. Tout d'abord, la NOM-223 contient un système d'évaluation de la conformité qui est excessivement restrictif pour le commerce, comme les États-Unis l'ont expliqué en détail par le passé. Fournir des informations aux consommateurs sur la qualité du fromage est généralement une entreprise à faible risque. Les États-Unis et l'industrie s'inquiètent du fait que le régime mexicain n'est pas proportionnel à ces risques et que le Mexique ne semble pas avoir sérieusement envisagé les alternatives disponibles pour répondre aux besoins des consommateurs. En conséquence, les États-Unis demandent au Mexique d'interrompre la finalisation du règlement et d'examiner les alternatives précédemment proposées par le gouvernement américain et les parties prenantes de l'industrie, y compris l'utilisation de normes d'identité, d'étiquetage ou de déclaration de conformité des fournisseurs pour démontrer l'achèvement des procédures de test par des tiers. Les États-Unis ont également demandé au Mexique de notifier ce projet de mesure révisé au Secrétariat de l'OMC aux termes de l'Accord OTC, en ménageant un délai d'au moins 60 jours pour la présentation d'observations.

30.5. Deuxièmement, les fromages fabriqués à partir de graisses animales devront se soumettre à ces lourdes exigences en matière de tests et de certification, alors que les fromages produits à partir de graisses végétales n'y seront pas soumis. Les États-Unis demandent au Mexique d'expliquer le raisonnement qui sous-tend la différence de traitement de ces produits.

30.6. La troisième préoccupation des États-Unis porte sur la question de savoir si le Mexique a sérieusement pris en compte les observations des Membres de l'OMC et des parties prenantes. En 2020, les parties prenantes ont apporté leur contribution à un projet et ont participé de bonne foi au groupe de travail qui s'est conclu en septembre 2020; le projet final est sensiblement différent du projet convenu par ce groupe de travail.

30.7. La quatrième préoccupation des États-Unis concerne les processus de révision de la NOM-223 qui prêtent à confusion et peuvent être contradictoires. À cet égard, les États-Unis souhaitent savoir comment le Mexique harmonisera la procédure finale d'évaluation de la conformité des fromages de la NOM-223 avec la norme sur les fromages établie dans la NOM-223, toujours en cours d'élaboration en 2021.

30.8. Une fois encore, les États-Unis demandent au Mexique de suspendre la procédure d'évaluation de la conformité des fromages (sous sa forme obligatoire) et de réexaminer les alternatives moins restrictives pour le commerce présentées par les autres Membres de l'OMC et les parties prenantes de l'industrie laitière.

30.9. Le délégué du Mexique a indiqué ce qui suit:

30.10. Comme indiqué précédemment, la mesure en question vise à régler les questions et problèmes liés à l'authenticité des produits appelés "fromage" mis en vente sur le territoire mexicain, à informer les consommateurs à leur sujet et à empêcher toute pratique qui pourrait induire en

erreur. Les autorités mexicaines continuent d'analyser la procédure d'évaluation de la conformité de manière approfondie à la lumière des procédures internationales, afin de parvenir à une réglementation appropriée, d'assurer la conformité avec ces procédures internationales et d'atteindre les objectifs légitimes poursuivis par la procédure d'évaluation de la conformité. Par ailleurs, toute modification sera notifiée au Comité OTC en temps opportun, à l'issue de consultations menées avec les Membres de l'OMC.

30.11. Le Mexique est disposé, par des voies de communication ouvertes et transparentes, à dissiper les doutes que les Membres pourraient avoir au sujet de la procédure d'évaluation de la conformité, et à informer ces derniers de tout progrès réalisé par le biais de ses points de contact compétents.

30.12. Enfin, le Mexique estime que ce point de l'ordre du jour est un bon exemple de la nécessité de mieux coordonner les dates de réunion du Conseil et de ses organes subsidiaires. Il encourage le Président à poursuivre ses consultations pour améliorer la planification de l'ordre des dates des réunions, dans la mesure où ces questions techniques gagneraient à être examinées dans le cadre de ces organes techniques avant d'être examinées au sein du Conseil. Le Mexique est en effet d'avis que les Membres pourraient résoudre ces questions au sein des organes subsidiaires du Conseil sans avoir à surcharger l'ordre du jour déjà très dense de ce dernier.

30.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

31 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

31.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

31.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

31.3. Les États-Unis notent que la Chine a publié la version finale de cette mesure en tant que Décret n° 248 du 12 avril 2021, avec une date de mise en œuvre fixée au 1^{er} janvier 2022. Une fois appliquée, cette mesure créera des perturbations commerciales majeures pour les États-Unis et pour chaque pays qui exporte des produits alimentaires et agricoles vers la Chine. Les États-Unis sont très préoccupés par le fait que la Chine n'a pas fourni d'orientations détaillées en ce qui concerne l'application de cette mesure, mais prévoit néanmoins de la mettre en œuvre au 1^{er} janvier 2022. Toute mesure de cette ampleur nécessite qu'un délai beaucoup plus long soit ménagé afin de permettre à la branche de production de la mettre en œuvre. Par conséquent, les États-Unis demandent à la Chine de suspendre immédiatement la mise en œuvre de ces mesures ou de la différer d'au moins 18 mois, jusqu'à ce que des orientations suffisantes aient été fournies et que des réponses aient été apportées aux questions des pays exportateurs.

31.4. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

31.5. La Norvège souligne sa préoccupation en ce qui concerne ces mesures, comme indiqué dans le cadre du dernier examen de la politique commerciale de la Chine, dans la mesure où elles ont une incidence sur les exportations norvégiennes de produits alimentaires vers la Chine. Elle reviendra sur cette question à la réunion du Comité SPS qui se tiendra plus tard dans la semaine.

31.6. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

31.7. L'Union européenne souhaite se faire l'écho des préoccupations soulevées par les États-Unis au sujet de la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration des douanes de la Chine. L'UE ne remet pas en question l'objectif de la Chine consistant à faire en sorte que les produits alimentaires importés proviennent de sources légitimes. Toutefois, elle est très préoccupée par la manière dont la Chine procède à la mise en œuvre de l'enregistrement prévu des entreprises exportatrices.

31.8. La Chine et l'Union européenne échangent d'importants volumes de produits alimentaires et de boissons par le biais de dizaines de milliers d'entreprises; certaines d'entre elles sont grandes, bon nombre petites. Pour permettre un enregistrement efficace des entreprises, il est indispensable

de disposer d'orientations claires, de formulaires types d'enregistrement et de périodes de transition réalistes, afin d'éviter de perturber les relations entre les entreprises des deux parties. Toutefois, au lieu d'offrir de telles informations, en organisant des séminaires ou des sessions d'information par exemple, la Chine a adressé une lettre aux États membres de l'UE et à d'autres partenaires commerciaux pour leur demander d'identifier et d'enregistrer dans un délai de 5 semaines les entreprises qui exportent 14 catégories de produits insuffisamment définies.

31.9. Ce délai est impossible à respecter, puisque des dizaines de milliers d'entreprises sont visées. Étant donné que les produits qu'il est prévu d'importer en Chine au début de l'année prochaine ont déjà été fabriqués, si les délais actuels sont maintenus, les Décrets n° 248 et n° 249 risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et de retarder l'approvisionnement alimentaire en Chine.

31.10. L'Union européenne prie instamment la Chine: i) de reporter la mise en œuvre du Décret n° 248 jusqu'à ce que des orientations détaillées, des formulaires types et des sites Web opérationnels soient disponibles; ii) de définir clairement au moyen de leurs codes du SH ces catégories de produits pour lesquelles l'enregistrement est requis dans le cadre de la procédure dite "d'enregistrement sur recommandation" prévue à l'article 8 du Décret n° 248, et de préciser les étapes spécifiques que doivent suivre les autorités compétentes étrangères, en particulier en ce qui concerne la "Déclaration de conformité"; et iii) de ménager des périodes de transition réalistes et réalisables d'au moins 18 mois pour l'auto-enregistrement des entreprises au titre de l'article 9 du Décret n° 248. Les échanges commerciaux avec les entreprises qui ne sont pas encore enregistrées devraient se poursuivre sans interruption.

31.11. Une fois les enregistrements approuvés et les numéros d'enregistrement attribués, les dispositions relatives à l'étiquetage de l'article 15 doivent être mises en œuvre avec des périodes de transition appropriées. En particulier, les produits ayant une longue durée de conservation, comme les spiritueux, peuvent rester dans les stocks des détaillants pendant de nombreux mois et doivent être protégés par des périodes de transition d'au moins 36 mois. L'Union européenne demande instamment à la Chine d'organiser des sessions d'information à l'intention des partenaires commerciaux et des branches de production, pour favoriser une meilleure compréhension des nouvelles prescriptions en matière d'enregistrement.

31.12. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

31.13. Le Royaume-Uni est préoccupé par le fait que l'application de telles mesures à tous les produits alimentaires, indépendamment du risque, pourrait créer des obstacles non nécessaires et nuire au commerce des produits alimentaires. Il demande une nouvelle fois à la Chine de partager les évaluations des risques et les preuves scientifiques à l'appui de l'application prévue des mesures. En l'absence de clarté sur les produits alimentaires concernés et sur la façon dont les mesures seront appliquées, il n'est pas possible pour les fabricants de produits alimentaires ou les autorités nationales de s'adapter à une quelconque nouvelle prescription. Le Royaume-Uni demande par conséquent à la Chine de reporter la mise en œuvre de ces mesures et, dans l'intervalle, de faire toute la clarté sur leur portée et leur application.

31.14. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

31.15. La Suisse partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet de ces deux décrets – le Décret n° 248 et le Décret n° 249 – publiés par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). La Suisse comprend et soutient l'objectif de la Chine qui est de faire en sorte que seuls des produits alimentaires sûrs soient importés. Elle regrette cependant que les mesures continuent de viser toutes les catégories de produits alimentaires, indépendamment de leur profil de risque, et paraissent plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés. La Suisse a également fait part de ses préoccupations à ce sujet lors de réunions précédentes du Comité SPS et du Comité OTC.

31.16. La Suisse fait observer qu'il reste de nombreuses questions en suspens au sujet desquelles ni elle ni sa branche de production ne dispose de renseignements suffisants. Les renseignements sont notamment incomplets en ce qui concerne les catégories de produits (par leurs codes du SH), les types d'activités qui devront faire l'objet d'un enregistrement, ou encore les questions relatives

à l'étiquetage. La Suisse encourage vivement la Chine à communiquer des renseignements à tous les Membres de l'OMC intéressés au sujet des lignes directrices détaillées, des règles de mise en œuvre et des formulaires types, aussi rapidement que possible. Il est important que tous les Membres disposent des mêmes renseignements nécessaires, qu'ils pourront ensuite communiquer à leurs autorités compétentes et à leurs branches de production. En outre, la Suisse invite la Chine à prévoir des périodes de mise en œuvre et de transition réalistes et réalisables, et demande un délai supplémentaire d'au moins 18 mois.

31.17. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

31.18. La République de Corée souhaite se joindre aux autres pays pour faire part de sa préoccupation en ce qui concerne les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Les mesures, telles que l'élargissement de la gamme des produits visés, et les prescriptions relatives aux dangers présentés par les produits alimentaires, peuvent faire peser une charge excessive sur les autorités du pays exportateur, créant ainsi un obstacle non nécessaire au commerce. Par conséquent, la Corée prie instamment la Chine de clarifier les lignes directrices pertinentes relatives au processus d'enregistrement et de ménager un délai raisonnable pour permettre aux gouvernements et entreprises étrangers de préparer l'application de ces mesures.

31.19. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

31.20. Le Brésil a suivi le processus réglementaire chinois relatif à l'enregistrement des producteurs d'aliments importés, tant au niveau bilatéral qu'au Comité OTC. Dans ces différents contextes, le gouvernement chinois n'a toujours pas fourni d'éclaircissements au sujet de l'analyse des risques qui sous-tend ses prescriptions disproportionnées pour les produits alimentaires de différentes catégories. D'après l'évaluation faite par le Brésil, les nouvelles prescriptions constituent des obstacles non nécessaires non seulement pour le secteur privé brésilien, mais aussi pour les organismes de réglementation brésiliens, qui devraient exercer les fonctions d'autorité nationale compétente pour une liste de produits beaucoup plus vaste qu'à l'accoutumée, dont plusieurs présentent un risque faible ou nul pour la santé, et sans disposer d'une période d'adaptation adéquate.

31.21. Le délégué du Mexique a indiqué ce qui suit:

31.22. Le Mexique souhaite indiquer qu'il fera une déclaration au Comité OTC pour demander davantage d'éclaircissements au sujet de la portée et de l'application de cette mesure.

31.23. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

31.24. Le Canada partage les préoccupations soulevées par les États-Unis et d'autres Membres. Le Canada et les autres Membres continuent d'exprimer des préoccupations et des difficultés de taille en ce qui concerne les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des fabricants étrangers d'aliments importés. Le Canada craint que les décrets n'aient une incidence négative sur le commerce. En effet, ces mesures sont larges, de portée générale et auront une incidence significative sur les exportations à destination de la Chine. Le Canada reste préoccupé par le fait que les mesures administratives mises en œuvre par la Chine sont excessivement contraignantes et injustifiées, du fait qu'elles ne semblent pas reposer sur une évaluation des risques réalisée au moyen des techniques d'évaluation des risques développées par les organisations internationales et qu'elles vont au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer une protection contre les risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Canada appelle instamment la Chine à fournir aux Membres des renseignements additionnels et des éclaircissements au sujet de la mise en œuvre des Décrets n° 248 et n° 249, et à différer la mise en œuvre de 18 mois, afin de permettre aux gouvernements étrangers et aux branches de production de comprendre pleinement les nouvelles prescriptions énoncées dans les décrets et de s'y conformer.

31.25. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

31.26. L'Australie craint que le Règlement de la Chine sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés, promulgué en tant que Décret n° 248, n'ait pour effet de restreindre ou de désorganiser inutilement les échanges. Par ailleurs, les Membres

n'ont pas disposé de suffisamment de temps ni de renseignements pour pouvoir s'enregistrer, s'adapter et se préparer avant que ces mesures n'entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

31.27. L'Australie avait déjà soulevé ses préoccupations au Comité SPS et au Comité OTC, mais les réponses fournies par la Chine dans le cadre desdits comités n'ont pas été rassurantes. En réalité, au début du mois d'octobre 2021, la Chine a informé le gouvernement australien qu'elle avait fixé au 31 octobre 2021 la date limite pour la soumission des renseignements nécessaires à l'enregistrement au titre de l'article 7, ce qui ne laissait que quelques jours pour rassembler et fournir les renseignements pertinents à la Chine.

31.28. En outre, les entreprises dont les exportations seraient visées par l'article 9 du Décret n° 248 ne sont toujours pas en mesure de s'enregistrer et, à deux mois de la mise en œuvre, les prescriptions spécifiques auxquelles ces entreprises devront satisfaire doivent encore être précisées. De la même manière, l'Australie ne dispose pas non plus de suffisamment de clarté en ce qui concerne les prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits devant être exportés en 2022, ainsi que les procédures applicables aux entreprises qui souhaitent exporter vers la Chine pour la première fois. De nombreuses entreprises procèdent déjà à la fabrication et à l'étiquetage des produits destinés à l'exportation en 2022 et auraient besoin de temps pour ajuster leurs paramètres et écouler les produits existants. Le fait que la Chine tarde à clarifier la manière dont ces produits seront traités augmente le risque potentiel de perturbation des échanges une fois les mesures en vigueur.

31.29. Les exportateurs australiens de produits alimentaires sont disposés à respecter les prescriptions de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais les entreprises et les gouvernements ont besoin de clarté et d'un délai raisonnable pour effectuer les changements nécessaires à la mise en conformité avec les nouvelles mesures. Dans ce contexte, l'Australie demande à la Chine de différer la mise en œuvre d'au moins 18 mois et de fournir des orientations plus détaillées afin de permettre aux Membres de l'OMC et aux entreprises de se préparer et de s'enregistrer, et de faire en sorte que les procédures administratives soient mises en œuvre et testées comme il se doit. L'Australie apprécierait également de pouvoir engager des discussions bilatérales avec la Chine pour examiner la manière dont elle peut atteindre les objectifs de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, tout en faisant en sorte que les échanges ne soient pas inutilement perturbés.

31.30. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

31.31. Le Taipei chinois remercie les États-Unis d'avoir porté ce point de l'ordre du jour devant le Comité du commerce des marchandises pour la première fois. Il fait observer que cette question concerne le projet chinois de "Mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés (Décret n° 248)", publié le 12 avril 2021 et dont la date de mise en œuvre est fixée au 1^{er} janvier 2022.

31.32. En réalité, de nombreux Membres, dont le Taipei chinois, ont déjà maintes fois exprimé la même préoccupation au Comité OTC et au Comité SPS depuis février 2020. En outre, à la dernière réunion relative à l'examen de la politique commerciale de la Chine, le Taipei chinois a entendu de nombreux Membres formuler expressément leurs graves préoccupations au sujet de ce nouveau règlement, y compris de l'incidence négative des perturbations immédiates des échanges, des retards et des contraintes administratives supplémentaires. Ceci montre clairement que même à l'heure actuelle, alors que la Chine a introduit sa mesure, de nombreuses incertitudes subsistent quant à son interprétation et sa mise en œuvre, et les Membres continuent de s'interroger sur des détails connexes, notamment la gamme des produits et installations visés par cette mesure, les prescriptions en matière d'enregistrement et les lignes directrices sur la manière de compléter les documents relatifs à la demande, les procédures et délais en matière d'audits, et le réexamen et le renouvellement de l'enregistrement.

31.33. Au-delà de la possible incompatibilité de la mesure avec l'Accord SPS et l'Accord OTC, le Taipei chinois se demande également comment cette mesure pourrait être compatible avec le GATT, y compris avec son article XI:1 qui interdit aux Membres d'instituer une quelconque restriction à l'importation dont l'application est faite au moyen de tout autre procédé, et comment elle pourrait être justifiée au regard de l'article XX du GATT compte tenu de sa nature discriminatoire et excessive. En raison de sa possible incompatibilité avec le GATT et d'autres Accords de l'OMC, de son degré

élevé d'incertitude et de l'absence d'une période de transition suffisante, cette mesure a suscité une grande inquiétude parmi les autorités administratives et les opérateurs économiques étrangers. En conséquence, le Taipei chinois se joint aux autres pays pour demander instamment à la Chine de reporter de manière significative, à tout le moins, sa date de mise en œuvre, afin d'accorder aux autorités administratives et aux opérateurs économiques étrangers suffisamment de temps pour qu'ils soient davantage à même de se préparer à cette nouvelle prescription administrative.

31.34. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

31.35. Afin d'assurer la santé et la sécurité de sa population, la Chine a procédé à la révision de ses règlements antérieurs relatifs à la gestion de l'innocuité des produits alimentaires importés et exportés, ainsi qu'à la gestion de l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Le 12 avril 2021, l'Administration générale des douanes de la Chine a publié deux décrets: le Décret n° 248 et le Décret n° 249, qui prendront effet le 1^{er} janvier 2022. Avant leur publication, conformément aux règles pertinentes de l'OMC, la Chine avait publié une circulaire invitant les Membres concernés de l'OMC à présenter des observations et des suggestions. La Chine se félicite des informations reçues en retour et fait savoir que certaines des opinions et suggestions raisonnables des Membres ont déjà été intégrées. Elle fournira bientôt des renseignements additionnels au sujet des deux décrets susmentionnés. En outre, la Chine indique que le Décret n° 248 n'aura pas d'incidence sur la mise en œuvre des protocoles bilatéraux qu'elle a conclus avec d'autres Membres de l'OMC.

31.36. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

32 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

32.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

32.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

32.3. Les États-Unis doivent exprimer leurs vives préoccupations quant à la mesure de l'Inde prescrivant que les autorités compétentes des pays exportateurs fournissent un "certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM" pour chaque lot. Le Décret s'est traduit par des obstacles importants pour les exportations des États-Unis à destination de l'Inde, et l'interruption des échanges risque d'entraîner à l'avenir des pénuries de produits susceptibles de causer des hausses de prix pour les consommateurs indiens et de nouvelles perturbations pour les chaînes d'approvisionnement indiennes. Les États-Unis sont en outre préoccupés par le manque de cohérence et de clarté dont l'Inde fait preuve à l'égard des prescriptions en matière de certification établies par cette mesure.

32.4. La communication par l'Inde de documents "explicatifs" sur la portée et le calendrier du Décret n'a pas permis de répondre aux préoccupations des États-Unis, et le fait est qu'ils n'apportent pas non plus d'éclaircissements sur le fondement scientifique de la mesure. Bien que le Décret soit conçu pour s'appliquer aux seules productions vivrières, et non aux produits transformés ou aux produits destinés à la consommation animale, l'Inde n'a pas défini de critères au regard desquels un produit doit être considéré comme "transformé", et n'a pas non plus instauré de procédure permettant de déterminer l'utilisation finale d'un produit. Selon les dispositions du Décret, celui-ci est censé s'appliquer de façon temporaire, "dans l'attente de l'élaboration de règlements" relatifs aux produits alimentaires génétiquement modifiés et dérivés d'OGM, mais l'Inde n'a pas notifié de date d'abrogation.

32.5. Les États-Unis encouragent donc le pays à faire preuve de la cohérence et de la clarté nécessaires afin de favoriser un commerce sûr pour les 24 productions vivrières énumérées. Compte tenu des préoccupations susmentionnées, les États-Unis demandent à l'Inde de lever immédiatement cette mesure. Si cela ne lui est pas possible, les États-Unis lui demandent d'engager rapidement un dialogue avec eux et les autres Membres de l'OMC, et d'étudier des solutions de

remplacement moins perturbatrices pour le commerce et fondées sur des données scientifiques, qui puissent être mises en œuvre d'une manière non discriminatoire.

32.6. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

32.7. Le fait que les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex en lien avec la méthode d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants fait l'objet d'un consensus à l'échelle internationale. Par conséquent, selon l'Uruguay, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans le Décret en question, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. Au vu de cet objectif, l'Uruguay souhaite donc réaffirmer que de son point de vue, cette mesure devrait être notifiée au Comité SPS.

32.8. L'Uruguay tient à souligner l'importance qu'il y a pour les Membres à établir des mesures fondées sur des principes scientifiques, et en particulier à appliquer ces mesures en cherchant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions de l'Accord SPS. L'Uruguay reste attentif à toute observation ou question que la délégation de l'Inde pourrait formuler comme suite aux préoccupations que des Membres ont exprimées aussi bien à Genève qu'à New Delhi, y compris dans une note conjointe présentée en janvier 2021 par un certain nombre de pays, dont l'Uruguay.

32.9. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

32.10. Le Canada partage les préoccupations émises par les États-Unis. Le Canada a également soulevé des préoccupations commerciales spécifiques aux Comités OTC et SPS au sujet du Décret de l'Inde sur les produits non génétiquement modifiés, selon lequel les lots de produits alimentaires importés doivent être accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés ou sans OGM. Le Canada encourage l'Inde à intégrer les renseignements scientifiques et techniques à son approche afin de favoriser un environnement commercial transparent, prévisible, et fondé sur les risques et sur des données scientifiques, conformément aux engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC. Le Canada demande au pays de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans qu'un certificat soit exigé en attendant qu'une solution viable soit trouvée. Cela donnerait à l'Inde la possibilité de poursuivre les discussions avec les Membres afin d'examiner et d'envisager une autre approche moins restrictive pour le commerce qui répondrait à ses objectifs et réduirait au minimum l'incidence sur les échanges. Le Canada serait heureux de contribuer à ces discussions et de partager la vaste expérience qu'il a dans ce domaine.

32.11. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

32.12. L'Inde souhaite faire savoir aux Membres que la prescription relative à la réglementation de l'importation des produits alimentaires génétiquement modifiés est fondée sur des dispositions qui existent déjà dans la Loi de 1986 sur la protection de l'environnement, et qu'elle n'est pas nouvelle. Le Décret de l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI), daté du 21 août 2020, qui prescrit un certificat de non-modification génétique pour l'importation de 24 productions vivrières, est uniquement une garantie donnée par les autorités compétentes des pays exportateurs que les productions vivrières qui ne sont pas approuvées par le Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC) en raison de leur modification génétique ne sont pas importées en Inde.

32.13. Il convient aussi de relever que cette prescription a déjà été notifiée à l'OMC. Elle n'a pas d'effet restrictif sur le commerce puisqu'elle s'applique uniformément aux importations en provenance de tous les pays. L'Inde souhaite en outre préciser que la prescription relative au certificat de non-modification génétique n'est pas applicable à l'importation de produits alimentaires transformés et d'aliments pour animaux. À cela s'ajoute que l'attestation de non-modification génétique figurant sur les certificats phytosanitaires, qui est déjà délivrée pour chaque lot, est également acceptable. Les Membres pourront aussi prendre note du fait que plusieurs grands partenaires commerciaux respectent cette prescription et fournissent une copie des certificats de non-modification génétique suivant les modalités prescrites pour les lots destinés à l'exportation.

L'Inde est néanmoins disposée à approfondir l'examen de cette question avec les États-Unis, l'Uruguay et le Canada pour apporter toute précision supplémentaire.

32.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

33 ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE: PLATE-FORME EN LIGNE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ SABER/PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES PRODUITS SALEEM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

33.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

33.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

33.3. En la présente occasion, les États-Unis font part au Conseil de leurs préoccupations concernant la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité SABER/le programme de la sécurité des produits SALEEM du Royaume d'Arabie saoudite afin de trouver une solution quant au manque de clarté de son programme d'évaluation de la conformité, qui englobe 40 règlements techniques visant un large éventail de marchandises, y compris des matériaux de construction, des produits électriques, des scies, des textiles et des jouets. Bien que les États-Unis aient, aux côtés de la Suisse et de l'Union européenne, soulevé des préoccupations concernant ce programme aux cinq dernières réunions du Comité OTC, ces préoccupations sont restées sans réponse.

33.4. SABER est un système en ligne qui a été mis en place par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO), aux fins de la gestion du programme SALEEM. SABER permet aux exportateurs, aux importateurs et aux fabricants locaux d'obtenir par voie électronique le certificat de conformité du produit (PCoC) et le certificat de conformité des expéditions (SCoC) requis pour leurs produits. Le PCoC constitue une homologation visant les produits à risque moyen et élevé qui sont régis par des règlements techniques obligatoires et le SCoC est requis pour les autres produits ne nécessitant pas d'homologation, qu'ils soient réglementés ou non.

33.5. Premièrement, ce programme d'évaluation obligatoire de la conformité n'a jamais été notifié à l'OMC pour la présentation d'avis et d'observations, malgré des demandes répétées de notification, y compris la dernière demande de renseignements formulée par les États-Unis le 1^{er} février 2021. Les États-Unis demandent à l'Arabie saoudite de notifier ce programme aux Membres de l'OMC pour qu'ils formulent des observations.

33.6. Deuxièmement, le processus d'enregistrement et de certification reste inutilement astreignant et chronophage pour les exportateurs états-uniens. Les États-Unis prient l'Arabie saoudite de simplifier le processus d'enregistrement et de certification, et de mettre en œuvre des lignes directrices claires et transparentes.

33.7. Troisièmement, les branches de production signalent que les codes SH du système SABER, y compris ceux figurant sur le site Web de SABER, diffèrent souvent des codes SH internationaux. Les États-Unis demandent que la SASO fournisse la liste des produits, en utilisant des codes SH complets à 10 chiffres, pour lesquels elle exige une certification par un tiers et de nouveaux certificats de conformité en lieu et place des autodéclarations.

33.8. Quatrièmement, les États-Unis constatent que la question des modalités d'obtention du symbole de suivi de la conformité du CCG (GCTS) reste source de confusion. Les États-Unis demandent à l'Arabie saoudite de clarifier les exigences en matière de documentation pour les fabricants lorsqu'ils s'adressent aux organismes notifiés en vue d'obtenir le GCTS et le numéro d'inscription requis sur SABER.

33.9. Enfin, les États-Unis relèvent que les fabricants signalent une incohérence des procédures d'évaluation de la conformité requises dans les règlements techniques mis en œuvre par les organismes notifiés; les États-Unis demandent comment la SASO s'emploie à faire en sorte que tous les organismes notifiés mettent en œuvre les procédures d'évaluation de la conformité de la même manière. Les États-Unis attendent avec intérêt de recevoir la réponse de l'Arabie saoudite.

33.10. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

33.11. La Suisse est préoccupée par l'impact négatif que la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité SABER pourrait avoir sur ses échanges bilatéraux avec le Royaume d'Arabie saoudite pour une série de produits. Comme d'autres Membres de l'OMC, la Suisse suit également cette question dans le cadre du Comité OTC.

33.12. Le processus d'enregistrement et de certification reste coûteux, astreignant et chronophage pour les exportateurs suisses. Les fabricants continuent de signaler que les organismes reconnus demandent des frais excessifs pour la réalisation des procédures d'évaluation de la conformité. Selon le secteur, des procédures d'évaluation de la conformité strictes sont appliquées à des produits qui, pour la plupart, sont considérés comme présentant un risque faible. En outre, une certification et un enregistrement supplémentaires par des tiers sont exigés pour les mêmes produits à faible risque qui ont déjà été certifiés et enregistrés dans le système. Le processus d'enregistrement et de certification se traduit par des coûts et des prescriptions en matière de documentation qui sont disproportionnés, en particulier pour les entreprises exportant des produits de qualité en petites quantités, ce qui les dissuade d'entrer sur le marché.

33.13. La Suisse apprécierait que le Royaume d'Arabie saoudite fasse en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus strict qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, la Suisse encourage le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes internationales, à mettre en œuvre des lignes directrices claires et transparentes et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme.

33.14. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

33.15. Le Royaume d'Arabie saoudite remercie les États-Unis et la Suisse de soulever la question de la plate-forme SABER et du programme SALEM. Le Royaume d'Arabie saoudite prend note des déclarations faites par les intervenants précédents et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a effectuée à la réunion du Comité OTC de juin 2021, par laquelle il avait répondu à cette préoccupation. L'Arabie saoudite demande en outre à recevoir les déclarations par écrit pour qu'elles puissent être transmises à la capitale.

33.16. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

34 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

34.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

34.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

34.3. Les États-Unis remercient le Panama de poursuivre les discussions bilatérales sur la mise en œuvre de ses règlements techniques relatifs aux pommes de terre et aux oignons. Les États-Unis remercient aussi le Panama d'avoir reporté de six mois la mise en œuvre du règlement relatif aux pommes de terre. Les États-Unis se félicitent certes de la flexibilité dont le Panama a fait preuve au sujet du règlement relatif aux pommes de terre, mais les exportateurs bénéficieraient d'une plus grande certitude économique si la mesure était suspendue jusqu'à la fin des discussions techniques.

34.4. Au cours des discussions bilatérales, les États-Unis ont indiqué que les règlements techniques du Panama concernant les pommes de terre et les oignons semblaient être incompatibles avec les normes internationales en la matière et, de plus, que les prescriptions du Panama semblaient être injustifiées et inutilement restrictives pour le commerce. Compte tenu de ces considérations, les États-Unis demandent une nouvelle fois au pays de fournir la justification scientifique de ses mesures ou de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à la fin des discussions techniques.

34.5. Le délégué du Panama a indiqué ce qui suit:

34.6. Le Panama remercie les États-Unis de leurs observations et a pris note de leurs préoccupations. Il tient compte des observations des partenaires commerciaux concernés par la mesure, comme en témoigne le délai supplémentaire de six mois qui a été accordé lorsque la modification des prescriptions relatives aux pommes de terre est entrée en vigueur. Le Panama œuvre au niveau bilatéral pour répondre aux préoccupations de ses partenaires commerciaux et attend avec intérêt de s'employer avec eux à chercher des solutions mutuellement satisfaisantes. Les observations que le Panama a précédemment formulées au sujet de cette préoccupation commerciale restent toutefois d'actualité. Le Panama communiquera au Comité tout renseignement qu'il recevrait de sa capitale à l'issue de ces discussions.

34.7. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

35 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

35.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

35.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

35.3. La Chine regrette de devoir soulever une nouvelle fois cette question, ses préoccupations n'ayant pas été prises en considération. La Chine exprime à nouveau ses vives préoccupations quant à certaines mesures que les États-Unis ont prises et qui restreignent la fourniture de produits de communication par les entreprises chinoises sur le marché états-unien. À cet égard, la Chine considère que la sécurité nationale ne doit pas servir de défense à un protectionnisme commercial déguisé. En conséquence, la Chine exhorte les États-Unis à se conformer aux règles de l'OMC et à s'abstenir de leur pratique unilatérale consistant à abuser de l'exception de sécurité nationale.

35.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

35.5. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

35.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

36 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

36.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

36.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

36.3. Les États-Unis continuent d'imposer des mesures de contrôle des exportations à l'égard des entreprises chinoises, abusant de la puissance publique pour opprimer ces dernières sans disposer d'aucun élément de preuve. Les États-Unis ont inscrit plus de 900 entreprises, entités et personnes chinoises sur leur liste de contrôle des exportations et pris diverses autres mesures unilatérales qui ont gravement perturbé le cours normal des échanges bilatéraux entre les deux pays. La Chine s'oppose fermement à cette pratique, qui ne tient pas compte des règles fondamentales de l'OMC, y compris en portant atteinte au principe du marché et au principe de la concurrence loyale. La Chine exhorte les États-Unis à mettre immédiatement fin à cette pratique injuste et déloyale afin de créer des conditions favorables à une coopération bilatérale normale en matière de commerce et d'investissement.

36.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

36.5. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

36.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

37 AUSTRALIE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

37.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

37.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

37.3. La Chine regrette de soulever à nouveau cette question, mais elle estime ne pas avoir encore reçu de réponses directes aux questions clés qu'elle a posées à l'Australie. La Chine est aussi très profondément préoccupée par l'extension de l'interdiction aux réseaux 4G existants. L'Australie estime que la question de la sécurité des réseaux de télécommunication devrait être traitée sur la base de faits et de données scientifiquement vérifiables, plutôt qu'en fonction de l'origine des fournisseurs. La Chine exhorte l'Australie à revoir ses politiques réglementaires dans le secteur des télécommunications, à offrir un accès équitable au marché aux entreprises chinoises, et à mettre ses actes en conformité avec les règles de l'OMC.

37.4. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

37.5. L'Australie prend note de la déclaration de la Chine. Le pays a soulevé cette question pour la première fois à l'OMC à la fin de 2018. Depuis, l'Australie a engagé un dialogue constructif avec la Chine pour expliquer la raison d'être de sa position sur les réseaux 5G. Comme l'Australie l'a indiqué précédemment, sa position sur les réseaux 5G est sans rapport avec les pays, transparente, fondée sur les risques, non discriminatoire et pleinement compatible avec les règles de l'OMC.

37.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

38 UNION EUROPÉENNE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ PAR LA SUÈDE POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

38.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

38.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

38.3. La Chine continue d'exprimer sa préoccupation vis-à-vis de la mesure suédoise interdisant aux entreprises chinoises de participer à la construction du réseau 5G en Suède. Jusqu'à présent, la Chine n'a vu aucune preuve fournie par l'Administration nationale suédoise des postes et télécommunications montrant que les produits des entreprises chinoises présentaient des risques pour la sécurité en Suède. Par conséquent, la Chine est d'avis que la mesure non transparente prise par la Suède est sans fondement, discriminatoire et incompatible avec les règles de l'OMC. Pour ces raisons, la Chine demande au pays de retirer immédiatement sa mesure discriminatoire et de fournir un environnement équitable, transparent et non discriminatoire aux entreprises chinoises opérant en Suède.

38.4. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

38.5. L'Union européenne note que la question soulevée par la Chine en relation avec la récente mise aux enchères du spectre 5G en Suède fait encore l'objet d'une procédure judiciaire en Suède. Compte tenu de ces procédures en cours, l'Union européenne n'entrera pas dans les détails de cette question à la présente réunion.

38.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

39 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES (PACTE VERT POUR L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2019) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

39.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine et de la Fédération de Russie.

39.2. La déléguée de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

39.3. Le 14 juillet, l'Union européenne a publié un projet de proposition concernant son Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Ce mécanisme s'appliquera aux importations de fer et d'acier, de ciment, d'engrais et de produits chimiques, d'aluminium et d'électricité. La Fédération de Russie continue d'étudier la proposition, même si beaucoup de ses éléments n'ont pas encore été établis et seront présentés dans des lois distinctes.

39.4. La Fédération de Russie a déjà de nombreuses questions à poser, concernant notamment certains éléments du mécanisme proposé et son rapport avec des accords internationaux, y compris l'Accord sur l'OMC. Par exemple, suivant la proposition, à compter de 2023, les produits visés ne seront importés sur le territoire douanier de l'Union européenne que par un déclarant en douane agréé par l'autorité compétente. La Fédération de Russie s'interroge sur les raisons pour lesquelles l'agrément d'un déclarant peut être révoqué. Elle a aussi des questions à poser concernant les méthodes de calcul des émissions intrinsèques et le prix des certificats MACF, y compris, en particulier, leur rapport et leur compatibilité avec les méthodes appliquées dans le SEQUE-UE. Par ailleurs, elle ne peut pas éviter de mettre en cause les exclusions et exemptions du MACF visant les marchandises originaires de certains Membres de l'OMC, ainsi que les adaptations de la valeur par défaut basées sur différents facteurs, dont les ressources naturelles ou les conditions spécifiques du marché et elle a fait distribuer d'autres questions dans le document G/MA/W/172-G/C/W/800. En conclusion, la Fédération de Russie prie instamment l'Union européenne d'examiner ces questions et de fournir ses réponses conformément aux procédures de l'OMC.

39.5. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

39.6. La Chine estime que pour lutter efficacement contre le changement climatique et promouvoir le développement durable, les Membres doivent mettre activement en œuvre la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris et promouvoir la libéralisation des échanges et de l'investissement dans les secteurs verts. Toutefois, le MACF n'est pas conforme aux principes fondamentaux de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, à savoir au principe des responsabilités communes mais différenciées. Il est également incompatible avec les principes de l'OMC qui sous-tendent un système de commerce multilatéral libre et ouvert. De l'avis de la Chine, le MACF ne renforcera pas la confiance mutuelle et ne favorisera pas la croissance économique après la pandémie. En conséquence, la Chine demande à l'Union européenne de préciser comment le MACF respectera les principes du traitement NPF et du traitement national de l'OMC, ainsi que les obligations de l'UE en matière de liste de concessions. Le MACF est une mesure unilatérale et elle susciterait aussi de fortes controverses si, pour être conforme aux règles de l'OMC, elle exigeait que l'UE invoque des clauses d'exception. La Chine est prête à continuer à travailler avec l'Union européenne et d'autres parties pour promouvoir la libéralisation et la facilitation des échanges et l'investissement dans les secteurs verts, et pour répondre collectivement au problème du changement climatique.

39.7. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 39 and 40 de l'ordre du jour:

39.8. L'Inde estime qu'il faudra procéder à un examen juridique approfondi des différents éléments du Pacte vert pour l'Europe, y compris le MACF, pour vérifier sa conformité avec les règles pertinentes de l'OMC. Elle préconise le traitement des questions liées à l'environnement dans le cadre des Accords environnementaux multilatéraux. Les Membres ont proposé des contributions prévues déterminées au niveau national dans les AEP pertinents. Celles-ci se fondent sur les capacités respectives des Membres en honorant le principe des responsabilités communes mais différenciées.

39.9. Des mécanismes comme le MACF visent, d'une part, à imposer de nouveaux engagements à la structure commerciale mondiale, alors que d'autre part, les pays développés Membres n'honorent pas les engagements qu'ils ont pris au titre des AEM. En particulier, l'Inde constate que les éléments ci-après brillent par leur absence: transferts de technologie; financement sous forme de dons; financement à faible taux d'intérêt; et financement de longue durée.

39.10. L'Inde est très déçue d'observer que des engagements additionnels sont exigés précisément des mêmes Membres qui font déjà plus que ne le leur permet leur capacité respective de lutte contre les problèmes de changement climatique, et que cela s'opère actuellement sans le soutien de ceux des Membres qui continuent de générer les plus fortes émissions par habitant, et ce sans honorer les engagements qu'ils ont pris de dégager des ressources technologiques et financières.

39.11. Le délégué du Kazakhstan a indiqué ce qui suit:

39.12. Le Kazakhstan réaffirme la position exprimée à la précédente réunion du CCM et continue de suivre les faits nouveaux récents concernant le MACF de l'UE. Il exhorte une fois de plus l'Union européenne à examiner de manière approfondie la compatibilité du MACF avec les règles et règlements de l'OMC et à veiller à ce que ce mécanisme ne crée pas d'obstacles au commerce.

39.13. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

39.14. L'Uruguay reconnaît les objectifs de politique générale identifiés par l'Union européenne et réaffirme son fort engagement en faveur du climat, qui trouve son expression dans les engagements pris au titre des accords multilatéraux en l'espèce, y compris l'Accord de Paris, et les politiques adoptées en application de ces accords.

39.15. L'Uruguay prend note de la proposition de Règlement établissant le MACF, présentée par la Commission européenne le 14 juillet 2021, dans le cadre du "Pacte vert pour l'Europe". Il suivra de près le processus d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre de ce mécanisme.

39.16. L'Uruguay souhaite une fois de plus souligner l'importance qu'il y a à assurer la compatibilité de la mesure avec les engagements pris par l'Union européenne au titre des Accords de l'OMC. Tout d'abord, il semble important de suivre la mesure et de veiller à ce qu'elle ne contrevienne pas aux articles I, II, et III du GATT. À cet égard, l'Uruguay souhaite savoir, par exemple, comment l'on pourra éviter les éventuelles incohérences résultant de l'application simultanée possible du MACF pour les produits importés et des "quotas gratuits" pour les produits nationaux. De même, il souhaite savoir comment, dans les calculs correspondants, les politiques de réduction des émissions de carbone seront prises en compte séparément de la tarification du carbone appliquée par différents pays. Enfin, il souhaite savoir comment la Commission européenne a traité le principe des "responsabilités communes mais différenciées", énoncé dans l'Accord de Paris, au moment d'établir sa proposition.

39.17. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit concernant les points 39 and 40 de l'ordre du jour:

39.18. Le Brésil appuie l'adoption de politiques qui poursuivent des objectifs environnementaux légitimes, mais s'inquiète de l'adoption de mesures unilatérales qui donnent lieu à d'inutiles répercussions défavorables sur le commerce international, contrairement aux engagements pris par les Membres dans d'autres instances. Lorsque les pays examinent l'interdépendance entre le commerce, le changement climatique et la durabilité environnementale, il importe qu'ils le fassent conformément aux termes, engagements et principes qui sont énoncés dans le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, la CCNUCC, et plus généralement dans le droit international de l'environnement. Fait le plus important, le Brésil rappelle le principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives", qui découle des différentes responsabilités historiques du problème mondial du changement climatique, et qui a été convenu par tous les pays à Rio de Janeiro en 1992.

39.19. Dans ce contexte, le Brésil estime que le Pacte vert pour l'Europe, et le MACF en particulier, doivent nécessairement se conformer non seulement aux règles fondamentales de l'OMC, mais aussi aux principes fondamentaux établis dans le droit international de l'environnement, dont beaucoup sont inscrits dans le programme Action 21, signé à Rio de Janeiro en 1992, comme le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, et de la coopération internationale. Et dans la CCNUCC et l'Accord de Paris, l'Union européenne a accepté de prendre en compte les responsabilités historiques et les capacités respectives, s'engageant ainsi à ne pas chercher à imposer ses normes sur les autres pays. Le Brésil considère en conséquence qu'il faudrait se méfier à plusieurs égards de l'affirmation de l'UE qui prétend que le Pacte vert, et le MACF en particulier, ont de l'ambition.

39.20. Premièrement, on entend par responsabilités historiques le fait que les pays qui se sont industrialisés les premiers, bénéficiant de sources d'énergie bon marché et plus polluantes, devraient assumer une plus grande partie des coûts de la réduction des émissions. Dans ce contexte, les Membres devraient tenir compte non seulement des émissions directes sur le sol européen mais aussi de la façon dont les entreprises européennes ont bénéficié des activités polluantes dans le monde entier pendant plus de deux siècles.

39.21. Deuxièmement, l'accès au financement est un aspect fondamental. Un pays qui a un ratio dette/PIB de plus de 100%, et qui peut emprunter à un très faible coût, n'est pas nécessairement plus ambitieux du point de vue de ses investissements ou de ses politiques qu'un pays qui a un ratio dette/PIB beaucoup plus bas, mais qui doit faire face au défi d'une nouvelle réduction progressive de l'assouplissement quantitatif ("taper tantrum") pour financer ses investissements dans la durabilité.

39.22. Troisièmement, si chaque Membre devait appliquer les critères qui sont le plus avantageux pour lui, le Brésil pourrait, de son côté, imposer des taxes aux pays en deçà de son niveau d'"ambition", à savoir un réseau reposant à 80% sur les énergies renouvelables; d'autres pays pourraient aussi choisir d'autres critères, et cela pourrait perturber gravement le système commercial multilatéral.

39.23. En conséquence, afin d'éviter un éventuel parti pris protectionniste ou l'adoption de mesures discriminatoires, le Brésil prie instamment l'Union européenne de prendre dûment compte des observations qu'il a faites pendant le processus d'élaboration et de mise en œuvre de mesures dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, et espère qu'un dialogue s'ouvrira entre les autorités compétentes sur ces questions.

39.24. Enfin, le Brésil observe que de nombreuses parties prenantes ont demandé aux négociateurs commerciaux de travailler en étroite collaboration avec les spécialistes de l'environnement car ces questions ne peuvent pas être traitées de manière compartimentée. Dans ce contexte, il pense que le meilleur moyen de faire avancer les discussions sur le développement durable à l'OMC est de respecter à la lettre non seulement les règles de l'Organisation, mais aussi les concepts, principes et engagements qui ont été convenus dans d'autres instances, et qui reflètent les résultats équilibrés qui y ont été obtenus.

39.25. La déléguée de la Turquie a indiqué ce qui suit:

39.26. En tant que pays déterminé à répondre aux défis du changement climatique, la Turquie suit de près l'évolution du Pacte vert pour l'Europe depuis que la Commission européenne l'a annoncé en décembre 2020. Dans le contexte du Pacte vert, à l'instar d'autres nombreux Membres, elle attache une attention particulière aux aspects détaillés du MACF de l'Union européenne. Alors même qu'elle étudie la proposition de MACF pour communiquer à l'UE ses observations exhaustives sur le projet, elle souhaite néanmoins réitérer certains points qui présentent de l'importance pour elle.

39.27. De l'avis de la Turquie, il importe de noter, dans le cadre des discussions des Membres, que le MACF, en tant que mesure de riposte visant à atténuer le changement climatique, aura certains effets transfrontières nocifs. Dans ce contexte, l'effet transfrontières négatif le plus visible du MACF s'observera sur le commerce international.

39.28. Il est donc impératif d'assurer que le MACF s'applique de la manière la moins restrictive pour le commerce, sans constituer une restriction déguisée au commerce international et conformément aux règles et principes de l'OMC. Tout MACF devrait aussi respecter les principes du droit international de l'environnement, y compris le principe de la coopération et des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, comme indiqué dans le champ d'application de la CCNUCC. Autrement dit, les Membres de l'OMC, au moment de formuler leurs réponses visant à atténuer le changement climatique, devraient garder à l'esprit les droits et obligations conférés à la fois par les accords environnementaux multilatéraux et par les Accords de l'OMC, car ce n'est qu'en lisant conjointement ces derniers que l'on peut se faire une idée précise des outils disponibles pour faire face aux défis du changement climatique d'une manière équilibrée. Et en omettant l'un quelconque de ces éléments, on risque de renoncer aux objectifs et méthodes qui ont été envisagés et convenus à une certaine époque par nos négociateurs pour relever ces défis.

39.29. En conclusion, la Turquie demande à l'Union européenne de tenir les Membres de l'OMC informés des détails et des évolutions concernant son MACF, dans la mesure où la transparence et la coopération restent précieuses dans ce processus.

39.30. La déléguée de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

39.31. La République de Corée se félicite des efforts déployés par l'Union européenne pour lutter contre le changement climatique en cours et prend note du cadre du MACF, qui a été divulgué en juillet 2021, pour traiter le problème des éventuelles fuites de carbone.

39.32. Comme elle l'a dit à de précédentes réunions, la Corée tient à souligner que les mesures liées au commerce, y compris le MACF, devraient être compatibles avec les règles de l'OMC et ne pas constituer d'obstacles au commerce. En outre, il est nécessaire que les entreprises concernées par le MACF soient tenues plus pleinement informées et associées aux travaux. Il faut à cet effet que des renseignements suffisants leur soient fournis sur ce dispositif et que des possibilités leurs soient ménagées de présenter leurs observations.

39.33. La République de Corée espère que le MACF sera mis en œuvre de manière à remplir les objectifs de l'OMC, à savoir parvenir à un développement durable et faciliter le libre-échange. La Corée continuera à suivre le processus de mise en place du MACF de l'UE, et propose aussi que d'autres discussions se tiennent dans le cadre de l'OMC sur l'utilisation de mesures commerciales à des fins environnementales.

39.34. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

39.35. Du point de vue du Royaume d'Arabie saoudite, pour autant que l'Union européenne ait déclaré que le mécanisme proposé serait conforme aux règles de l'OMC et aux autres obligations internationales, elle doit encore fournir des explications sur la manière dont elle entend y parvenir. Même si elle a l'intention de remédier au risque de fuite des investissements de l'UE vers d'autres pays, en fait, son objectif principal est de maintenir la compétitivité de ses secteurs d'activités. Et l'examen très préliminaire de l'Arabie saoudite indique que le mécanisme proposé soulève de très sérieuses préoccupations en raison de ses conséquences négatives potentielles à long terme sur le commerce mondial qui fausseront toute la chaîne de valeur du commerce, y compris les biens, les services et les emplois.

39.36. Le Royaume d'Arabie Saoudite exhorte l'Union européenne à poursuivre les consultations avec les Membres afin de garantir la pleine conformité du MCAF aux règles et accords de l'OMC, et de s'assurer que le mécanisme proposé ne créera pas d'obstacles inutiles au commerce, qu'il ne sera pas utilisé comme un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ni comme une restriction déguisée au commerce international, ou ne sera pas appliqué d'une manière qui constitue une protection pour les branches de production de l'Union européenne. Enfin, le Royaume d'Arabie Saoudite est prêt à dialoguer avec l'Union européenne et les Membres intéressés et attend avec intérêt des précisions et réflexions supplémentaires de l'Union sur le mécanisme proposé.

39.37. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

39.38. La Nouvelle-Zélande est un fervent défenseur des moyens d'action cohérents et synergiques en matière de politiques commerciales et climatiques. Elle veut aller de l'avant pour ce qui est de la possibilité de contribuer à des efforts positifs appréciables d'atténuation du changement climatique par le biais de la politique commerciale. À cet égard, elle tient à mentionner ce qu'elle s'efforce actuellement d'obtenir dans le contexte de l'Accord sur les changements climatiques, le commerce et la durabilité (ACCTS), un effort plurilatéral qui vise à réunir certains des éléments interdépendants des programmes relatifs au changement climatique, au commerce et au développement durable. De fait, la Nouvelle-Zélande reste l'un des principaux partisans du retrait progressif et de l'élimination des subventions préjudiciables à l'environnement, y compris par la réforme des subventions à l'agriculture, à la pêche et aux combustibles fossiles.

39.39. La Nouvelle-Zélande reconnaît la valeur potentielle des MACF comme outils contribuant aux objectifs d'atténuation du changement climatique, sans ignorer pour autant les difficultés de leur mise en œuvre. Elle estime à cet égard que pour qu'un tel mécanisme fasse ses preuves, il doit être efficace du point de vue environnemental, compatible avec les règles de l'OMC et reposer sur des données scientifiques sûres. En outre, sa conception devrait prévoir des consultations constructives avec les partenaires commerciaux. La Nouvelle-Zélande invite l'UE à continuer d'informer les Membres des évolutions en cours.

39.40. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

39.41. L'Australie a fait plusieurs déclarations dans divers comités de l'OMC ces derniers mois, soulignant certaines de ses préoccupations au sujet du projet de règlement établissant le MACF de l'Union européenne. Celles-ci portent notamment sur les problèmes de compatibilité avec les règles de l'OMC, d'éventuels effets protectionnistes et de la nécessité pour cette politique d'envisager d'autres mesures implicites comme des normes plus strictes ou l'approche fondée sur la technologie de l'Australie, qui pourraient être aussi efficaces, sinon plus, pour réduire les émissions. L'Australie attend avec intérêt les mises à jour que l'Union européenne pourrait communiquer sur ses délibérations, y compris tous les changements qu'elle pourrait apporter à la politique relative au MACF depuis la publication du règlement le 14 juillet 2021.

39.42. Le délégué du Japan a indiqué ce qui suit:

39.43. Le Japon n'ignore pas que le MACF pourrait avoir un effet notable sur le commerce, et donc qu'il suscite un intérêt croissant chez tous les Membres de l'OMC, y compris le Japon. Comme il l'a fait observer lors de précédentes réunions dans le cadre des Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale et au CCE, avant toute chose, le MACF devra être conçu de manière à être compatible avec les règles de l'OMC. En outre, il estime qu'il y aura des difficultés à vaincre. Par exemple, les Membres ont travaillé à la réduction des émissions de carbone en mettant en œuvre diverses politiques; compte tenu des efforts déployés, le MACF devrait être conçu pour atteindre son objectif de prévention des fuites de carbone en ayant le moins d'effet possible sur le commerce.

39.44. Le Japon juge important d'envisager des méthodes de mesure/d'évaluation des émissions de carbone par unité de produit qui soient fiables sur le plan international. Il est également important d'envisager la vérification effective des coûts du carbone, y compris les coûts qui, dans les faits, sont supportés par le produit en proportion du niveau de ses émissions de carbone. Enfin, le Japon pense qu'il sera nécessaire de continuer à mener des discussions suffisantes sur cette question au niveau international.

39.45. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

39.46. Le Paraguay s'est résolument engagé en faveur de la protection de l'environnement, avec une matrice énergétique constituée à 100% d'énergies propres; plus de 40% de sa superficie recouverte de forêts; de bonnes pratiques agricoles qui contribuent à la conservation et à la préservation de l'environnement, y compris par le biais du semis direct, de l'assolement et de l'utilisation des biotechnologies. Nous entendrons probablement à nouveau aujourd'hui l'Union européenne justifier cette mesure en disant qu'elle compense les fuites de carbone. Le Paraguay note toutefois qu'il n'a pas été indiqué comment le mécanisme prendrait en compte l'effet de ces mesures sur les tierces parties. Dans ce contexte, le Paraguay fait observer qu'il représente moins de 0,02% de la production mondiale de CO₂, alors que l'UE considérée dans son ensemble en représente près de 10%.

39.47. En conséquence, nous avons des responsabilités communes mais différenciées: ceux qui polluent devraient faire davantage et ne pas exiger des autres qu'ils payent autant. Et ce qui préoccupe le Paraguay concernant cette mesure c'est que plutôt que de mettre en place des conditions équitables, elle favoriserait de fait certains par rapport à d'autres, non seulement en ignorant les responsabilités historiques mais aussi les responsabilités actuelles, le mécanisme s'accompagnant en outre de généreuses subventions qui constituent un avantage fiscal auquel la plupart des pays en développement n'ont pas accès.

39.48. À cet égard, le Paraguay reprend à son compte les questions et préoccupations formulées par l'Uruguay et les observations faites par le Brésil sur le danger que représente pour le commerce mondial la mise en place de mesures unilatérales et leur prolifération éventuelle. Et sans dispositif de compensation, ces mesures commencent à ressembler plus à du protectionnisme commercial qu'à de la protection de l'environnement. C'est pourquoi le Paraguay souhaite demander instamment à l'Union européenne d'informer ses partenaires commerciaux dans les meilleurs délais de la manière dont fonctionnerait cette mesure de compensation pour les tierces parties.

39.49. S'agissant du Pacte vert pour l'Europe, au titre du point suivant de l'ordre du jour, le Paraguay note qu'il semble non seulement contenir plusieurs mesures qui ne semblent pas se fonder sur des éléments de preuve scientifiques, mais promeut aussi des subventions suivant des modalités qui pourraient s'avérer nuisibles à l'environnement. Par exemple, une subvention versée ou accordée

pour les mécanismes de dragage mécanique, sans tenir compte du problème de la libération du carbone qui est naturellement retenu dans le sol. Le Paraguay demande donc si le Pacte vert pour l'Europe vise vraiment à protéger l'environnement, ou plutôt à protéger certaines politiques qui sont actuellement subventionnées par des Membres qui s'efforcent de défendre de façon très artificielle la compétitivité de leur agriculture.

39.50. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

39.51. Le Canada est en train d'examiner attentivement le projet de loi de la Commission européenne et poursuivra ses discussions avec l'Union européenne pour faire en sorte que la conception du MACF prenne pleinement en compte les politiques de tarification du carbone canadiennes. Il espère en outre que le MACF et son administration respecteront les obligations commerciales internationales de l'UE. Plus généralement, le Canada attend avec intérêt de collaborer avec l'UE, ainsi que d'autres Membres de l'OMC, pour voir comment le MACF peut s'intégrer dans une stratégie plus large pour atteindre les objectifs climatiques tout en faisant face aux risques potentiels de fuites de carbone.

39.52. La déléguée du Mozambique a indiqué ce qui suit:

39.53. Le MACF de l'Union européenne (Pacte vert pour l'Europe de décembre 2019) est une question qui a attiré l'attention du Mozambique, ce dernier étant l'un des producteurs et exportateurs de certains des produits visés. Le Mozambique souscrit aux préoccupations soulevées par d'autres Membres pour différentes raisons. Il est également convaincu que cette question touche une problématique mondiale sensible. C'est pourquoi le Mozambique serait très favorable à une analyse plus approfondie de la question, au partage de données et d'éléments de preuve scientifiques, pour éviter d'envisager des mesures unilatérales pour un problème mondial.

39.54. De toute façon, toutes les mesures prises par l'Union européenne pour traiter ces sujets de préoccupation communs à l'échelle mondiale doivent prendre en compte le principe directeur de la responsabilité commune mais différenciée, un principe qui doit être observé pour ménager aux Membres la marge de manœuvre nécessaire et, dans le cas des PMA et des pays Membres en développement, le traitement différencié nécessaire.

39.55. Le Mozambique juge nécessaire de poursuivre le dialogue avec l'Union européenne afin de veiller à ce que tous les aspects des préoccupations soulevées soient pris en considération et que la solution convenant à un Membre n'implique pas de position préjudiciable aux intérêts des autres, ce qui, dans le cas particulier du Mozambique, est intégré dans les efforts déployés par le gouvernement pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement économique.

39.56. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

39.57. L'Union européenne se félicite de l'intérêt manifesté par ses partenaires concernant cette importante question. Elle a relevé son niveau d'ambition dans le domaine climatique en traduisant pleinement l'application de l'Accord de Paris dans sa législation et invite ses partenaires à partager un niveau d'ambition comparable.

39.58. La mise en place du MACF pour faire face au risque de fuites de carbone fait partie intégrante de cette mise en œuvre et de cette ambition, comme en témoigne le Pacte vert pour l'Europe, pour éviter que l'action pour le climat ne soit compromise. Le MACF est un outil de politique environnementale axée uniquement sur le climat. Il s'appliquera d'une manière non-discriminatoire et impartiale, en pleine conformité avec les règles de l'OMC et d'autres obligations internationales.

39.59. La proposition de MACF a pour but de faire en sorte que les biens importés soient assujettis à un prix équivalent carbone comme les biens produits dans l'Union européenne. Le MACF ne vise pas les pays tiers; il s'applique plutôt aux produits de certains secteurs à forte intensité de carbone présentant un risque élevé de fuite de carbone. Il tiendra compte de l'application de systèmes de tarification du carbone par des pays tiers, et aussi indirectement des politiques climatiques efficaces qui permettent de réduire les émissions. Les émissions réelles de carbone intrinsèques à un produit seront aussi prises en considération.

39.60. Le mécanisme ne s'appliquera initialement qu'à un certain nombre de produits présentant un risque élevé de fuite de carbone. Un système de suivi et d'établissement de rapports sera mis en place de 2023 jusqu'à la fin de 2025 pour ces produits, l'objectif étant de faciliter une mise en service sans heurt et le dialogue avec les pays tiers. Cette mise en place progressive du mécanisme offrira aux entreprises et aux partenaires commerciaux une certitude juridiques, une stabilité, et le temps de préparation nécessaire.

39.61. En 2026, le MACF commencera de s'appliquer progressivement, avec le recouvrement des recettes, aux produits visés, et en proportion directe de la réduction des quotas gratuits alloués dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne pour ces secteurs. À terme, le MACF remplacera l'allocation de quotas à titre gratuit.

39.62. L'Union européenne a été transparente pendant tout le processus et reste disposée à dialoguer avec ses partenaires commerciaux et avec les organisations internationales pour les informer et, dans les cas où cela sera possible, les aider à mettre la mesure en œuvre. En outre, l'UE juge la collaboration internationale essentielle pour lutter efficacement contre le changement climatique. La politique commerciale a un rôle de soutien important à jouer dans cette lutte. C'est pourquoi l'action pour le climat est une priorité de l'UE dans le cadre des discussions menées à l'OMC.

39.63. La déclaration sur la durabilité environnementale pour la douzième Conférence ministérielle, qui est en cours d'élaboration dans le cadre des discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale porte établissement de discussions sur la manière dont les mesures et politiques climatiques liées au commerce peuvent le mieux contribuer à la réalisation des objectifs et engagements en matière de climat et d'environnement. Tous les Membres auront la possibilité d'échanger leurs vues sur les fuites de carbone dans le cadre de ces discussions.

39.64. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

40 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

40.1. Le Président a rappelé que ce point de l'ordre du jour avait été inclus à la demande de la Fédération de Russie.

40.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

40.3. En décembre 2019, la Commission européenne a annoncé sa vision politique en matière de durabilité et a publié le Pacte vert européen, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 55% d'ici à 2030 et à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. La Fédération de Russie partage l'avis de l'UE sur l'importance de la lutte contre les changements climatiques.

40.4. Toutefois, elle fait observer que, quelles que soient les activités prévues par les Membres dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques, ces activités devraient être menées conformément aux règles et aux principes fondamentaux de l'OMC et ne devraient pas déboucher sur une quelconque discrimination ou des restrictions déguisées au commerce; en particulier, aucune des mesures "vertes" ne devrait entraver le commerce et être utilisée comme un moyen de "protectionnisme vert", comme le laisse entendre le paragraphe 32 de la Déclaration ministérielle de Doha. Néanmoins, des Membres de l'OMC soulèvent actuellement des préoccupations commerciales spécifiques concernant certains éléments du Pacte vert de l'Union européenne.

40.5. La première mesure en question est le MACF, comme cela a été discuté au point précédent de l'ordre du jour. Les objectifs de l'Union européenne fixés dans le Pacte vert européen ne se limitent pas à la mise en place de ce mécanisme. Ce pacte prévoit également la réduction de l'utilisation des pesticides chimiques et des pesticides les plus dangereux, la réduction de l'utilisation des engrais, la promotion des normes et technologies énergétiques de l'UE au niveau mondial, la diversification des sources d'approvisionnement en énergie, l'adoption de nouvelles réglementations techniques, la révision des règles de concurrence, etc. La plupart de ces projets sont, ou seront, fortement subventionnés; leur mise en œuvre entraînerait de plus l'élimination des approvisionnements étrangers traditionnels du marché de l'UE. D'un point de vue commercial, il s'agit là d'une substitution forcée classique des importations. La Fédération de Russie attend de

l'Union européenne qu'elle explique en détail en quoi elle a tort de formuler une allégation aussi grave.

40.6. En même temps, la Fédération de Russie est déjà préoccupée par la mise en œuvre de certains éléments du Pacte vert; par exemple, le projet de règlement européen sur les piles notifié dans le document G/TBT/N/EU/775. Cette mesure établit des prescriptions relatives au produit pour les nouvelles piles comme condition d'accès au marché de l'UE ainsi que des objectifs de valorisation des matières pour les piles usagées. Ce règlement fixe des prescriptions spécifiques sur le niveau maximum de l'empreinte carbone sur le cycle de vie des piles et le niveau minimum de matériaux recyclés qu'elles doivent contenir, tels que le cobalt, le lithium, le cuivre, le plomb et le nickel.

40.7. Apparemment, les prescriptions relatives au niveau minimum de matériaux recyclés dans les piles visent à réduire l'utilisation de métaux primaires dans l'Union européenne, étant donné qu'elle ne dispose pas d'une quantité suffisante de métaux primaires non ferreux sur son territoire pour répondre à la demande interne. En introduisant une disposition qui discrimine les matériaux primaires importés par rapport aux matériaux remanufacturés au niveau national, le projet de règlement vise à remplacer les métaux primaires importés par les mêmes métaux recyclés au niveau national. En fait, ce projet de règlement ne repose pas sur des données scientifiques ni sur des normes ou des lignes directrices internationales qui précisent la teneur en matériaux recyclés des piles, les objectifs de valorisation des matières ainsi que les niveaux et les méthodes de calcul de l'empreinte carbone sur le cycle de vie des piles.

40.8. Un autre problème posé par le Pacte vert de l'UE concerne la Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité, qui prévoit de rendre encore plus strictes les dispositions actuelles applicables aux substances chimiques et à leurs mélanges des règlements CLP et REACH et d'autres règlements visant des produits spécifiques. Il est notamment prévu d'interdire les matières dangereuses classées comme telles par le Règlement CLP. La Russie note que ce règlement adopte le principe de précaution, ce qui implique la prise de décisions rigoureuses en matière de classification en l'absence de données de laboratoire ou épidémiologiques. Un exemple récent est la classification du cobalt dans la quatorzième adaptation au progrès technique et scientifique (APT) du Règlement CLP. L'élargissement de cette pratique entraînera la restriction et l'interdiction de substances sans danger qui seront strictement classées de manière injustifiée au nom du principe de précaution. L'UE continue d'estimer qu'une fois que des données scientifiques pertinentes seront disponibles, les décisions en matière de classification pourront être révisées. Cependant, une telle révision aurait peu de conséquences pratiques puisque les fabricants de produits interdits auraient déjà arrêté leur production, révisé leurs procédés technologiques ou même cessé leurs activités.

40.9. En conclusion, la Fédération de Russie attire l'attention des Membres sur le fait que les politiques environnementales ne devraient pas entraîner l'imposition de restrictions inutiles au commerce international. C'est pourquoi elle s'attend à ce que les règles commerciales actuelles soient pleinement respectées.

40.10. Le délégué du Qatar a indiqué ce qui suit concernant les points 39 et 40 de l'ordre du jour:

40.11. Le Qatar prend note de l'ambitieux Pacte vert de l'Union européenne et de l'aspiration de celle-ci à devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050. Il félicite l'UE pour le courage politique dont elle a fait preuve en fixant ces objectifs. Comme l'UE, le Qatar a également signé et ratifié l'Accord de Paris et est tout aussi ambitieux dans ses objectifs en matière de changements climatiques. Toutefois, concernant le Pacte vert de l'UE, il souhaite exprimer certaines préoccupations additionnelles liées au commerce portant sur l'introduction d'un MACF pour traiter la question dite des "fuites de carbone". En particulier, le Qatar souhaite obtenir davantage de précisions de la part de l'UE sur la manière dont elle a l'intention d'appliquer le MACF afin qu'il soit compatible avec les principes fondamentaux de l'OMC, notamment le principe de la nation la plus favorisée et le principe du traitement national. Dans ce contexte, il est d'avis que le fait de traiter différemment des produits similaires en fonction de la teneur en carbone du processus de production irait à l'encontre de décennies de jurisprudence de l'OMC mûrement réfléchie.

40.12. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

40.13. Le changement climatique et la perte de la biodiversité sont des menaces existentielles. Les données scientifiques nous indiquent que la présente décennie constitue un moment décisif

s'agissant de la tenue des engagements pris par les Membres au titre de l'Accord de Paris et que le coût de l'inaction est manifestement plus élevé que celui de la réalisation de nos ambitions climatiques. C'est pourquoi, en 2019, l'Union européenne s'est engagée à devenir le premier continent climatiquement neutre au monde d'ici à 2050. Maintenant que la législation européenne sur le climat est en vigueur, les ambitieux objectifs climatiques de l'UE pour 2030, à savoir la réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990, est devenue une obligation légale qui doit être mise en œuvre au moyen de dispositions législatives contraignantes applicables dans toute l'Union européenne.

40.14. Le Pacte vert européen a été dévoilé sous la forme d'un plan global visant à préparer l'économie et la société de l'UE à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans l'Accord de Paris, facilitant la réinitialisation de sa politique économique pour mieux correspondre aux défis de la crise climatique mondiale. Le 14 juillet 2021, l'Union européenne a présenté un ensemble de propositions visant à concrétiser son ambitieux Pacte vert, le paquet "Ajustement à l'objectif 55". Il s'agissait d'une combinaison d'instruments législatifs existants, améliorés pour atteindre le nouveau niveau d'ambition de l'UE, auxquels s'ajoutait une série de nouvelles initiatives dans divers domaines d'action et secteurs économiques, y compris les suivants: climat, énergie, transports, carburants, construction, fiscalité, utilisation des terres, agriculture et sylviculture. Il était fondé sur un vaste ensemble d'évaluations d'impact et avait été soigneusement conçu pour être pleinement conforme aux règles de l'OMC et aux autres engagements internationaux pris par l'UE.

40.15. Il est clair que les politiques commerciales ne peuvent à elles seules résoudre la crise climatique mondiale mais elles peuvent certainement contribuer aux progrès de l'action en faveur du climat. Le commerce international est un moteur de croissance qui crée de nouveaux emplois verts, réduit la pauvreté et accroît les possibilités économiques dans le monde entier. En fait, les politiques commerciales contribuent déjà de manière très significative au développement durable, même s'il est encore possible de faire davantage. À cette fin, la nouvelle communication sur la stratégie commerciale présentée par la Commission européenne en février 2021 indique en quoi les politiques commerciales et environnementales se soutiennent, et doivent se soutenir, mutuellement. L'Union européenne considère la transition verte comme une opportunité; les efforts d'atténuation des changements climatiques à l'échelle mondiale sont une partie nécessaire de la solution. Une coopération aux niveaux multilatéral et bilatéraux est donc requise pour élaborer les règles d'une mondialisation équitable et durable.

40.16. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

41 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT RELATIF À LA CLASSIFICATION, À L'ÉTIQUETAGE ET À L'EMBALLAGE) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

41.1. Le Président a rappelé que ce point de l'ordre du jour avait été inclus à la demande de la Fédération de Russie.

41.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

41.3. La Fédération de Russie réitère ses déclarations faites lors des précédentes réunions ordinaires du Comité OTC et du CCM sur la classification du cobalt adoptée par l'Union européenne dans le cadre de la quatorzième adaptation au progrès technique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (Règlement CLP) notifiée dans le document G/TBT/N/EU/629. L'UE a approuvé cette classification en l'absence de données de laboratoire et épidémiologiques complètes. Sur la base de cette classification, il est clair que la Commission européenne ira plus loin et élaborera des réglementations industrielles, techniques ou visant certains produits, qui fixeront des restrictions injustifiées à l'utilisation du cobalt ou interdiront cette utilisation dans une large gamme de produits. Bien que la Fédération de Russie salue les efforts de la Commission européenne en faveur de l'homologation de la bioéclution gastrique, elle note qu'alors qu'elle était censée avoir été approuvée au niveau européen en septembre 2021, cette méthodologie n'a pas encore été approuvée. La Fédération de Russie demande à l'Union européenne d'informer le Conseil de l'état d'avancement des travaux sur l'approbation de la bioéclution.

41.4. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

41.5. Comme expliqué lors des réunions précédentes du Conseil, le dioxyde de titane et le cobalt ont été inclus dans la quatorzième APT modifiant le Règlement CLP. Plusieurs discussions sur la classification du cobalt, du TiO₂ et des mélanges contenant du TiO₂ ont eu lieu au sein du groupe d'experts pour le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) et pour le règlement CLP (CARACAL) et dans le cadre du Comité de réglementation (Comité REACH).

41.6. Après son adoption par la Commission le 4 octobre 2019, le Règlement délégué de la Commission a été envoyé au Conseil et au Parlement européen, qui disposaient de deux mois pour formuler des objections. Aucune objection n'ayant été soulevée, le Règlement délégué de la Commission (UE) 2020/217 a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 février 2020 et la classification du cobalt comme agent cancérigène est devenue applicable à compter du 1^{er} octobre 2021.

41.7. La classification du cobalt en tant que substance cancérigène pour toutes les voies d'exposition est fondée sur l'avis scientifique du Comité de l'évaluation des risques (CER) de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), ainsi que sur les observations communiquées et les préoccupations exprimées par les États membres de l'UE et les parties prenantes. Cet avis est conforme au règlement CLP, ainsi qu'au Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques de l'ONU (SGH de l'ONU). L'avis et le document de référence contenant toutes les informations scientifiques pertinentes sur lesquelles il est fondé peuvent être consultés par tous les Membres de l'OMC et toutes les parties prenantes sur le site Web de l'ECHA.⁴ Dans son évaluation scientifique, le CER de l'ECHA a pris en compte toutes les données disponibles, y compris les informations soumises pendant la période de consultation publique. Toutefois, la révision d'un avis du CER n'est possible que si de nouveaux éléments scientifiques pertinents sont disponibles. À cet égard, l'Union européenne note que toutes les observations communiquées par les Membres de l'OMC dans le cadre de la notification de l'UE, conformément à l'accord OTC, ont été prises en compte par la Commission et les États membres dans le processus décisionnel. En outre, la Commission a également envoyé des réponses écrites aux observations des Membres de l'OMC sur la notification OTC de la mesure.

41.8. L'Union européenne a également proposé d'harmoniser, au niveau de l'OCDE, la méthode sur la bioélution. Cette méthode pourrait être utile pour garantir que, si un métal contenu dans un alliage n'est pas biodisponible (c'est-à-dire qu'il reste dans la matrice), alors les alliages (par exemple, l'acier inoxydable) n'ont pas besoin d'être classés. Un accord a été conclu à l'OCDE en mai 2020 pour mettre au point et valider cette méthode. L'UE accueillerait favorablement tout soutien des pays tiers qui participeraient activement à l'élaboration de la méthode d'essai de l'OCDE sur la bioélution.

41.9. L'Union européenne note une évolution récente, à savoir que le sous-groupe spécial d'experts qui avait récemment été créé par la Commission afin de fournir des conseils et d'échanger des points de vue sur les questions techniques, juridiques et politiques liées à l'utilisation de la bioaccessibilité *in vitro* relative d'un métal dangereux dans les composés ou alliages métalliques, pour affiner leur classification dans le cadre du règlement CLP, s'est déjà réuni deux fois. Une troisième réunion de conclusion des discussions est programmée à la mi-novembre.

41.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

42 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

42.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine et de la Fédération de Russie.

42.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

42.3. La Fédération de Russie restait préoccupée par les modifications apportées au Règlement de base de l'UE sur la protection contre les importations faisant l'objet d'un dumping, introduites par le Règlement (UE) 2017/2321 et le Règlement (UE) 2018/825. Elle souhaite à cette occasion réitérer

⁴ <https://echa.europa.eu/registry-of-clh-intentions-until-outcome/-/dislist/details/0b0236e1806bd156>

ses vues systémiques relatives à la nature discriminatoire des modifications susmentionnées. Prises ensemble, elles semblent avoir été conçues pour exclure de manière sélective les importations de certains Membres de l'OMC du marché européen. L'existence de seulement deux rapports sur lesdites "distorsions significatives" dans les pays d'exportation concernés étayait cette interprétation. La Fédération de Russie réaffirme sa position, à savoir qu'un tel traitement des exportateurs est incompatible avec les règles de l'OMC; en conséquence, elle invite l'Union européenne à s'abstenir d'appliquer ces modifications. De plus, elle demande à l'Union européenne de lui fournir tous renseignements actualisés à même de dissiper ses craintes relatives aux modifications en question.

42.4. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

42.5. Les préoccupations de la Chine concernant cette question demeurent. La Chine estime que le Règlement antidumping de l'UE et la pratique correspondante sont incompatibles avec les règles antidumping de l'OMC. La Chine est particulièrement préoccupée par le concept dit de distorsion significative du marché et les normes s'y rapportant dans le règlement, par le document de travail sur la distorsion significative en Chine, ainsi que par la manière dont sont utilisées des données de tiers pour le calcul de la valeur normale. La Chine invite instamment l'UE à mettre ses pratiques en conformité avec le Règlement antidumping et les décisions pertinentes de l'OMC.

42.6. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

42.7. L'Union européenne prend note des points soulevés tant par la Chine que par la Fédération de Russie. Toutefois, elle note également que sa position sur ces points est bien connue et n'a pas changé. Par conséquent, afin d'éviter de se répéter, l'UE renvoie aux précédentes déclarations qu'elle a faites à ce sujet devant ce conseil et aux réunions du Comité antidumping.⁵

42.8. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

43 ANGOLA – PRATIQUES DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

43.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

43.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

43.3. La Fédération de Russie reste préoccupée par les restrictions à l'importation imposées par l'Angola en vertu du Décret présidentiel n° 23/19 visant à protéger ses branches de production nationales, dont la conformité aux règles de l'OMC concernant certains produits agricoles et industriels est douteuse. Les préoccupations de la Russie à ce sujet ont été soulevées à plusieurs reprises au sein de ce Conseil et du Comité de l'accès aux marchés. La Fédération de Russie tient à remercier l'Angola pour leurs consultations fructueuses de l'année dernière. Néanmoins, elle n'a pas constaté d'évolution positive en ce qui concerne l'élimination des mesures de restriction des échanges de l'Angola. La Fédération de Russie exhorte l'Angola à mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC. À cette fin, la Russie reste disposée à poursuivre ses discussions bilatérales avec l'Angola.

43.4. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

43.5. Comme ils l'ont exprimé devant ce Conseil et dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés, les États-Unis s'engagent à renforcer leurs liens commerciaux et d'investissement avec l'Angola. Cependant, ils restent préoccupés par le fait que le Décret présidentiel n° 23/19 semble viser à restreindre les importations de l'Angola, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur leur relation avec l'Angola. Les États-Unis continuent d'entendre des rapports faisant état d'une certaine confusion quant à la manière dont le décret est appliqué et de retards auxquels sont confrontées les marchandises à la frontière. En particulier, les exportateurs agricoles étasuniens restent préoccupés par les retards qui affectent les denrées périssables dans ce contexte de grande incertitude. Les États-Unis espèrent que l'Angola prendra des mesures pour réviser le décret en question afin de

⁵ Voir, par exemple, le document G/C/M/140, paragraphes 30.9 et 30.10.

répondre à leurs préoccupations et de s'assurer que ses mesures relatives aux importations sont conformes aux règles de l'OMC.

43.6. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

43.7. L'Union européenne maintient sa préoccupation de longue date concernant le Décret n° 23/19 de l'Angola, qui semble protéger les industries nationales d'une manière qui est incompatible avec les règles de l'OMC et qui pourrait également être préjudiciable aux investissements étrangers en Angola. Depuis 2019, l'UE n'a toujours pas reçu d'explications substantielles de la part de l'Angola sur la manière dont il entend rendre le Décret n° 23/19 conforme aux règles de l'OMC. Indépendamment de la question de la compatibilité de ce décret avec les règles de l'OMC, l'Union européenne demande à l'Angola de clarifier la procédure en cours relative à ce décret et si l'Angola a l'intention d'y apporter des modifications et, dans l'affirmative, dans quelles parties. L'Union européenne continue de soutenir l'intention de l'Angola de diversifier son économie et de développer son industrie nationale. Toutefois, elle demande une nouvelle fois instamment à l'Angola de revoir les mesures pertinentes afin de s'assurer de leur conformité avec les règles de l'OMC.

43.8. Le délégué de l'Angola a indiqué ce qui suit:

43.9. L'Angola prend note des déclarations faites par les délégations de la Fédération de Russie, de l'Union européenne et des États-Unis quant à leurs préoccupations concernant les importations angolaises. Il estime que sa déclaration précédente au sein de ce Conseil et dans le cadre d'autres comités reste valable; cependant, puisqu'il a reçu d'excellentes contributions des Membres susmentionnés, l'Angola a commencé à ajuster le décret en question afin de le compléter. À cet effet, l'Angola comptera certainement sur l'assistance technique des Membres intéressés.

43.10. Malgré les préoccupations commerciales soulevées au sujet du décret, l'Angola tient à assurer les Membres que le niveau de ses importations n'a pas changé, ce qui peut être vérifié au moyen des statistiques disponibles, en particulier pour les Membres qui ont exprimé leur inquiétude. Ainsi, l'Angola suggère que les Membres en question consultent leurs exportateurs, afin de recevoir des informations exactes sur l'état de leurs exportations vers l'Angola, qui continuent à évoluer normalement. En conclusion, l'Angola répète que ce décret est en cours de réexamen.

43.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

44 MONGOLIE – MESURES APPLIQUÉES À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

44.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

44.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

44.3. La Fédération de Russie souhaite soulever la question des mesures quantitatives appliquées par la Mongolie à l'importation de certains produits agricoles. La Russie apprécie le fait que la Mongolie n'a pas ouvert de contingents à l'importation de l'eau en bouteille, du lait liquide et de la farine de blé en 2021. Néanmoins, elle répète que ces produits ne sont pas exclus de la liste des produits agricoles soumis à des restrictions quantitatives annuelles. Au contraire, conformément à la Loi sur les produits alimentaires de la Mongolie, de tels contingents pourraient être imposés à l'avenir.

44.4. Dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale, la Mongolie a déclaré que "la Loi sur les produits alimentaires a[vait] été incluse dans les lignes directrices pour l'amélioration de la législation mongole jusqu'en 2024 et sera[it] modifiée dans le respect des règles et des principes de l'OMC d'ici à 2021". À la réunion de juin 2021 du Comité de l'agriculture, la Mongolie a indiqué que la Loi sur les produits alimentaires serait améliorée, conformément aux accords de l'OMC, pendant la session d'automne du Parlement. En septembre 2021, elle a déclaré que les modifications requises étaient en cours d'élaboration.

44.5. Le régime de contingents de la Mongolie demeure incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu des Accords de l'OMC, notamment l'article XI du GATT de 1994 et l'article 4:2

de l'Accord sur l'agriculture, ainsi qu'avec les engagements qu'elle a pris lors de son accession, qui figurent au paragraphe 20 du rapport du Groupe de travail la concernant. La Fédération de Russie serait reconnaissante à la Mongolie de fournir des renseignements sur les progrès accomplis dans la mise en conformité de sa législation avec les règles de l'OMC.

44.6. La Fédération de Russie souhaite également faire part de sa préoccupation concernant la loi sur l'enrichissement de la Mongolie, qui fixe les exigences obligatoires pour que la farine de blé soit enrichie en vitamines et en composés minéraux. Dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale en mars 2021, la Mongolie a déclaré que la procédure d'examen des farines enrichies n'avait pas encore été établie. À ce sujet, la Fédération de Russie demande à la Mongolie pourquoi elle impose une mesure alors que la procédure y relative n'a pas été élaborée. L'application dans la pratique par la Mongolie d'une exigence obligatoire en matière d'enrichissement soulève pour cette raison des problèmes concernant sa compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord OTC.

44.7. La Fédération de Russie attend de la Mongolie qu'elle prenne toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour mettre sa législation et ses mesures en conformité avec les règles pertinentes de l'OMC. Elle invite également instamment la Mongolie à mettre fin à l'application de sa Loi sur l'enrichissement. Enfin, la Fédération de Russie continuera à surveiller attentivement le réexamen de la politique de quotas et des mesures de nutrition alimentaire de la Mongolie.

44.8. Le délégué de la Mongolie a indiqué ce qui suit:

44.9. La Mongolie remercie la Fédération de Russie pour l'intérêt constant qu'elle porte à la politique commerciale appliquée par son pays à certains produits agricoles. La Mongolie répète que, la Loi sur l'alimentation de la Mongolie étant en vigueur, il n'est pas possible d'exclure la farine de blé et le lait liquide de la liste des produits agricoles. Cependant, elle note qu'aucun contingent d'importation n'est imposé pour la farine de blé et le lait liquide depuis 2019 et que de tels contingents ne seront plus réimposés. La Mongolie souhaite informer le Conseil que les modifications nécessaires de la Loi sur les produits alimentaires, qui visent à assurer sa conformité aux accords de l'OMC, sont en voie d'élaboration. La Mongolie note également les observations formulées sur La loi sur l'enrichissement et les autres préoccupations soulevées par la Fédération de Russie. Ces observations seront transmises à sa capitale et la Mongolie y répondra à la réunion suivante du Conseil.

44.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

45 INDE – CERTIFICATION OBLIGATOIRE POUR LES PRODUITS EN ACIER – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

45.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

45.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

45.3. En ce qui concerne la certification obligatoire de l'Inde pour les produits sidérurgiques, le Japon a demandé à plusieurs reprises à l'Inde d'assurer une mise en œuvre adéquate par le biais de discussions au sein du Comité OTC et du CCM. Le Japon souhaite aborder quatre points à ce sujet.

45.4. Tout d'abord, le Japon appelle l'Inde à approuver rapidement les demandes, dans la mesure où il faut toujours beaucoup de temps pour obtenir l'approbation d'une évaluation de la conformité, en particulier pour les nouveaux projets.

45.5. Deuxièmement, le Japon croit comprendre qu'en raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement indien n'a pas été en mesure de procéder à des inspections sur place. C'est pourquoi il a demandé à l'Inde de mettre en œuvre des mesures alternatives appropriées. En réponse à la demande du Japon, l'Inde a évoqué, lors de la précédente réunion du Comité OTC, la possibilité d'instaurer une inspection à distance. Le Japon demande à l'Inde de fournir une mise à jour sur les progrès qu'elle a réalisés dans la mise en place de ces mesures alternatives.

45.6. Troisièmement, si des mesures alternatives appropriées ne doivent pas être introduites, le Japon demande à l'Inde de reporter l'introduction et l'application de nouvelles normes obligatoires.

45.7. Enfin, pour l'obtention d'un certificat de conformité, certains produits ne sont pas soumis à la procédure de demande initiale et certaines entreprises japonaises doivent s'approvisionner auprès d'entreprises indiennes, bien que ce changement soit sans lien avec le processus d'obtention de certificat de conformité avec les normes établies. La communication additionnelle des plans prévus concernant la production locale est également nécessaire. Le Japon demande à l'Inde d'améliorer la situation en remédiant à ces problèmes.

45.8. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

45.9. La République de Corée souhaite soulever une préoccupation concernant l'Ordonnance sur l'acier et les produits en acier (contrôle de la qualité) de l'Inde. Cette ordonnance prescrit la certification obligatoire des produits en acier importés pour lesquels les entreprises coréennes ont déposé des demandes. Cependant, le processus d'évaluation est retardé depuis décembre 2020, étant donné que les "visites d'usine" ont été reportées à cause de la pandémie de COVID-19. Ces "visites d'usine" sont l'une des exigences à satisfaire pour l'obtention de la certification. Afin d'éviter tout retard supplémentaire et d'accélérer le processus, la République de Corée invite instamment l'Inde à faire preuve de plus de souplesse en remplaçant provisoirement l'exigence de "visite d'usine" par un examen réalisé sur la base de documents jusqu'à l'amélioration de la situation créée par la COVID-19. Si ce n'est pas possible, une solution de remplacement serait d'établir une disposition autorisant les inspections virtuelles ou à distance au lieu d'une visite sur place.

45.10. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

45.11. La certification BIS obligatoire des produits en acier est mise en œuvre dans le cadre de la notification des ordonnances sur le contrôle de la qualité (QCO) afin de garantir la qualité de l'acier fabriqué par les producteurs indiens ou importé dans le pays conformément aux normes indiennes. L'OMC reconnaît le droit des Membres à mettre en œuvre des mesures permettant d'atteindre leurs objectifs légitimes de politique générale, comme la protection de la santé et de la sécurité des personnes, la protection de l'environnement, la prévention de pratiques commerciales déloyales ou la sécurité nationale. Les règlements techniques/QCO sur l'acier et les produits en acier ont également été publiés sur la base des mêmes objectifs. Les QCO notifiées par le gouvernement ne sont pas restrictives pour le commerce mais sont nécessaires pour atteindre l'objectif légitime d'assurer l'équité des règles du jeu entre les fournisseurs indiens et les fournisseurs étrangers.

45.12. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

46 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

46.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

46.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

46.3. Le Japon réaffirme être préoccupé par le fait que l'interdiction d'importation sur les climatiseurs, y compris les réfrigérants, introduite par l'Inde l'année précédente au moyen de la Notification n° 41/2015-2020, est une mesure imposant de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon est très préoccupé par le fait que cette mesure pourrait constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT ainsi qu'avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

46.4. L'Inde a répondu lors de l'examen de sa politique commerciale et devant le CCM que la mesure était compatible à ses obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutefois, cette interdiction d'importation est toujours considérée inutile et irrationnelle par le Japon, dans la mesure où elle couvre une large gamme de climatiseurs utilisant des réfrigérants. En outre, ces climatiseurs ne sont pas soumis à l'obligation de réduction et d'élimination de l'Inde au titre du Protocole de Montréal ni à la réglementation relative au fréon (substance appauvrissant la couche d'ozone) de la législation nationale de l'Inde. À cet égard, après examen des réponses précédentes de l'Inde, le Japon a présenté par écrit des questions à la réunion de septembre 2021 du Comité des MIC et il attend de l'Inde qu'elle fournisse rapidement des réponses détaillées à ses questions.

46.5. De plus, comme le Japon l'a mentionné à la récente réunion du Comité des MIC, s'agissant des climatiseurs, il était prévu que la marque ISI du système de certification de l'Inde entre en vigueur en janvier 2022, conformément au Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties. Toutefois, s'il reste nécessaire d'obtenir pour ces produits une licence du BIS au moyen de la procédure de conformité, le BIS a cessé de réaliser des inspections d'usine à l'étranger et la procédure de certification des produits importés n'a pas été adaptée. Le Japon est préoccupé par le fait que les importations pourraient être restreintes si rien n'est fait. Le Japon demande à l'Inde d'envisager i) le report de la date de mise en œuvre de la mesure; et ii) d'autres procédures de certification que l'inspection d'usine à l'étranger.

46.6. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

46.7. La Thaïlande partage les préoccupations du Japon concernant les restrictions imposées par l'Inde aux importations de climatiseurs, qui ont eu une incidence négative sur ses exportations de ces produits vers l'Inde. La Thaïlande souhaite aussi réaffirmer les préoccupations relatives aux restrictions à l'importation de téléviseurs appliquées par l'Inde qu'elle avait soulevées dans des réunions précédentes du Comité de l'accès aux marchés. La Thaïlande continue de suivre de près l'évolution de la situation concernant ces questions et encourage l'Inde à trouver et à appliquer des mesures à l'importation moins restrictives pour ces produits. La Thaïlande est également disposée à tenir des discussions bilatérales avec l'Inde à ce sujet.

46.8. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

46.9. Cette question a déjà été soulevée lors des réunions du Conseil de mars et avril 2021, au cours desquelles l'Inde a expliqué les raisons de la mesure adoptée. L'Inde souhaite informer à nouveau les Membres que la mesure est nécessaire à l'application de normes et de règlements. Outre qu'elle réduit les risques pour la vie et la santé des humains, des animaux et des plantes, cette mesure est également conforme à l'engagement souscrit par l'Inde au titre du Protocole de Montréal. De plus, conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (hydrochlorofluorocarbures) est interdite depuis le 1^{er} juillet 2015.

46.10. En août 2021, l'Inde a approuvé la ratification de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Cet amendement a été adopté par les Parties au Protocole de Montréal en octobre 2016, à la 28^{ème} réunion des Parties qui s'est tenu à Kigali (Rwanda). L'Inde réduira progressivement son usage des hydrochlorofluorocarbures en quatre étapes à partir de 2032; la réduction cumulée sera de 10% en 2032, de 20% en 2037, de 30% en 2042 et de 85% en 2047. L'Inde mène une politique cohérente dans ce domaine et reste disposée à tenir des discussions bilatérales avec le Japon à ce sujet.

46.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

RAPPORTS AU CONSEIL GÉNÉRAL

47 PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

47.1. Le Président a rappelé que, lors de la réunion du Conseil général de mars 2021, le Président du Conseil général avait indiqué que le Conseil continuerait à procéder à des examens périodiques du Programme de travail sur le commerce électronique lors de ses futures sessions, sur la base des rapports soumis par les organes de l'OMC chargés de la mise en œuvre du Programme de travail. À cette fin, le Conseil général avait chargé ces organes, y compris le CCM, de continuer à inscrire la question du Programme de travail à l'ordre du jour de leurs réunions et d'envoyer des mises à jour au Conseil général afin de l'aider dans ses préparatifs pour la douzième Conférence ministérielle (CM12). En conséquence, afin de s'acquitter du mandat renouvelé de ce Conseil consistant à tenir le Conseil général informé des discussions portant sur cette question, le Président a invité les délégations à continuer d'exprimer leurs opinions et à faire des suggestions sur la façon de travailler à la préparation de l'examen périodique qui se tiendrait au Conseil général en prévision de la CM12.

47.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

47.3. Les États-Unis notent que l'inscription de ce point à l'ordre du jour devrait être demandée par un Membre et motivée par la formulation de propositions par des Membres aux fins d'examen. Il ne s'agit pas d'un point permanent de l'ordre du jour.

47.4. Le délégué du Pakistan a indiqué ce qui suit:

47.5. Tous les Membres sont bien conscients qu'à l'ère de la numérisation, la fracture numérique est une réalité, situation elle-même aggravée par la pandémie de COVID-19. Au début de la crise, les pays dont le taux de pénétration du numérique est faible ont rencontré tous types de problèmes insurmontables relatifs à leur gestion des conséquences naturelles de la pandémie mondiale. Ces difficultés n'ont toujours pas été résolues et les pays en voie de développement déploient des efforts concertés, dans les limites de leur marge de manœuvre budgétaire, pour améliorer leur situation. Cependant, la fracture numérique ne peut être réduite que si des efforts sont faits par tous les Membres, conformément au mandat de négociation initial, comme cela avait été convenu lors de la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC.

47.6. Toute tentative d'élaboration de règles dans ce domaine sans aborder au préalable les préoccupations des pays en voie de développement élargira davantage la fracture numérique existante, y compris en créant de nouveaux déséquilibres qui pourraient avoir des effets néfastes sur les perspectives des pays en développement de régler leurs problèmes structurels.

47.7. Le Pakistan souhaite donc, une fois de plus, mettre en relief et soutenir le dialogue au sein du forum correct et mandaté dans lequel des discussions multilatérales sur le commerce électronique devraient avoir lieu et soutenir ainsi la redynamisation du Programme de travail. Le Pakistan considère qu'aller dans cette direction est également indispensable au développement et à l'industrialisation numérique des pays en voie de développement.

47.8. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

47.9. La Norvège estime que le commerce électronique est un élément majeur de la gestion de la pandémie. Le commerce électronique et la facilitation des échanges se sont révélés être des outils extrêmement importants que les Membres et les consommateurs ont utilisés pour faire face à cette pandémie. C'est pourquoi la Norvège, ainsi que près de vingt autres Membres, a proposé une prorogation du Programme de travail, y compris le moratoire sur les transmissions électroniques.

47.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

48 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

48.1. Le Président a noté que, conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), qui avaient été adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, tous les organes constitués dans le cadre des Accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC étaient tenus de présenter chaque année un rapport factuel au Conseil du commerce des marchandises, et que ce dernier devait en prendre note.

48.2. Ces rapports factuels ont été adoptés à la dernière réunion de chacun des organes subsidiaires et présentés au CCM pour examen. Dans les cas du Comité SPS (G/L/1413/Rev.1) et du Comité OTC (G/L/1420), les rapports factuels correspondants seraient présentés directement au Conseil général.

48.3. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des rapports annuels factuels suivants: Comité des pratiques antidumping (G/L/1415); Comité de l'évaluation en douane (G/L/1410); Comité des licences d'importation (G/L/1406); Comité de l'accès aux marchés (G/L/1407); Comité des règles d'origine (G/L/1405); Comité des sauvegardes (G/L/1417); Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/L/1414); Comité de la facilitation des échanges (G/L/1416); Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (G/L/1404); Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information, ATI (G/L/1412); Groupe de travail des entreprises commerciales d'État (G/L/1403); Inspection avant expédition (G/L/1411); et Entité indépendante (G/L/1409).

48.4. Le Conseil en est ainsi convenu.

49 ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/C/W/804)

49.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le projet de rapport annuel du Conseil au Conseil général, distribué sous la cote G/C/W/804. Conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), il avait été convenu que "chaque Conseil sectoriel devrait faire rapport au Conseil général en novembre de chaque année sur ses activités ainsi que sur celles de ses organes subsidiaires" et que les rapports des Conseils sectoriels devraient être "factuels, et [indiquer] les actions engagées et les décisions prises, avec des renvois aux rapports des organes subsidiaires [et qu']ils pourraient être établis sur le modèle des rapports du Conseil du GATT de 1947 aux PARTIES CONTRACTANTES".

49.2. Il a rappelé aux délégations que toutes les parties du projet de rapport que les Membres avaient sous les yeux ce jour seraient actualisées en tenant compte de la présente réunion et seraient aussi distribuées aux Membres pour leur permettre de formuler des observations. De plus, il a noté que le Secrétariat avait ajusté les modalités de présentation des renseignements sur les préoccupations commerciales, qui seraient désormais résumées sous forme de tableau dans les annexes.

49.3. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

49.4. Les États-Unis remercient le Secrétariat pour le projet de rapport distribué sous la cote G/C/W/804 et se félicite de l'introduction de tableaux dans les annexes, qui constitue une manière judicieuse de présenter ces renseignements. Toutefois, les États-Unis ne seraient pas en mesure d'adopter le rapport ce jour car ils souhaiteraient d'abord disposer d'une version complète. Pour cette raison, ils demandent au Président de suivre une procédure écrite pour son adoption.

49.5. Le Président a proposé que le Secrétariat distribue par courrier électronique une version révisée du rapport annuel, en utilisant la fonction de suivi des modifications, d'ici à la fermeture des bureaux le 3 novembre. Si aucune objection n'était reçue par le Secrétariat d'ici au lundi 8 novembre, le projet révisé serait considéré approuvé et le rapport annuel serait ensuite distribué dans la série de documents G/L aux fins de sa présentation au Conseil général.⁶

49.6. Le Conseil en est ainsi convenu.

50 AUTRES QUESTIONS

50.1 Fonctionnement du conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires - renseignements fournis par le président (RD/CTG/14)

50.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur les documents RD/CTG/14 et RD/CTG/14/Corr.1, qui contenaient la version la plus récente du calendrier annuel des réunions du CCM et de ses organes subsidiaires pour l'année 2022. Ce document avait été préparé en étroite coordination avec le Secrétaire du Conseil du commerce des marchandises et les Secrétaires des organes subsidiaires du CCM, afin d'assurer la programmation optimale des réunions et, en particulier, d'éviter les chevauchements. À cet égard, il a noté que certaines réunions avaient déjà été reportées compte tenu des observations formulées par des Membres sur cette question à la réunion précédente du Conseil. Comme précédemment indiqué, il avait demandé au Secrétariat de préparer une mise à jour du plan annuel pour chaque réunion du CCM, ce qui devrait faciliter l'identification précoce de tout problème potentiel et permettre aux Membres de planifier en conséquence. Il avait aussi poursuivi ses échanges avec les Présidents et les Secrétaires des organes subsidiaires du CCM, afin de continuer à améliorer la coordination entre le Conseil et les Comités, garantissant ainsi que les préoccupations des Membres soient traitées d'une manière satisfaisante.

50.2. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

50.3. De même qu'il est dans le passé intervenu pour se plaindre lorsque des problèmes se posaient, le Paraguay s'estime à cet instant tenu de prendre la parole pour remercier et féliciter le Secrétariat

⁶ Le rapport annuel du Conseil du commerce des marchandises a été adopté au moyen de procédures écrites le 8 novembre 2021 et distribué au moyen du document G/L/1418, en date du 10 novembre 2021.

pour l'établissement de cet excellent plan annuel de réunions. Le Paraguay constate que le Secrétariat a tenté non seulement d'éviter les chevauchements mais aussi de faire en sorte que les réunions des organes subsidiaires aient lieu avant la réunion du CCM, de manière à ce que les questions puissent ensuite être examinées au Conseil général. Le seul chevauchement qui semble demeurer est celui entre les réunions du Comité de l'agriculture et le Comité OTC de juin 2022 mais le Paraguay suppose qu'il était inévitable. Néanmoins, le calendrier établi constitue une grande amélioration par rapport à ceux des années précédentes et il permettra à toutes les délégations d'organiser leur travail plus efficacement, ce qu'elles demandaient depuis longtemps. Le Paraguay remercie une nouvelle fois le Secrétariat et le Président pour son rôle de chef de file sur cette question.

50.4. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

50.5. Le Canada prend la parole pour s'associer aux observations formulées par le Paraguay et pour remercier le Président et le Secrétariat d'avoir dirigé la préparation de ce calendrier de réunions. Il s'agit d'une importante contribution à l'organisation des travaux des organes subsidiaires du CCM ainsi qu'à l'établissement du calendrier, ce qui permet une certaine planification. Le Canada souhaiterait instamment inviter le Secrétariat à poursuivre cet effort, y compris concernant la planification préalable, de sorte que les dates puissent être affichées sur le calendrier des réunions du site Web de l'OMC, et ce aussi à l'avance que possible, étant donné que de nombreux délégués utilisent principalement ce calendrier pour planifier les réunions et y accéder. Enfin, le Canada exhorte les délégués à utiliser le système d'enregistrement en ligne pour indiquer les comités auxquels ils participent, une procédure simple qui aide tous les délégués, et le Secrétariat, à identifier qui sont leurs homologues dans chacun des organes.

50.2 Date de la prochaine réunion

50.6. Le Président a annoncé que la prochaine réunion du CCM avait été provisoirement fixée aux 21 et 22 avril 2022. Ces dates seront confirmées en temps utile.
